



Le Monde 2
Archéologie
Une cité inconnue en Iran
Archives
La saga sanglante des Bhutto

Sans-papiers : des quotas d'expulsions inaccessibles

L'administration fait du zèle pour tenter d'atteindre ses objectifs

S'efforçant d'atteindre l'objectif de 25 000 reconduites « effectives » à la frontière, l'administration multiplie les acrobaties comptables, en incluant dans ses chiffres tous les types de retours, qu'ils soient forcés ou non, et juridiques pour interpellés des sans-papiers.

Le 7 décembre 2007, la Cour d'appel de Rennes a annulé, révèle le site d'information en ligne Rue89, l'interpellation d'un Soudanais en situation irrégulière. Il avait fait l'objet d'un contrôle d'identité au motif qu'il traversait en dehors d'un passage clouté. La Cour estimait qu'« il ne résultait pas de la procédure que les policiers avaient des raisons plausibles de soupçonner que l'intéressé avait commis une infraction ». Elle s'interrogeait aussi, au vu d'autres procès verbaux d'interpellation rédigés « en des termes rigoureusement identiques », sur une pratique de « copié-collé ».

Du côté des syndicats de police, on reconnaît qu'aujourd'hui ce type de dérive est possible, même si, pour Bernard Le Bily, de l'organisation syndicale UNSA-Police, « il ne s'agit pas de généraliser, l'immense majorité des agents faisant leur travail sans faire de zèle ».

Pour lui comme pour Bruno Cailleteau, délégué du Syndicat général de la police Force ouvrière, c'est la politique d'objectif chiffré et la pression qui en découle sur les policiers qui entraînent de telles dérives. « Nous sommes d'accord pour avoir à rendre des comptes, mais nous préférons avoir les moyens de faire de l'investigation pour mettre à bas les réseaux, relève Bruno Cailleteau. Mais cela est beaucoup plus long et plus lourd. »

LAETITIA VAN ECKHOUT

Lire la suite page 8

L'Amérique profonde opte pour des hommes neufs

Iowa Obama, premier chez les démocrates, Huckabee chez les républicains



Barack Obama et sa famille, à Des Moines, à l'annonce de sa victoire chez les démocrates de l'Iowa. JIM YOUNG/REUTERS

Le premier test de la campagne présidentielle américaine a été remporté, chez les démocrates, par le sénateur noir Barack Obama, et chez les républicains par Mike Huckabee, ex-gouverneur de l'Arkansas et pasteur. Hillary Clinton, en tête des démocrates dans les sondages nationaux, n'est arrivée que troisième, derrière John Edwards, l'ancien candidat à la vice-présidence en 2004. C'est l'Iowa qui

ouvrirait, jeudi 3 janvier, la présélection des candidats à la succession de George Bush, avec un exercice bien particulier de démocratie directe, les caucus. Chaque parti avait convoqué ses sympathisants dans 1 784 lieux de réunion où ils devaient choisir quel candidat soutenir. Les démocrates s'étaient particulièrement mobilisés, surtout les jeunes, qui ont assuré la victoire d'Obama. Hillary Clinton a accueilli son

revers avec sérénité, comptant sur les premiers du New Hampshire, mardi 8 janvier, pour revenir au premier plan. Côté républicain, le favori, Rudy Giuliani, ex-maire de New York, n'avait pas misé sur l'Iowa. C'est donc le mormon Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts, qui a essuyé l'échec face à l'outsider Huckabee. ■

Lire page 4 et l'éditorial page 2

Le moral des ménages est au plus bas depuis mai 2006

Pour le quatrième mois consécutif, le moral des ménages a baissé en décembre 2007 : - 29, contre - 28 en novembre, selon l'indicateur établi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), rendu public vendredi 4 janvier en même temps que l'enquête mensuelle de conjoncture.

Incessante depuis l'été 2007, après une amélioration qui avait suivi les élections présidentielle et législatives, cette détérioration ramène le moral des Français à son niveau de mai 2006.

Parmi les soldes qui composent l'indicateur résumé de l'Insee, seules les perspectives d'évolution du niveau de vie en France se sont améliorées à la fin de l'année dernière : - 31 en décembre 2007, contre - 36 un mois plus tôt. Mais l'opinion sur l'évolution passée du niveau de vie se dégrade encore de 2 points, s'établissant à - 61. ■

Page 10

Le « Dakar » pourrait être annulé par sécurité

Les pressions des autorités françaises sur les organisateurs du « Dakar », le rallye qui doit relier Lisbonne à Dakar, pourraient déboucher sur une annulation de la compétition.

Depuis l'assassinat de quatre touristes français, le 24 décembre, attribué à des membres d'Al-Qaida au Maghreb, le Quai d'Orsay a multiplié les avertissements aux Français qui souhaitent se rendre en Mauritanie. Y compris les concurrents du « Dakar ».

La course doit se dérouler en grande partie dans ce pays, et les responsables d'ASO, la société française organisatrice, ont laissé entendre qu'ils se plieraient aux consignes des autorités françaises. ■

Lire page 6

Promenade rock à Liverpool, cité des Beatles et du football



Devant l'un des nombreux clubs de Liverpool. COLIN MCPHERSON

Ville des Beatles et du football, Liverpool connaît une nouvelle vogue. Le grand port anglais a été frappé par la désindustrialisation, le chômage et la violence urbaine. Il revit aujourd'hui. Sa désignation comme capitale européenne de la culture pour 2008 donne l'occasion à ses habitants de retrouver dynamisme et fierté.

De grands travaux de rénovation ont été entrepris depuis 2003, mettant un terme à l'exode

de sa population et diminuant les chiffres du chômage.

La scène musicale de Liverpool ressuscite elle aussi. Le Cavern Club, où les Beatles firent leurs débuts en 1961, reconstruit à l'identique, reste un lieu de pèlerinage, mais d'autres salles de concert sont apparues. Et les studios d'enregistrement, réputés pour leur acoustique, attirent les groupes du monde entier. ■

Lire page 21

PAGE TROIS

Ethnies manipulées au Kenya

Dans le bidonville de Mathare, à Nairobi, la misère sert de combustible à des rivalités ethniques fortement teintées de banditisme, exploitées sans vergogne par les clans politiques (lire aussi page 6).

Défense

Nouvelle approche stratégique

La création du nouveau conseil de défense et de sécurité nationale a été annoncée jeudi 3 janvier par l'Elysée. Ce nouvel organisme abolira le distinguo entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. **Page 8**

Parti socialiste

Ségolène Royal premier secrétaire ?

La présidente de la région Poitou-Charentes a annoncé, jeudi 3 janvier, qu'elle n'exclut pas d'être candidate au poste de premier secrétaire du PS, si elle est « capable de rassembler les socialistes » sur une « offre politique ». **Page 10**

Enquête

Une école américaine ambiguë

A Fort Benning (Géorgie), une base accueille des soldats d'Amérique latine. Qu'y apprennent-ils ? La paix et le progrès, disent les uns. A tuer et violer les droits de l'homme, jugent les autres. **Pages 16-17**



Editorial

Rupture américaine

Les électeurs de l'Iowa, qui ont participé massivement, jeudi 3 janvier, aux votes sur les candidats républicains et démocrates à l'élection présidentielle de novembre, ont préféré le changement. Les deux vainqueurs de cette consultation ont en commun de ne pas appartenir à l'establishment de Washington, même si l'un d'entre eux a été élu au Sénat fédéral en 2004.

Barack Obama est le cinquième sénateur noir de l'histoire des Etats-Unis. Sa première place dans le vote des démocrates de l'Iowa fait de cet avocat et universitaire au « sang mêlé » – père kényan, mère américaine – un candidat sérieux à la Maison Blanche. Dans le camp républicain, la victoire du pasteur Mike Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas, inconnu du reste du pays jusqu'à sa récente percée dans les sondages, est celle d'un homme en rupture avec les tendances dominantes dans son parti.

M. Obama et M. Huckabee ont devancé, dans ce premier vote de la série des primaires destinées à choisir les candidats des deux grands partis, des responsables politiques plus expérimentés ou plus classiques. Chez les républicains, la défaite de Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts, issu d'une grande famille de confession mormone et représentant du traditionnel conservatisme républicain en matière économique, confirme la crise d'un parti qui a dominé la politique américaine depuis 1994, et même depuis la présidence de Ronald Reagan dans les années 1980. Chez les démocrates, Hillary Clinton, sénatrice de New York, considérée il y a peu encore comme la candidate « *inévitabile* » pour l'élection de novembre, a fait les frais du désir de renouvellement des électeurs démocrates, près de deux fois plus nombreux à voter qu'en 2004.

M^{me} Clinton peut espérer rééditer l'exploit de son mari, Bill Clinton, qui, en 1992, lors de sa première candidature à la présidentielle, avait aussi échoué dans l'Iowa et réussi à faire de son accession à la deuxième place dans l'Etat suivant, le New Hampshire, le départ d'une marche triomphale. Mais M. Obama est, avec elle, le candidat démocrate qui a recueilli le plus de fonds – plus de 100 millions de dollars, 68 millions d'euros –, et il a donc les moyens de soutenir une campagne intensive.

Arrivé deuxième dans l'Iowa, John Edwards, qui a opté pour le financement public, beaucoup plus limité, place ses espoirs dans les Etats du Sud, dont il vient. Avec lui comme avec M. Huckabee, c'est une autre caractéristique de cette élection qui s'affirme : un « *populisme économique* », nourri par la hantise d'une crise et tourné contre les grandes entreprises et la classe dirigeante financière. Pour beaucoup d'Américains, le temps de la prospérité reagano-clintonienne est révolu. La déférence envers les entrepreneurs cède du terrain à la demande de protection pour les salariés. ■

Société éditrice du « Monde » SA

Président du directoire, directeur de la publication : Pierre Jeantet
Vice-président : Bruno Patino

Directeur du « Monde » : Eric Fottorino

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur adjoint : Laurent Greilsamer

Directeur général délégué : Patrick Collard

Directeur de la rédaction : Alain Frachon

Directeur adjoint de la rédaction : Jacques Buob

Directeur éditorial : Gérard Courtois

Rédacteurs en chef : Sophie Gherardi, Patrick Jarreau, Michel Kajman et Franck Nouchi (« Le Monde 2 »)

Responsable de la conception : Eric Azan

Directeur artistique : Quintin Leeds ; chef d'édition : Françoise Tovo

Délégué général : Olivier Biffaud ; secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco

Médiatrice : Véronique Maurus

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ;

Jean-Michel Dumay, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet

(1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),

Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA.

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés. Société des rédacteurs du Monde, Société des cadres du Monde, Société des employés du Monde, Société des personnels du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Investimonde.

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01-57-28-20-00 ; télex : 202806F ; télécopieur : 01-57-28-21-21

Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Abonnements : Par téléphone : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48. Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/ Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Tarif 1 an : France métropolitaine : 374 €

Internet : site d'information : www.lemonde.fr

finances : http://finance.lemonde.fr

Emploi : www.talents.fr/immobilier : http://immmo.lemonde.fr

Télématique : 3615 lemonde. Documentation : http://archives.lemonde.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex

OJD
PRESSE
PAYANTE
2006

Président: Patrick Collard
Directeur général: Stéphane Corre
80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél: 01-57-28-39-00 - Fax: 01-57-28-39-26

PRINTED IN FRANCE

L'entreprise entre profit et bien commun

De Bill Gates à Kofi Annan, de Nike à Areva, la responsabilité sociale des entreprises est à la mode. Symbole d'une mondialisation solidaire pour ses thuriféraires, elle permet juste aux capitalistes de jouer les parangons de vertu, affirment ses détracteurs. Si le débat est ancien, il a récemment rebondi aux Etats-Unis avec la publication quasi simultanée de deux ouvrages qui tout oppose, malgré la proximité de leurs auteurs : *Donner*, de Bill Clinton (éd. Odile Jacob, 304 pages, 21,50 euros), et *Supercapitalism* (éd. Vuibert, 288 p., 24 euros, en librairie le 17 janvier), de son ancien ministre du travail, Robert Reich.

Dans le premier, l'ancien président vante le don, le bénévolat et, plus généralement, les mérites de la société civile. Une vieille tradition américaine : « *En 1835, dans La Démocratie en Amérique, Tocqueville notait que les Américains étaient enclins à se constituer en groupes pour s'attaquer à leurs problèmes communs ; cette solution lui semblait meilleure que celle des Européens, qui s'en remettaient plutôt à l'Etat* », relève-t-il.

Petit à petit, les problèmes sont devenus globaux, et la société civile s'est, elle aussi, mondialisée. Depuis 2000, l'ONU a fait sienne la démarche anglo-saxonne. L'organisation incite les entreprises à adhérer à son « pacte mondial », qui entend « *embrasser, promouvoir et faire respecter* » des valeurs fondamentales dans le domaine des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement. A ces trois secteurs a été ajoutée, en 2004, la lutte contre la corruption.

Le succès est indéniable. Quelque 3 600 entreprises de 120 pays y adhèrent. C'est « *le plus*

grand programme d'action volontaire au monde » se réjouit l'ONU. Chaque participant doit s'engager à intégrer dix principes fondamentaux dans sa stratégie et à expliquer, chaque année, quels progrès il a réalisés. Des sociétés aussi différentes que les hôtels Accor ou le chimiste Rhodia présentent de manière détaillée leurs actions en faveur de l'environnement pour la première, de l'environnement et des relations sociales pour la secon-

Analyse

Frédéric Lemaître

de. En revanche, sur les 429 entreprises françaises signataires, six groupes n'ont pas respecté leur engagement en 2007 : Air France, Banques populaires, Pierre Fabre, Banque Rothschild, Steria et Unibail. Une société qui, durant deux ans, ne communique pas sur les progrès réalisés est classée « *inactive* ».

Le principal débat porte évidemment sur le volontariat. Pour l'ONU, c'est la condition de l'efficacité. Nombre d'ONG et de syndicats n'y voient au contraire, souvent, qu'une opération de communication. Dans le meilleur des cas, la maison mère tente de respecter les règles qu'elle édicte, mais ferme les yeux sur certaines pratiques de ses filiales. Certaines entreprises françaises laissent le soin à leur filiale chinoise de commercer avec la Birmanie, par exemple.

Qui dit volontariat dit également, la plupart du temps, absence de contrôle externe et absence de

sanctions. L'ONU s'interdit même de refuser l'adhésion d'une entreprise. Malgré les scandales avérés de corruption, Siemens figure parmi les signataires du pacte mondial. Alors que les ONG expliquent que les multinationales peuvent être inculpées en tant qu'instigatrices, auteurs ou complices de violation des droits, le haut fonctionnaire de l'ONU chargé du dossier juge, au contraire, qu'il faut favoriser la *soft law*, l'élaboration de chartes non contraignantes. Aussi certains jugent-ils que les « *bonnes pratiques* » mises en avant ne sont que de la poudre aux yeux pour cacher des actions, notamment de lobbying, destinées à contrer les législations nouvelles : les constructeurs européens cherchent à se donner une image « verte », mais, dans le même temps, se battent pour que Bruxelles limite ses ambitions en matière de réduction d'émission de CO₂ par voiture.

Responsabilité sociale ou supercherie ?

Le résultat est que l'image des multinationales ne s'améliore pas. Mary Robinson, ancien haut-commissaire aux droits de l'homme et membre du comité directeur du pacte mondial, en témoigne. « *A chaque fois que je vais dans les campagnes ou les bidonvilles, dit-elle, je constate que les habitants n'aiment pas les multinationales. Des milliers de personnes perdent leur logis à cause d'elles ou se retrouvent déplacées parce qu'on construit un barrage.* »

Robert Reich va encore plus loin dans sa critique. Cet économiste de gauche, auteur d'un des premiers essais importants sur la mondialisation (*L'Économie mondialisée*, éd. Dunod, 1993), rejoint l'analyse faite par l'économiste de droite Milton Friedman dès les années 1960 : une entreprise est faite pour réaliser des profits, tout le reste n'est que littérature. Certes M. Reich dénonce le « *supercapitalisme* », dont Friedman était un thuriféraire, mais leurs conclusions sont identiques. Pour l'ancien ministre, la responsabilité sociale des entreprises relève de la supercherie. Nombre de PDG expliquent qu'« *à long terme* », leur civisme est payant, mais il n'y croit plus. Non seulement aucune étude ne le démontre, mais la grande majorité des consommateurs s'en fichent. Surtout, le long terme n'est pas une notion pertinente, estime-t-il, pour des PDG soumis aux résultats trimestriels.

Il est donc vain, selon M. Reich, d'attendre des entreprises qu'elles soient « citoyennes ». Ses amis politiques, qui attaquent le géant de la distribution Wal-Mart pour sa pingrerie salariale, font fausse route. Wal-Mart est certes un mauvais employeur, mais il ne fait qu'appliquer la loi. S'il était plus généreux, il perdrait ses clients. C'est aux politiques de prendre leurs responsabilités et de mettre tout le monde sur un pied d'égalité, en imposant des normes sociales et environnementales. Les militants qui dénoncent les « *mauvaises entreprises* » font preuve de démagogie ou se trompent de combat.

En France, la loi sur les nouvelles régulations économiques de 2001 impose aux grandes entreprises de publier, dans leur rapport annuel, des données sur la façon dont elles prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité. Six ans plus tard, le bilan est mitigé. Certaines jouent le jeu, mais d'autres font semblant (Alstom ou Essilor) et d'autres ignorent purement et simplement la loi (LVMH ou Capgemini), affirme Hugues Bertrand, spécialiste de ce dossier au cabinet Alpha.

Si le volontariat a des limites évidentes, la loi n'est donc pas, non plus, la panacée. A la place qui est la sienne, Etat et entreprise, chacun doit pourtant être en mesure de prouver le respect de ses propres engagements. C'est une exigence que l'on est également en droit d'avoir vis-à-vis des ONG. ■

Santé, prospérité par Pessin



Narcisse serviteur de l'Etat

Le sarkozysme, selon François Hollande, est un narcissisme. C'est indiscutable. C'est difficilement supportable. Cela pose beaucoup de questions parce qu'un prince – monarque, président, premier ministre, le régime n'y change rien – est fils de son temps. Et prince d'autant plus irrésistible qu'il épouse plus exactement, plus profondément et plus effrontément le caractère de son époque. D'ailleurs, l'offre politique du printemps 2007 n'était-elle pas un concours de narcissisme ? Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou... Il ne manquait que Dominique de Villepin pour que le lot, comme on dit aux courses, soit encore plus relevé et batte les records d'attention des candidats à leur miroir.

Aucun détenteur de puissance ne peut résister tout à fait à la jouissance d'être celui qu'il est et de surpasser les autres par sa stature, par l'intelligence et par la ténacité dont il a dû faire preuve pour arriver là où il est. Ce qui distingue Nicolas Sarkozy, c'est le besoin qu'il semble éprouver d'infliger au public, à tout bout de champ, le spectacle de son pouvoir et de la satisfaction de lui-même qu'il en retire, sans en être jamais rassasié.

D'obédience gaulliste, il n'est certainement pas étranger à la pensée du service telle que Charles de Gaulle le comprenait, en un sens à la fois militaire et héroïque. Aussi étrange que cela paraîtra à

ceux qu'il exaspère, il n'est pas incapable d'abnégation. Quand il affirme : « *Je ne suis que travail* », son propos évoque la jubilation de Jean-Baptiste Colbert, ministre de Louis XIV (lequel avait décidé de se passer de premier ministre et de diriger lui-même le gouvernement). Le contrôleur général des finances se frottait les mains en arrivant à son bureau, à 5 heures du matin, devant la pile de dossiers qui l'attendait.

Chez ces hommes-là, la jouissance du pouvoir se mêle inextricablement à une forme de sacrifice. Le serviteur de l'Etat mène une vie austère. Il n'a

Chronique

Politique Patrick Jarreau

guère de temps à consacrer aux plaisirs, surtout pas à ceux qui demandent étude et patience. Ses ressources intellectuelles sont accaparées par les rouages complexes de l'administration, de la politique, de la diplomatie. Faut-il admirer son ascèse ? Ou plaindre une obscure frénésie de domination, de maîtrise et de contrôle ?

Mais le serviteur de l'Etat aspire à briller et à dépasser les autres dans cette mission. Venu des premiers âges de la puissance publique, le service

de l'Etat avait acquis au XX^e siècle, malgré les dévoiements que l'on sait, une dignité éminente. De Gaulle l'a porté à la hauteur de l'épopée, sans s'interdire pour autant les calculs et les fourberies de la politique. Sa conception de son rôle a perdu après lui. Valéry Giscard d'Estaing et même Jacques Chirac, quelques libertés qu'il ait prises avec elle, ont été formés à cette discipline. François Mitterrand, de culture plus parlementaire que gouvernementale, a su s'élever, autant qu'il lui était utile, au sens de l'Etat.

Nicolas Sarkozy paraît étrangement y être réfractaire. Il s'empare de l'intérêt général plus qu'il ne se donne à lui, alors même qu'il ne s'occupe de rien d'autre. Il applique au service de l'Etat une morale de grand artiste, acharné à réussir, exigeant envers soi, intraitable avec ceux qui font les choses mal ou à moitié, mais finalement plus désireux de se plaire à lui-même que d'assurer le bonheur de ses concitoyens ou de rehausser le rang de son pays.

Quelques jours avant son élection, Nicolas Sarkozy confiait que, s'il était élu, il prendrait le temps d'une « *retraite* » pour se préparer à sa tâche. En fait de retraite, il partit pour une croisière de luxe, à Malte, sur le yacht de l'homme d'affaires Vincent Bolloré. De cette contradiction entre le dévouement et la vanité, il semble incapable de sortir. Et la société, peut-être, avec lui. ■

Dans les bidonvilles de Nairobi, politique, gangstérisme et tensions ethniques s'entremêlent. Ce sont les ingrédients de la violence déclenchée par la réélection contestée du président Kibaki

Les démons libérés du Kenya

NAIROBI

CORRESPONDANT

En cet après-midi d'émeutes, de violence et de mort, la surface lisse du Kenya continue de crever, révélant la face cachée du pays des safaris. Une face d'inégalités, de misère dure comme la vie dans les bidonvilles, dure comme les coups qu'y assènent les gangs à composition ethnique, dure aussi comme la violence manipulée par les responsables politiques en temps d'élection.

Depuis l'annonce très contestée des résultats du scrutin présidentiel, le 30 décembre 2007, ce mélange a explosé, bousculant les prouesses de l'économie, le dynamisme national et les perspectives alléchantes de la Bourse de Nairobi. Depuis que les partisans de Raila Odinga, le chef de l'opposition, ont entamé des émeutes de protestation contre la « victoire volée » de leur candidat face au président Mwai Kibaki, la querelle politique a pris une tournure à la fois générale, violente et ethnique. Soudain, le Kenya, étourdi par sa croissance des années passées, redécouvre ses tensions, dont un certain nombre recoupe les lignes de partages ethniques.

Le président Mwai Kibaki appartient au groupe des Kikuyu, le plus important numériquement du pays (20 % de la population), influent depuis la période coloniale, fort d'entrepreneurs prospères qui finiraient presque par faire oublier que ses rangs comptent aussi des hordes de miséreux. En face, l'opposition est menée par Raila Odinga, un Luo de l'ouest du pays. Depuis l'indépendance, les Luo attendent impatiemment le jour où l'un des leurs deviendra président, offrant aux siens la promesse d'accéder, accrochés à une gigantesque cordée, à la corne d'abondance du pouvoir. Pour l'anecdote, le père de Barack Obama, le candidat démocrate américain, est un Luo.

Autour gravitent de nombreuses autres ethnies, dont les leaders jouent, depuis quatre décennies, un jeu complexe d'alliances et de trahisons au gré de leurs fortunes personnelles, maquillées sans vergogne en confrontations ethniques. Et la manipulation fonctionne, comme l'ont analysé les auteurs, David



Un partisan du chef de l'opposition Raila Odinga, lors d'un rassemblement de protestation, jeudi 3 janvier à Nairobi, contre la réélection de Mwai Kibaki. DARKO BANDIC/AP

Throup et Charles Hornsby, d'un livre de référence sur la politique kényane (*Multi-Party Politics in Kenya*) : « Depuis le début du multipartisme au Kenya, l'appartenance ethnique s'est révélée nettement plus importante que les idéologies pour déterminer les loyautés politiques. »

Le bidonville de Mathare, à l'est de Nairobi, constitue une illustration tragique de cette remarque. Jeudi 3 janvier, il a des airs de champ de bataille. La nourriture manque, la peur est partout. Des hommes circulent, armés de machettes et de *rungus* (cas-

se-tête), tous partisans de l'opposition. Devant eux s'étend un champ de tôles noircies et entremêlées, le reste d'un quartier habité majoritairement par des Kikuyu. « Il a fallu brûler tout ce quartier que vous voyez, c'était le repère des Kikuyu », explique tranquillement Collins.

« Kibaki veut du sang »

Des rafales d'armes automatiques se font entendre du côté du quartier voisin d'Huruma. « Les Kikuyu nous attaquent. Il faut bien qu'on se défende », crie un

homme, bonnet enfoncé jusqu'à des yeux rougis par le *bangi* (marijuana). Geoffrey Ndjeka, épais gourdin en main, l'interrompt : « Quand ils tombent sur un Luo, ils lui coupent la tête. Si Raila ne devient pas président pour arrêter tout ça, le chaos va vraiment commencer. Kibaki veut du sang ? Il va en avoir ! »

Un peu plus loin, Dick Odhiambo Seya, sinistre, promet encore des morts : « Vous partez déjà ? Descendez plutôt vers la rivière, il y a deux morts. Sinon, revenez bientôt, vous verrez, nous allons faire tou-

tes sortes de choses merveilleuses. » Il devient difficile, désormais, de distinguer les simples citoyens des membres des gangs à composition ethnique, qui se livrent depuis longtemps des batailles rangées pour le contrôle des bidonvilles, où ils prélèvent des taxes éhontées sur les toilettes, les robinets collectifs et les transports en commun.

Au sein des Kikuyu, majoritairement chrétiens comme les autres Kényans, est né dans les années 1990 un culte, les Mungiki, qui vénèrent un dieu ancestral. A l'origine concentrés sur le retour à leurs racines pré-coloniales, les Mungiki versent aussi dans le banditisme. Ils manient la machette dans des groupes de miliciens engagés discrètement par des responsables politiques.

Comme l'innocence et la neutralité, à Mathare, ne sont pas des concepts opératoires, l'éclosion des troubles a entraîné un séisme ethnique. Puisque la guerre avec les Mungiki est déclarée, la chasse aux Kikuyu est ouverte pour les miliciens des ethnies rivales. Les rares commerces qui leur appartenaient ont été pillés et incendiés. Les derniers Kikuyu du quartier sont en train de fuir, des ballots sur la tête. Ailleurs, dans d'autres quartiers, c'est l'inverse exactement qui se produit et chaque communauté commence à ouvrir des « camps de déplacés ». ■

J.-P. RY

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Une fausse analogie avec le Rwanda

NAIROBI

CORRESPONDANT

La force avec laquelle le monde entier s'est efforcé d'ignorer le génocide rwandais, en 1994, explique peut-être pourquoi, par un retournement nourri de culpabilité, a grandi depuis la peur de « rater » un nouveau crime des crimes qui ensanglanterait un coin de planète.

Le Kenya de ces temps troublés est-il un candidat pour cette qualification ? Dans un pays où les lignes de fracture politiques recoupent les découpages ethniques, au grand dam d'une partie de la population qui refuse de se laisser happer dans une machine entretenue par les

leaders des partis, il serait tentant, mais faux, de le croire. Même lorsqu'intervient un drame terrible à forte charge symbolique, comme celui qui s'est produit, lundi 31 décembre, dans l'ouest du pays, près de la ville de Nakuru.

Un groupe d'environ 400 personnes appartenant à l'ethnie kikuyu, craignant pour leur vie, s'était réfugié dans une église en bois que des jeunes appartenant à l'ethnie kalenjin ont incendié. Plus de 35 personnes sont restées dans les décombres, brûlées vives. L'horreur de la scène a frappé les imaginations et offert un parallèle trompeur avec l'extrême horreur des scènes du génocide au Rwanda,

où les églises furent des lieux de supplice, comme l'était tout le reste du pays.

De cette analogie d'images, de cet écho d'émotions, est né un malentendu confinant à la malhonnêteté, entretenue par des responsables kényans. Kivutha Kibwana, ministre des terres, accuse : « Il devient de plus en plus évident que ces actes de génocide et de nettoyage ethnique bien organisés ont été soigneusement préparés et répétés par les dirigeants de l'ODM [Mouvement démocratique orange, opposition] avant les élections. »

Raila Odinga, chef de l'ODM, lui a emboîté le pas sans complexe. Jeudi après-midi, empêché de tenir un rassem-

blement de ses partisans, il s'est rendu à la morgue municipale de Nairobi, assénant ce commentaire : « Ce que nous venons de voir est au-delà de toutes les descriptions. Nous pouvons seulement décrire ceci comme un génocide à grande échelle. »

Un homme, au sein de l'opposition, finit tout de même par résister à la spirale de la folie des accusations, source presque certaine de nouvelles violences à venir. Peter Anyang'Nyong'o, secrétaire général de ODM, vient d'échapper aux gaz lacrymogènes de la police anti-émeutes. Il corrige le tir : « Je ne pense pas que le Kenya ait atteint ce niveau. » ■

PROFinance
SALON DE RECRUTEMENT
ASSURANCE, BANQUE, CONSEIL, FINANCE



INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS :
www.salon-profinance.com

Venez rencontrer
votre futur employeur

Jeunes diplômés Bac+3 à Bac+5 ou expérimentés, de formation commerciale, informatique ou financière, vous recherchez un poste dans les secteurs du conseil, de l'audit, de la banque ou de l'assurance.

Venez rencontrer les entreprises qui recrutent sur le salon PROFINANCE.

Ne manquez pas ce rendez vous et faites valoir vos talents !

ORGANISÉ PAR :

LesEchos & Le Monde
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

4 & 5 Février
2008
Palais Brongniart
Bourse de Paris
Lundi 4 Février : 12h30 à 20h00
Mardi 5 Février : 10h00 à 18h00

Etats-Unis Coup d'envoi des primaires pour l'élection présidentielle américaine de novembre

L'Iowa plébiscite les candidats du « changement » Obama et Huckabee



DES MOINES

ENVOYÉE SPÉCIALE

En montant sur scène, mardi 1^{er} janvier, pour l'un de ses derniers meetings avant le vote des militants de l'Iowa, Barack Obama était accompagné de ses filles Malia et Sasha, 8 et 6 ans. « *Les stars de la famille Obama, ce sont elles* », expliquait-il. Jeudi, le sénateur de l'Illinois, 46 ans, a pris rang de superstar, en détrônant Hillary Clinton dans la première étape de la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre.

Du côté républicain, l'ancien gouverneur de l'Arkansas, Mike Huckabee, a pris le dessus sur le favori Mitt Romney, grâce aux évangéliques, nombreux dans l'Iowa. Les « candidats du changement » ont été plébiscités par les électeurs de l'Iowa, les premiers à se prononcer dans la perspective de la succession de George Bush. Les deux vainqueurs sont aussi des hommes qui affirment vouloir dépasser l'atmosphère de « guerre culturelle » qui imprègne les Etats-Unis depuis la fin de la guerre du Vietnam.

M. Obama a remporté les « caucus » de l'Iowa avec une confortable avance (8 points). Sa candidature a galvanisé les militants, qui se sont approprié un processus qui était largement contrôlé par l'appareil du parti. Quelque 239 000 démocrates ont pris part au vote, soit presque deux fois plus qu'en 2004. L'afflux de jeunes lui a donné l'avantage.

Alors que M^{me} Clinton avait beaucoup courtisé les femmes, elle n'a rassemblé que 30 % du vote féminin, contre 35 % pour M. Obama.

L'ancienne First Lady est arrivée en troisième position, derrière l'ex-candidat à la vice-présidence de 2004, John Edwards, qui avait misé son va-tout sur l'Iowa et qui va pouvoir poursuivre sa campagne, ravi d'avoir « *battu la Clinton machine* », selon son entourage. « Hillary » n'a pas eu l'air le moins du monde affecté par sa défaite. Entourée de Bill Clinton, de Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'Etat, et de Wesley Clark, l'ancien général qui passe pour être l'un de ses choix possibles pour la vice-présidence, elle s'est réjouie du succès des candidats démocrates. « *Nous allons tout de suite emmener cet enthousiasme dans le New Hampshire* », l'Etat où se déroulent des primaires le 8 janvier.

Barack Obama a été l'événement de la campagne. « *On nous disait que ce jour ne viendrait jamais* », a-t-il lancé à ses partisans après la victoire. « *Que nous mettions la barre trop haut. Que ce pays était trop divisé...* » Il y a moins d'un an qu'il a fait acte de candidature sur les marches du capitol de Springfield, la capitale de l'Illinois, en invoquant Abraham Lincoln. Il est devenu une référence. Un candidat

selon les sondages. Son angle d'attaque semble devoir rester le même : l'expérience. « *Qui sera le meilleur président dès le premier jour.* »

Barack Obama a été l'événement de la campagne. « *On nous disait que ce jour ne viendrait jamais* », a-t-il lancé à ses partisans après la victoire. « *Que nous mettions la barre trop haut. Que ce pays était trop divisé...* » Il y a moins d'un an qu'il a fait acte de candidature sur les marches du capitol de Springfield, la capitale de l'Illinois, en invoquant Abraham Lincoln. Il est devenu une référence. Un candidat



L'ancien gouverneur de l'Arkansas, Mike Huckabee, accueille un de ses sympathisants, jeudi 3 janvier, dans un hôtel de Des Moines (Iowa). Quelques heures plus tard, le vote issu des « caucus » le fera arriver en tête des candidats républicains. ERIC THAYER/AFP

« transformationnel », invoqué jusque dans les rangs adverses.

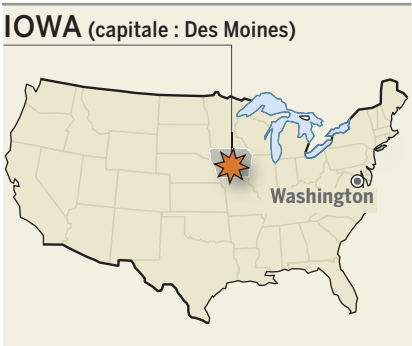
Alors qu'il a dépensé 4 millions de plus que M^{me} Clinton dans l'Iowa (sur un total de 44 millions de dollars), il a réussi à se démarquer de Washington et des « *maîtres d'un système cassé* ». Il n'a pas le soutien de certains syndicats, qui ne croient pas à ses propositions consensuelles pour régler la question de l'assurance santé en partenariat avec l'industrie privée.

Depuis qu'il sait qu'il est en tête, il a

ajouté à ses critiques contre l'administration Bush et sa rivale un projet de rassemblement. « *Nous ne sommes pas une collection d'Etats rouges* [républicains] *et d'Etats bleus* [démocrates], a-t-il proclamé jeudi. *Nous sommes les Etats-Unis d'Amérique.* » Le 1^{er} janvier, il a expliqué qu'il voulait « *redessiner la carte électorale* » du pays et obtenir un vrai mandat, non pas celui d'un pays divisé.

M. Obama compte sur l'effet d'entraînement de sa victoire pour emporter les primaires du New Hampshire, où les sondages le donnent à égalité ou devant M^{me} Clinton. S'il emporte cet Etat, il espère qu'il aura convaincu la communauté afro-américaine du Sud qu'il lui est possible de gagner la présidence. Dès jeudi soir, le sénateur est parti pour Portsmouth, où il devait atterrir à 3 heures du matin pour tenir un rassemblement à 9 heures. M^{me} Clinton, elle aussi, partait immédiatement pour cet Etat du Nord-Est avec un avion rempli de journalistes. La bataille ne fait que commencer. ■

CORINE LESNES



Comment un vote crucial s'est déroulé dans la pagaille au gymnase de la Brody Middle School

DES MOINES

ENVOYÉE SPÉCIALE

C'était censé être un « vote après débat », une tradition héritée des Indiens algonquins, le nec plus ultra de la démocratie communautaire. Cela ressemblait plutôt à un match de basket. Alors que 3 000 journalistes du monde entier retenaient leur souffle, 463 démocrates s'étaient réunis dans le gymnase de la Brody Middle School à Des Moines. Il s'agissait de l'un des 1 784 caucus de l'Iowa.

En raison de l'affluence, la réunion a commencé en retard. Les partisans d'Hillary Clinton se sont assis sur les gradins, ceux de Barack Obama occupent le rond central, sous le panier de basket, les indécis sont sur le banc de touche. Les voisins se saluent. « *J'attends qu'on vienne me convaincre* », dit un indécis, plus très jeune. « *Venez avec nous* », invite la dame qui porte un badge au nom de Bill Richardson, l'un des candidats. « *Est-ce qu'il va sauver le régime des retraites* » ?, demande-t-il. La voisine partie, l'homme se découvre. Il n'est pas du tout indécis. « *J'aime bien Biden* », dit-il, en allant se ranger sous la bannière du sénateur du Delaware.

Il règne une aimable cacophonie. « *Cela devient trop gros. J'aimerais que quelqu'un totalise l'argent dépensé pour les caucus et divise par le nombre de votants* »,

dit un homme. L'arbitre, un responsable local du parti, entreprend de dénombrer les présents. La méthode n'est pas compliquée. Les participants s'immobilisent, main levée. Les couples se divisent. « *J'y vais pour Hillary* », dit une militante d'une cinquantaine d'années. « *Je vais rester un peu ici* », dit son mari.

Le maître de cérémonie livre le verdict : 463 présents. Les candidats qui n'ont pas 70 supporters sont éliminés. Dans le camp de John Edwards, ils ne sont que 66. Une dame en pull vert enlève son manteau et part à l'attaque, en direction du camp de Christopher Dodd, l'un des petits candidats. Sur les gradins, les partisans d'Hillary Clinton tapent des pieds pour impressionner les indécis.

La foule est priée de crier

« *Hillary ! Hillary !* » Chaque ralliement est accueilli par des hurlements. A croire que l'équipe locale a marqué. Dans le camp Obama, les nouveaux venus s'enhardissent. « *Obama ! Obama !* » « *Hillary ! Hillary !* », répondent les gradins. La dame en vert est revenue bredouille. On refait le décompte : toujours 66. A la dernière minute, les partisans de Bill Richardson se dévouent et rejoignent le camp de John Edwards. Le décompte donne 82 ! Sauvé.

« *On dirait un exercice d'alerte à l'incendie en Chine*, dit John Harrison, un mili-

tant du quartier. *Non pas que j'y sois déjà allé.* » Sa femme, tout en jaune, lui fait signe, du camp Obama. « *Non, non, explique-t-il. Je n'y vais pas.* » Il s'est rangé dans le groupe de John Edwards. « *Obama manque d'expérience. Hillary, elle, a trop de bagages.* »

Il pense que le pays a été mis sur la paille par George Bush et finira en déconfiture « *comme la Russie* ». Mais au moins, cette année, un démocrate va l'emporter : « *De mon vivant, je ne crois pas que je vais revoir un président républicain. Evidemment, je ne suis pas tout jeune...* » Les partisans de Joe Biden ont perdu un supporter. Ils ne sont qu'à une voix de la viabilité et demandent un délai. L'arbitre prend l'avis de la foule, qui est priée de crier. A l'oreille, les « non » l'emportent.

Le camp Biden doit se résoudre à la partition. Résultat final, corrigé par une mystérieuse règle de trois : Barack Obama, 4 délégués (pour 173 voix). Hillary Clinton, 4 délégués (172 voix). John Edwards, 2 délégués (105 voix). Le caucus est fini. Dans le gymnase vide, un jeune journaliste enregistre son reportage. Gravement, il se demande si le système des caucus est un « *obstacle à la démocratie participative* » ou « *une partie de ce qui fait que l'Amérique est formidable* ». ■

C. LS

Mike Huckabee, l'ancien pasteur au « conservatisme compassionnel »

DES MOINES

ENVOYÉE SPÉCIALE

Il joue de la guitare basse électrique avec le même complet veston qu'il arbo-re pour passer à la télévision. Mike Huckabee, 52 ans, cultive l'image d'un homme sans prétention, proche des gens. Il ne craint pas de blaguer. Pourquoi briguer la présidence ? « *Les gens ont envie d'élire un type du genre de ceux avec qui ils travaillent, pas du genre de ceux qui les licencient.* »

Les chroniqueurs l'ont décrit comme un Ronald Reagan « version plouc ». Dans une élection où le populisme est le trait dominant, l'ancien gouverneur de l'Arkansas a créé la surprise en dépassant Mitt Romney, le businessman mormon qui a dépensé 9 millions de dollars dans l'Iowa, soit 20 fois plus que lui.

La guitare est un élément fondamental de sa stratégie. Elle lui permet de rassurer ceux qui n'imagineraient jamais de voter pour un baptiste de la Bible Belt (Etats du Sud où les protestants évangéliques sont très présents). Pasteur pendant douze ans, il ne dément pas croire que Dieu a créé le monde en six jours et il voudrait que l'avortement soit hors la loi dans la Constitution. Mais il n'apparaît pas comme un idéologue.

Il a tissé sa toile dans l'Iowa grâce au réseau des *home schoolers*, les parents qui préfèrent élever leurs enfants eux-

mêmes plutôt que de les envoyer à l'école. Il a raconté son histoire, trouvant un bon angle : n'est-il pas un ancien gouverneur de l'Arkansas, comme l'ex-président Bill Clinton, un enfant défavorisé né à Hope, comme Bill Clinton ? Il a aussi parlé de son régime draconien, qui lui a permis de perdre près de cinquante kilos.

Assurance-santé

Surtout, il a développé une forme de « conservatisme compassionnel » qui résonne avec les difficultés économiques actuelles. Il qualifie « *d'immoral* » le fait que les PDG gagnent 500 fois le salaire d'un ouvrier. « *Ce n'est pas de la libre entreprise. C'est du vol.* » Dans l'Arkansas, il a mis en place un système d'assurance-santé pour les enfants des milieux défavorisés. Il a aussi fait voter de vastes réductions d'impôts, a augmenté les taxes sur les ventes de carburant et les cigarettes.

L'Iowa en poche, où va Huckabee ? La faction « *business* » du Parti républicain fait campagne contre lui. Or elle a beaucoup plus d'argent que les évangéliques. ■

C. LS

Les élections américaines
sur lemonde.fr

Une séquence spéciale à la « une »

Une newsletter bihebdomadaire pour les abonnés

COLOMBIE

La guérilla des FARC appelle à une « offensive générale »

BOGOTA. Le chef de la guérilla des FARC, Manuel Marulanda, a appelé à une « *offensive générale* » contre le président colombien Alvaro Uribe, dans un message rendu public jeudi 3 janvier, daté du 24 décembre 2007. Ce texte n'évoque pas les trois otages détenus par les

FARC et dont les guérilleros avaient promis la libération en décembre. – (AFP.)

ÉTATS-UNIS – IRAN

Ali Khamenei évoque l'hypothèse de relations avec les Etats-Unis
TÉHÉRAN. Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a affirmé, jeudi 3 janvier, que l'heure n'était pas à la restauration des relations avec les Etats-

Unis mais n'a pas exclu un tel rapprochement, « *le jour où il sera utile à la nation* », a-t-il dit. – (Reuters.)

ALGÉRIE

Al-Qaïda au Maghreb revendique l'attentat-suicide en Algérie
DUBAÏ. La branche d'Al-Qaïda au Maghreb a revendiqué, sur Internet, l'attentat-suicide en Algérie, qui a coûté la vie, mercredi

2 janvier, dans la région de Boumerdès (50 km à l'est d'Alger), à quatre policiers, a annoncé, jeudi, Intelligence Group SITE, un centre spécialisé dans l'interception des communications d'Al-Qaïda. – (AFP.)

VATICAN

Au Printemps, le pape rencontrera des intellectuels musulmans
Le pape Benoît XVI devrait rencontrer

au printemps une délégation des 138 intellectuels musulmans, auteurs, en octobre 2007, d'une lettre ouverte aux responsables chrétiens. Cette rencontre a été qualifiée, dimanche 30 décembre, d'« *historique* » par le cardinal Jean-Louis Tauran, responsable du dialogue interreligieux au Vatican, dans un entretien accordé à l'*Osservatore romano*.

Washington estime que Pyongyang n'a pas fait la transparence sur ses activités nucléaires

La Corée du Nord devait révéler ses programmes et stocks nucléaires fin 2007 pour obtenir la levée des sanctions économiques américaines

TOKYO
CORRESPONDANT

Le secrétaire d'Etat américain aux affaires asiatiques, Christopher Hill, doit se rendre en fin de semaine en Asie du Nord-Est afin d'élucider les raisons pour lesquelles la République populaire démocratique de Corée (RPDC) n'a pas respecté son engagement de révéler ses activités nucléaires avant le 31 décembre 2007.

Dans leurs éditoriaux du Nouvel An, les trois organes de presse du régime n'ont fait aucune allusion à ce manquement à l'engagement pris par Pyongyang en octobre, se contentant d'appeler les Etats-Unis à « abandonner leur politique hostile ».

Impasse du processus de dénucléarisation entamé par l'accord de février 2007, qui s'est traduit par la désactivation, en

cours d'achèvement, de la centrale de Yongbyon ? Ultime épreuve de force entre Pyongyang et Washington ? C'est vers la seconde hypothèse que penchent les milieux diplomatiques à Séoul et à Tokyo. « *L'important n'est pas d'avoir ou non une déclaration à la date fixée mais que celle-ci réponde à nos demandes* », a précisé le 1^{er} janvier le porte-parole du département d'Etat, Tom Casey, émettant cette interprétation.

Au-delà du retard dans les livraisons de l'aide énergétique internationale (contrepartie à la désactivation de la centrale), évoquées par le directeur adjoint du bureau des affaires américaines du ministère des affaires étrangères nord-coréen, Hyun Hak-bong, qui pourraient conduire à « *ajuster* » (c'est-à-dire ralentir) le processus, la divulgation de toutes ses activités nucléaires par le régime est un point crucial des négociations entre Américains et Coréens.

En échange de la liste complète de ses programmes et de la révélation de ses stocks de plutonium, la RPDC obtiendra la levée des sanctions économiques améri-

caines (notamment son inscription sur la liste de pays soutenant le terrorisme), qui l'isolent de la communauté internationale, ainsi que des garanties de sécurité.

Pour Washington, il en va une nouvelle fois dans cette affaire de sa crédibilité. La suspicion d'un programme d'enrichissement de l'uranium qu'aurait poursuivi clandestinement Pyongyang est la raison pour laquelle l'administration Bush a provoqué en octobre 2002 la crise qui a conduit la RPDC à se retirer du traité de non-prolifération. Reprenant ensuite sa production de plutonium (gelé par l'accord de 1994) qui lui a permis d'effectuer un essai nucléaire en octobre 2006.

Les services de renseignement américains sont aujourd'hui beaucoup moins certains que l'administration Bush ne le proclamait du degré d'avancement de ce programme. Et la Maison Blanche risque d'être prise une nouvelle fois en flagrant délit de désinformation. « *Beaucoup reste à confirmer sur les activités nucléaires nord-coréennes, en particulier en ce qui concerne l'uranium enrichi* », peut-on lire dans un rapport au Congrès sur les

Le régime n'entend pas « abattre son jeu » au risque de perdre sa marge de négociation

armes nucléaires de la RPDC daté du 21 novembre 2007.

La RPDC a acheté des centrifugeuses au Pakistan et a reconnu s'être procuré en Russie des tubes d'aluminium à forte résistance (deux équipements nécessaires à l'enrichissement). A-t-elle été plus loin ? Son programme a-t-il jamais été opérationnel ? Le régime a toujours nié, au plus haut niveau, avoir poursuivi une telle activité. Mais peut-il contester en avoir eu l'intention ?

Washington attend une « *explication satisfaisante* » qui n'est pas forcément celle que peut (ou veut) donner Pyongyang. Le régime n'entend pas « *abattre son jeu* » au risque de perdre sa marge de négociation, alors que l'arrivée au pouvoir en Corée du Sud d'un président moins conciliant réduit déjà celle-ci.

Pour l'instant, en dépit d'une lettre de George Bush adressée, à la mi-décembre, au dirigeant nord-coréen Kim Jong-il, réaffirmant les engagements américains, Pyongyang cherche à entretenir l'ambiguïté tant sur ses activités d'enrichissement que sur ses stocks de plutonium (50 kg selon la CIA) afin de tester les intentions réelles de Washington. ■

PHILIPPE PONS

TERRORISME

Cinq morts dans un attentat à la voiture piégée dans le sud-est de la Turquie

CINQ PERSONNES ont été tuées et environ 70 blessées dans l'explosion d'une voiture piégée, jeudi 3 janvier, à Diyarbakir, la principale ville du sud-est de la Turquie, une région majoritairement peuplée de Kurdes. Selon les autorités turques, la déflagration s'est produite au passage d'un véhicule militaire sur une route du centre-ville, à une centaine de mètres d'une base.

Cet attentat, dont les auteurs n'ont pas été identifiés, est intervenu alors que l'armée multiplie les opérations dans le nord de l'Irak contre les positions des séparatistes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ankara accuse le PKK de mener des attaques en Turquie depuis ces bases. Les rebelles kurdes ont annoncé des représailles après ces attaques contre leurs camps retranchés.

La région de Diyarbakir a déjà été visée en 2006 et en 2007 par des attaques à la bombe imputées par les autorités aux rebelles du PKK. En 2006, 10 personnes, dont 7 enfants, avaient ainsi péri dans l'explosion d'une bombe placée dans un parc de la ville. ■ – (AFP.)

PAKISTAN APRÈS L'ASSASSINAT DE BENAZIR BHUTTO

A Karachi, une ONG caritative victime d'une colère aveugle

KARACHI
ENVOYÉ SPÉCIAL

Anwar Kazmi est encore sous le choc. Il ne cesse de répéter : « *Pourquoi ? Pourquoi ?* » Pourquoi la fondation caritative Edhi, dont il est l'un des animateurs à Karachi, a-t-elle été la cible de représailles lors de l'explosion de violences qui a suivi l'assassinat, le 27 décembre, de Benazir Bhutto ? Pourquoi l'un de ses centres d'hébergement, bâti en lisière de la ville, a-t-il été pris d'assaut et ses pensionnaires (des enfants handicapés mentaux et orphelins) ont-ils été rossés par des manifestants en colère ? Pourquoi une quarantaine d'ambulances de l'association ont-elles été endommagées ou détruites dans l'ensemble de la province méridionale du Sind, dont Karachi est le chef-lieu ?

M. Kazmi pointe de l'index la carcasse d'une fourgonnette garée devant le bureau de l'association, juste à côté d'un marchand de galettes. Tôle défoncée, pare-brise éclaté. « *L'ambulance se trouvait devant l'hôpital pour maladies cardio-vasculaires de Karachi* », soupire-t-il.

En cette fin d'après-midi, le siège de la fondation – locaux bien précaires avec ses fils électriques pendouillant le long de murs écaillés – bourdonne comme une ruche. Les téléphones ne cessent de sonner. Les volontaires, vêtus d'un gilet vert fluorescent frappé d'« Edhi 115 », le numéro de téléphone de l'association, entrent et sortent au gré de leurs missions. Alors que Karachi a retrouvé son calme et ses rues leur animation, la fondation renoue avec ses activités ordinaires, celles du secours aux personnes malades, accidentées, aux enfants des rues, aux femmes battues.

Arrivée des enquêteurs de Scotland Yard

Une équipe de Scotland Yard, la police britannique, composée de six personnes, est arrivée vendredi 4 janvier au Pakistan pour aider les autorités à enquêter sur l'assassinat, le 27 décembre 2007, de l'opposante Benazir Bhutto. Jeudi, répondant aux questions de la presse internationale, le président Pervez Musharraf a assuré qu'il n'était « *pas entièrement satisfait* » de l'enquête locale en cours, tout en proclamant que le gouvernement ou les services de renseignements n'ont pas caché de « *secrets* ». Les autorités pakistanaises accusent un groupe lié à Al-Qaïda. – (AFP.)

Fondée par Abdul Satar Edhi, une personnalité charismatique qui professe un « *humanitarisme* » transcendant les clivages religieux et ethniques, la fondation Edhi est la plus importante ONG du Pakistan. Elle est surtout éminemment respectée dans l'opinion en raison de l'efficacité de ses services, qui tranche avec la faillite de l'Etat dans le domaine social.

Incompréhension

Certes, elle avait déjà eu maille à partir avec des groupes extrémistes, notamment des fondamentalistes islamiques allergiques à sa philosophie plutôt libérale, mais que des partisans enragés de Benazir Bhutto s'en soient pris à ses pensionnaires et à son équipement a suscité incompréhension et désarroi. « *C'est très triste pour nous* », se lamente Anwar Kazmi. Coiffé du *pakol* (bêret à larges bords prisé en Afghanistan), visage d'ascète mangé d'une barbe blanche, il est, à 63 ans, un vétéran de la fondation Edhi, au sein de laquelle il travaille depuis 1967. Quatre décennies de loyaux services et, pourtant, nul souvenir d'un tel déchaînement de violences. « *Même lors des guerres civiles en Afrique, les ambulances sont respectées* », grince-t-il.

Ironie amère, la fondation Edhi a toujours été considérée comme assez proche de l'état-major du Parti du peuple pakistanais (PPP), de Benazir Bhutto. Les militants de terrain, eux, étaient apparemment à mille lieues de ces affinités. « *Ce sont des petits groupes nationalistes sindis à l'esprit étroit* », se désole Faisal Edhi, le fils du fondateur de l'association. Il évoque l'enracinement du PPP dans la province du Sind, dont la population autochtone manifeste parfois de l'hostilité à l'encontre d'autres groupes ethniques, tels les Mohajirs (réfugiés d'Inde) contrôlant la cité de Karachi ou les Pendjabis dominant l'appareil d'Etat pakistanais.

Ce cocktail d'islamisme, de tensions ethniques et de hooliganisme qui a explosé dans le pays alimente entre Anwar Kazmi et Faisal Edhi une ardente conversation « *La troisième guerre mondiale va-t-elle éclater en Asie du Sud, avec le Pakistan comme épicerie ?* » C'est qu'Anwar Kazmi se passionne pour l'histoire et lit beaucoup. Sur son bureau trônent en évidence les Mémoires de Churchill. Il les feuillette entre deux appels d'urgence pour assistance médicale. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

Dernière représentation en direct sur France 2

Photos: Stockbyte, Photodisc, Photographien Choer / Melton, License 6-100564

FUGUEUSES

Taillez la route avec Line Renaud et Muriel Robin

Une comédie irrésistible de
Pierre Palmade et Christophe Duthuron
samedi soir à 20h50 sur

france

2

Retrouvez Fugueuses sur france2.fr

Les organisateurs laissent entendre que le « Dakar » pourrait être annulé

Les autorités françaises ont multiplié les mises en garde après l'assassinat de quatre touristes français en décembre 2007. Le rallye doit partir de Lisbonne le 5 janvier

Les organisateurs du rallye Lisbonne-Dakar 2008 – successeur du Paris Dakar – devaient annoncer, vendredi 4 janvier, s'ils maintenaient ou non l'épreuve et, si oui, s'ils conservaient le tracé initial qui fait de la Mauritanie le cœur de la compétition automobile qui doit démarrer samedi.

Contacté par *Le Monde* vendredi matin, Patrice Clerc, le président de ASO (Amaury Sport Organisation), la société française organisatrice du rallye, a laissé entendre que la compétition pourrait être annulée. « Rien n'est encore décidé. Nous avons besoin de vérifier un certain nombre de points. Mais lorsque l'Etat français, à un niveau aussi élevé, vous met en garde et vous déconseille de maintenir l'épreuve, vous ne pouvez pas faire comme si rien n'avait été dit », a-t-il expliqué.

M. Clerc a écarté, vendredi matin, un éventuel report de la compétition. « Les conditions climatiques ne s'y prêteraient pas », a estimé le président de ASO. A partir du mois d'avril les températures sont

en effet très élevées dans le désert mauritanien.

A l'origine des incertitudes autour du maintien de la compétition figure l'assassinat, le 24 décembre en Mauritanie, de quatre touristes français attribué aux islamistes d'Al-Qaida, et trois jours plus tard, dans une autre région, celui de trois militaires mauritaniens. Dans les deux cas, l'enquête n'a pas permis jusqu'à présent d'arrêter les auteurs des attaques.

A Paris, le sujet a figuré à l'ordre du jour du conseil des ministres de jeudi. « La question de la sécurité du rallye (...) a été évoquée, a confirmé le porte-parole du gouvernement, Laurent Wauquiez, à l'issue du conseil. « Le ministère [des affaires étrangères et européennes], a-t-il précisé, déconseille fortement à tous les Français de se rendre en Mauritanie jusqu'à nouvel ordre, cela vaut pour tous les Français comme pour l'organisation du rallye Lisbonne-Dakar ».

Vendredi matin, c'était au tour du chef de la diplomatie française, de mettre en garde les responsables de la société française ASO, l'organisatrice du rallye. « Nous les prévenons : c'est dangereux », a martelé M. Kouchner, interrogé par RTL, en faisant valoir que la zone traversée théoriquement par les participants

est « une région très incertaine traversée par les réseaux d'Al-Qaida Maghreb (...) J'espère qu'ils comprendront, c'est leur affaire : c'est une entreprise privée. Nous avons eu cet incident mortel, cette famille décimée et nous voulons prévenir parce qu'il y a eu d'autres incidents d'après nos services », a ajouté le ministre.

Côté officiel mauritanien, le ton est resté beaucoup moins alarmiste. « Nous respectons nos engagements pour la sécurisation du rallye (...) Toutes les dispositions ont été prises pour un passage normal du

rallye, avec la possibilité pour lui d'organiser en toute quiétude ses différentes compétitions », a affirmé, mercredi, le ministère mauritanien des affaires étrangères.

Quelques jours auparavant, Nouakchott s'était engagé à déployer pas moins de 4 000 hommes sur le terrain, dont près de la moitié de militaires au cours des 8 étapes (sur 15) que devait compter la version 2008 du rallye.

L'ampleur des moyens engagés par les autorités mauritaniennes est à la mesure de la compétition. Le « Dakar » réunit près de 900 véhicules et près de 2 500 personnes itinérantes. Durant les compétitions, la caravane sportive s'étire sur près de 300 kilomètres. ■

JEAN-PIERRE TUQUOI

KENYA LES VIOLENCES ONT FAIT 350 MORTS

L'opposition tente à nouveau d'organiser une marche à Nairobi

NAIROBI

CORRESPONDANT

Entre le pouvoir et l'opposition kényane, l'épreuve de force se poursuit et on relève déjà près de 350 morts. Vendredi matin, 4 janvier, le chef de l'opposition, Raila Odinga, tentait à nouveau d'organiser une réunion de ses partisans, après en avoir été empêché la veille.

Jeudi, il était prévisible dès le début de la matinée que le « million d'hommes » que Raila Odinga appelait à converger vers le centre de la ville n'avait aucune chance d'arriver à destination. L'ensemble des grands bidonvilles qui ont fourni les troupes de choc du parti de M. Odinga, le Mouvement démocratique orange (ODM), qui s'est imposé au cours de la campagne électorale comme le « candidat des pauvres », étaient impitoyablement bouclés par les forces de l'ordre.

Depuis Kibera ou Kawangware, deux fiefs de l'opposition, des groupuscules parvenaient à échapper aux mailles du filet sécuritaire maintenu à coups de charges de la police antiémeute, de tirs nourris de gaz lacrymogènes, de tirs à balles réelles et de canons à eau. Dans le centre-ville, fermé par des barrages de la police, les moindres rassemblements étaient aussitôt dispersés.

En milieu de journée, le parc Uhuru, dans le centre, but final de la manifestation, restait vide, cerné d'un cordon de for-

ces antiémeutes. Les principaux responsables du parti de Raila Odinga parvenus à l'atteindre en voiture en empruntant des avenues désertes en avaient été rapidement chassés par des forces de sécurité, certaines à cheval. Peter Anyang'Nyong'o, secrétaire général de l'ODM, les yeux rougis par les gaz lacrymogènes, prophétisait alors : « On y retourne demain. On y retournera tous les jours, jusqu'à obtenir nos droits. Kibaki sera emporté par la force du peuple. » A la fin de la journée, le bilan, notamment dans les bidonvilles de la capitale et dans l'ouest du pays, était de 9 morts selon l'Agence France-Presse.

La présidence kényane, de son côté, campait sur sa position, celle de la légalité conférée par la prestation de serment du président à la réélection contestée de Mwai Kibaki, le 30 décembre 2007. Dans le chaos général, l'archevêque Desmond Tutu, arrivé le matin même d'Afrique du Sud pour tenter d'amener les deux parties au dialogue, errait dans un hôtel cerné par la police antiémeute, dans l'attente d'un rendez-vous avec le président Kibaki qui n'est pas venu.

En fin de journée, le chef de l'Etat, depuis la présidence, s'est dit « prêt au dialogue avec les parties concernées dès que la nation aura retrouvé son calme et que la température politique aura baissé suffisamment pour permettre un engagement constructif et productif ». Une façon de s'installer dans la durée. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

DIPLOMATIE NATIONS UNIES

La Libye va présider en janvier le Conseil de sécurité de l'ONU

NEW YORK (Nations unies)

CORRESPONDANT

Scellant un retournement de l'histoire, la Libye a présidé, jeudi 3 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU, l'organe le plus influent des Nations unies, qui avait maintenu Tripoli sous sanctions, entre 1992 et 2003, pour ses liens avec le terrorisme. « Nous sommes de retour dans la communauté internationale », s'est réjoui Giadalla Ettalhi, l'ambassadeur de la Libye à l'ONU, dont le pays a été élu au Conseil, le 16 octobre 2007, par 178 des 192 Etats membres de l'organisation.

Le ministre des affaires étrangères libyen, Abdelrahmane Chalgam, a par ailleurs rencontré, jeudi, à Washington, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice. Il a signé des partenariats scientifiques et devait s'entretenir avec les secrétaires américains à la sécurité intérieure et à l'énergie. La veille, le Libyen, premier dirigeant de ce niveau à être reçu à Washington depuis 35 ans, avait même bénéficié d'une visite de la Maison Blanche.

La Libye a rejoint le Conseil de sécurité pour deux ans, en même temps que la Croatie, le Costa Rica, le Vietnam et le Burkina Faso. Par un hasard protocolaire, le pays assure la présidence tournante du Conseil pour le mois de janvier. Dans une institution dominée par les membres permanents, dotés d'un droit de veto

(Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie), le poste est surtout honorifique, mais il offre une forme de réhabilitation à la Libye, soucieuse de faire oublier son image de paria international.

Depuis 2003, le pays a reconnu son rôle dans les attentats de Lockerbie, en 1988, et contre le DC-10 d'UTA, l'année suivante. Tripoli a renoncé à ses armes de destruction massives, coopéré avec les Etats-Unis contre le terrorisme, et libéré, en juillet dernier, les soignants bulgares qu'il détenait. En dépit d'un bilan toujours sombre en matière de droits de l'homme, le « Guide » Mouammar Kadhafi a renoué avec plusieurs puissances occidentales. Il a été reçu en décembre à Paris mais ne compterait pas se rendre aux Nations unies pour l'instant.

« Nous traiterons avec la Libye comme avec n'importe quel autre pays (...) et je pense qu'au Conseil, nous travaillerons bien avec eux », a déclaré Jackie Wolcott, ambassadeur adjoint des Etats-Unis à l'ONU. « Les relations avec Washington sont en bonne voie », confirme Giadalla Ettalhi, selon lequel la Libye « attend la visite très prochainement de Condoleezza Rice ».

Pour sa première intervention en tant que président du Conseil, l'ambassadeur a adopté un profil bas. En gage de bonne volonté, il a offert des dattes libyennes à ses homologues. ■

PHILIPPE BOLOPIN

ISRAËL-PALESTINE RAIDS ET TIRS D'ARTILLERIE ISRAËLIENS SUR LA BANDE DE GAZA



KHALIL HAMRA/AP

Des Palestiniens, proches de la famille Fayyad dont cinq membres ont été tués par des tirs d'obus israéliens, assistent à leurs funérailles, jeudi 3 janvier, à Khan Younès, dans la bande de Gaza. L'armée israélienne a intensifié ses opérations armées dans ce territoire, tuant 16 Palestiniens, dont au moins trois civils, depuis mercredi, dans une série de raids aériens et de

tirs d'artillerie. Selon Tsahal, les troupes israéliennes ont notamment mené une incursion près de Khan Younès, à la recherche d'artilleurs palestiniens responsables de tirs de roquettes en direction d'Israël. L'une d'elles s'est abattue, jeudi, près d'Ashkelon, à 17 km de la bande de Gaza, a dit l'armée, soulignant qu'aucun projectile de ce type n'avait encore atteint une telle portée. – (Reuters.)

GÉORGIE CAMPAGNE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Aux portes de la région séparatiste de l'Abkhazie, Mikheil Saakachvili défend l'unité nationale

ZOUGDIDI

ENVOYÉ SPÉCIAL

L'emphase guette Mikheil Saakachvili lorsqu'il parle de l'Abkhazie. Le président sortant de la Géorgie a fait une priorité de la reconquête de cette région séparatiste, qui se trouve comme l'Ossétie du Sud dans le giron de la Russie. Jeudi 3 janvier, en s'avancant sur la scène dressée au centre de Zougdidid sous les acclamations de milliers de personnes, le candidat sait qu'il va s'adresser aux habitants des deux côtés de la « frontière », située à une poignée de kilomètres de là. Une frontière de fait, sans aucune reconnaissance internationale.

Exceptionnellement dans cette campagne électorale, le candidat ne parle pas économie, pensions et aides sociales. Il évoque avec lyrisme l'histoire millénaire du pays et ses pères fondateurs, pour justifier la nécessité impérieuse de défendre l'unité territoriale et la souveraineté nationale. Il salue aussi les habitants géorgiens de Gali, ville enclavée située de l'autre côté du fleuve Ingouri, qui sont



interdits de passage par les Abkhazes pour aller voter. « Demain, l'Ingouri deviendra le symbole de l'unité de la Géorgie, quel qu'en soit le prix. (...) Je veux dire que le choix n'est pas entre l'Abkhazie et la Géorgie, s'emporte la président sortant. C'est l'Abkhazie dans la Géorgie ! »

Dans cette immense foule drapée de rouge, qui acclame le favori de l'élection présidentielle du 5 janvier, combien sont-ils ces hommes et ces femmes qui ont quitté l'Abkhazie, abandonnant leurs maisons pour sortir de la zone de conflit ? Pendant la guerre qui a opposé

la Géorgie et l'Abkhazie en 1992-1993, près de 250 000 Abkhazes ont subi ce sort. « Comment appeler ça autrement qu'un nettoyage ethnique ? confiait Mikheil Saakachvili au Monde dans l'hélicoptère l'amenant à Zougdidid. Les diplomates et les organisations internationales ne veulent pas utiliser cette expression, préférant dire que les réfugiés ont « dû fuir ». Mais regardez la réalité : quasiment tous les Juifs, les Arméniens, les Ukrainiens et les Géorgiens ont été expulsés. »

Garder l'OTAN « à l'écart »

Le leader de la « Révolution des roses » sait que la résolution du conflit passe davantage par Moscou que Soukhoumi, la capitale de l'Abkhazie. Mais il se plaint de n'avoir jamais reçu de demandes ou de propositions claires en provenance du Kremlin. « Les Russes poursuivent cette politique de la tension, car c'est une façon de garder l'OTAN à l'écart de la région, souligne-t-il. Ils se disent qu'il ne peut pas y avoir un nouvel entrant, comme la Géorgie, avec des conflits irrésolus. »

Il y a deux ans, Mikheil Saakachvili se voulait pourtant optimiste, misant sur une intégration de son pays dans l'OTAN avant la fin de son mandat en 2009.

Mais les racines de la crise abkhaze sont profondes et la question brûlante de l'indépendance du Kosovo accentue sa complexité. Tbilissi a compris que les paroles vaillantes ne suffiraient pas dans l'entreprise de reconquête territoriale et que les Occidentaux ne voulaient guère s'en mêler. Les Géorgiens ont donc décidé d'accentuer la pression. Un camp patriotique pour former la jeunesse a été inauguré à Ganmoukhuri en mai 2006, près de la « frontière ». En juillet 2006, les forces armées ont repris le contrôle des gorges de Kodori, où M. Saakachvili vient de passer le Nouvel An.

L'heure n'est pas à la guerre, mais il n'est plus aux apparences de la paix. Fin novembre 2007, les Géorgiens se sont alarmés du déploiement par les Russes, dans la ville portuaire d'Ochamchira, de 200 nouveaux soldats disposant d'équipements lourds. Ils se disent aussi outrés

de l'arrivée hautement symbolique d'un bataillon de Tchétchènes, sous étendard russe ; des hommes du redouté président Kadyrov qu'on imagine assez mal portant un casque bleu. Les observateurs des Nations unies, justement, n'ont pas été « en mesure » de confirmer le renforcement des troupes.

Une des principales revendications des Géorgiens concerne la suppression de la « force commune de maintien de la paix », déployée dans la zone de conflit en vertu du cessez-le feu conclu en 1994. Pour souligner son inefficacité, Tbilissi met régulièrement en exergue des incidents – réels ou pas – attribués au camp d'en face et dénonce les activités criminelles en Abkhazie. « Il faut changer le mandat de la force de paix, explique son commandant, Mamouka Karachvili. Face aux bandes armées qui apeurent et volent la population, c'est la police qu'il faut utiliser. Cette force est juste un moyen pratique, pour les séparatistes, de se maintenir au pouvoir. » ■

PIOTR SMOLAR

Faute de décharges, deux mille tonnes d'ordures s'amoncellent dans les rues de Naples

La fermeture d'un site de stockage a relancé la crise des ordures dans l'agglomération. Chaque nuit, des dizaines de feux de déchets sont allumés par les habitants, excédés

ROME
CORRESPONDANCE

Une Napolitaine vivant dans le nord de l'Italie, de retour dans sa ville natale pour les fêtes, trie consciencieusement ses ordures ménagères dans la maison familiale, puis s'en va jeter ses trois sacs-poubelle. Au lieu de conteneurs de tri sélectif, elle se retrouve face à un énorme tas de déchets. C'est l'histoire racontée récemment par le quotidien *Corriere della Sera* pour illustrer la crise des ordures qui sévit de nouveau à Naples. La suite est simple : après un instant d'embarras, la dame se résigne à faire comme tout le monde, et abandonne ses sacs sur le trottoir.

Début janvier, quelque 2 000 tonnes de déchets s'entassaient dans les rues. Les pompiers ont dû intervenir à 70 reprises dans la nuit du 2 au 3 janvier pour éteindre des feux allumés par des habitants excédés. Les autorités sanitaires ont rappelé, en vain, que ces dizaines d'incendies volontaires libéraient des dioxines, des molécules toxiques.

En réalité, « l'urgence ordures », comme on dit à Naples, dure depuis quatorze ans. Elle trouve son origine dans la pénurie de décharges. Les rares qui fonctionnent sont saturées. Beaucoup d'autres, contrôlées par la Camorra (*Le Monde* du 25 avril 2007), ont été fermées par la justice. Car les déchets sont devenus pour la mafia locale un commerce lucratif. Elle achète à bas prix un terrain agricole, puis, grâce aux connivences qu'elle entretient, le transforme en décharge, où elle écoule – en plus



A Naples, le 22 décembre 2007. La ville souffre depuis quatorze ans d'un manque chronique de décharges. CARLO HERMANN/AFP

des déchets – des produits toxiques en provenance des industries du Nord.

Le faible taux de tri sélectif – 10 % en moyenne dans la région – et l'absence de planification ont fait le reste. Les sites de retraitement et de recyclage sont encore à l'état de projet. Le seul incinérateur prévu – en Lombardie, on en compte treize – est toujours en voie d'achèvement. Conséquence : les ordures s'entassent. Pas moins de 2 milliards d'euros ont pourtant été dépensés depuis quatorze ans. Depuis sept ans, 2 000 tonnes de déchets – une quantité qui

pourrait bientôt doubler – partent quotidiennement pour être brûlées en Allemagne, ce qui coûte 1 million d'euros par jour.

La situation semble parfois s'arranger, puis se dégrade de nouveau, comme ces jours-ci, à la suite de la fermeture, fin décembre, d'un des rares sites de stockage qui fonctionnaient encore. D'autres sites potentiels ont été identifiés, et la réouverture de vieilles décharges a été évoquée. Mais les populations locales s'opposent à ces projets.

L'Union européenne a encore une fois rappelé l'Italie à l'ordre, comme en

juin 2007. Le porte-parole du commissaire à l'environnement a annoncé que Bruxelles suivait « de près l'évolution de la situation en Campanie » et que des sanctions pourraient être prises.

Sans plus attendre, un curé de la banlieue napolitaine a exhorté ses paroissiens à réagir et a fait placer des conteneurs devant son église. Mais, comme pour les trois sacs de la dame, reste à savoir quel sort leur sera réservé une fois qu'ils seront remplis. ■

SALVATORE ALOÏSE

Les macaques à longue queue « paient » les femelles pour s'accoupler

Le plus vieux métier du monde ne serait finalement pas propre à l'espèce humaine, comme on le pensait, puisque le « paiement » pour un accouplement a été observé chez les macaques à longue queue d'Indonésie. En l'occurrence, il ne s'agit pas, pour ces primates, d'offrir de l'argent mais plutôt un service consistant à épouiller madame et à nettoyer son pelage avant d'obtenir ses faveurs.

Ce comportement a été constaté par Michael Gumert, spécialiste du comportement animal à l'université technologique Nanyang de Singapour. Entre 2003 et 2005, il a étudié cinquante groupes de macaques à longue queue et 243 séances d'épouillage dans le Parc national de Tanjung Puting, à Kalimantan Tengah, en Indonésie. Il a constaté chez eux une augmentation de l'activité sexuelle après un épouillage réalisé par les mâles sur les femelles.

Ce soin peut durer de quelques secondes à une demi-heure, voire davantage, sa durée augmentant si le mâle a un statut inférieur ou si le nombre de femelles est restreint. Ces mignardises prénuptiales font passer le nombre de rapports sexuels des femelles de 1,5 par heure en temps normal à 3,5 par heure, précise Michael Gumert dans le numéro de décembre 2007 de la revue *Animal Behaviour*.

« On savait déjà que les primates mâles font un peu d'épouillage avant de s'accoupler avec des femelles, et ils ne pratiquent pas cette activité quand ces dernières ne sont pas fertiles », confirme Frans De Waal, éthologue réputé du Yerkes Primate Center de l'université Emory d'Atlanta (Géorgie). Mais cette étude a le mérite de quantifier cette activité dans un contexte d'offre et de demande. » ■

CHRISTIANE GALUS

CLIMAT GAZ À EFFET DE SERRE ET ÉCOSYSTÈMES

Le réchauffement provoque davantage d'émissions de gaz carbonique à l'automne

LES ÉCOSYSTÈMES sont plutôt arrangeants : ils absorbent environ la moitié du dioxyde de carbone (CO₂) issu de la combustion des ressources fossiles. Connaître leur réaction aux changements climatiques en cours et savoir s'ils seront plus ou moins efficaces dans ce rôle d'éponge à CO₂ revêt donc une importance cruciale pour affiner les prévisions du réchauffement dans les prochaines décennies.

Certains écosystèmes terrestres, comme les forêts, sont réputés bénéficier de l'augmentation moyenne des températures et absorber globalement plus de carbone. Des travaux publiés jeudi 3 janvier, dans la revue *Nature*, viennent compliquer ce tableau. Sous l'effet du réchauffement, les forêts de l'hémisphère Nord ont ainsi tendance à émettre du CO₂ de plus en plus tôt dans l'année.

Pour comprendre, il faut savoir qu'en fonction des saisons, ces écosystèmes émettent ou absor-

bent du carbone. Deux phénomènes entrent en effet en compétition : la photosynthèse, qui fixe le carbone, et la décomposition de la matière organique des sols, qui en relâche. Au cours du printemps, la forêt entre dans une période où elle absorbe du carbone. A l'automne, la transition inverse se produit, et l'écosystème dans son ensemble devient émetteur de CO₂.

Hémisphère Nord

Selon les chercheurs, cette transition intervient de plus en plus tôt, en raison du réchauffement de la saison automnale. Le décalage de la transition se fait « à un rythme d'environ un quart de jour par an depuis une quinzaine d'années », selon Philippe Ciais (Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement), coauteur de l'étude.

« Ce n'est pas un résultat très intuitif, poursuit le chercheur. En effet, lorsque les automnes sont

chauds, les feuilles demeurent vertes plus longtemps et on aurait pu penser que la photosynthèse, renforcée, ait ainsi pu prendre plus longtemps le pas sur la décomposition de la matière organique. » Ce n'est donc pas le cas.

Pour parvenir à ces résultats, les scientifiques ont utilisé les mesures des oscillations saisonnières de la concentration atmosphérique globale de CO₂ dans l'hémisphère Nord sur une période de quinze années. Ils ont corrélé ces mesures à celles d'une vingtaine de « tours de flux », qui permettent d'estimer les échanges de gaz entre les forêts et l'atmosphère.

Selon Philippe Ciais, « le réchauffement d'automne étant plus marqué en Amérique du Nord qu'en Eurasie, on peut spéculer que d'ici une dizaine d'années, les régions nord-américaines seront parmi les plus vulnérables à des pertes de CO₂ ». ■

STÉPHANE FOUCART

BIOTECHNOLOGIES

Une décision sur le maïs transgénique sera prise avant la fin du mois de janvier
La France prendra, avant la fin du mois de janvier, la décision d'activer ou non la clause de sauvegarde qui permettrait d'interdire la culture du maïs transgénique MON810 sur son territoire, a indiqué la secrétaire d'Etat à l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, dans l'édition du vendredi 4 janvier du *Figaro*. La décision du gouvernement sera prise rapidement après l'avis rendu par la Haute Autorité sur les organismes génétiquement modifiés, attendu pour le 9 ou le 10 janvier. M^{me} Kosciusko-Morizet a reçu, jeudi, José Bové, qui avait entamé le matin même, avec une quinzaine de personnes, une grève de la faim pour exiger l'activation de la clause de sauvegarde.

SANTÉ

L'espérance de vie des malades de mucoviscidose est passée de 7 à 46 ans
L'espérance de vie des malades atteints de mucoviscidose, une maladie génétique affectant la production de mucus dans les voies respiratoires et digestives, s'est considérablement accrue, indique un communiqué de l'association Vaincre la mucoviscidose, jeudi 3 janvier. Un enfant dont la maladie est dépistée à la naissance a aujourd'hui une espérance de vie moyenne de plus de 46 ans, selon des données analysées par l'Institut national d'études démographiques (INED). Cette espérance de vie n'était que de 7 ans en 1965. Actuellement, l'âge moyen de décès des malades n'est que de 24 ans, précise le site Internet de l'association (www.vaincrelamuco.org).

ÉNERGIE

En Suède, un bâtiment sera chauffé à la chaleur humaine
La chaleur dégagée par les milliers de personnes passant chaque jour par la gare centrale de Stockholm va servir à chauffer en partie un nouvel immeuble situé à proximité, ont indiqué, mercredi 2 janvier, les responsables du projet. « Au lieu d'ouvrir les fenêtres et de laisser s'échapper cette chaleur nous voulons la capter à travers le système de ventilation », a expliqué Karl Sundholm, de la société de gestion immobilière Jernhuset. Environ 250 000 personnes traversent quotidiennement la gare. La chaleur qu'elles dégagent servira à réchauffer de l'eau qui sera acheminée vers le bâtiment, qui abritera des bureaux, un hôtel et des magasins. Sa construction devrait être terminée en 2010. – (AFP.)



myprestigium.com
présente
le supplément luxe Noël
Guide cadeaux, interviews, magazine
sur
Le Monde.fr
<http://www.lemonde.fr/myprestigium>
en partenariat avec
BOUCHERON
PARIS

Sans-papiers L'objectif de 25 000 reconduites à la frontière ne sera pas réalisé en 2007

Quotas d'expulsions : les acrobaties du gouvernement

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Pour M. Cailleteau, « *le gouvernement, relayé par les préfectures et les directions départementales, préfère faire de l'affichage et nous fixer des objectifs qui ne correspondent à aucune réalité objective sur le terrain* ». Les chiffres pour 2007 ne sont pas encore connus mais à la mi-décembre, le ministre de l'immigration et de l'identité nationale, Brice Hortefeux, révélait qu'entre janvier et fin novembre « *21 000 éloignements avaient été effectués* ». Son cabinet pronostiquait alors pour l'année entre 22 000 et 23 000 reconduites. Cette relative « contre-performance » s'explique,

selon le ministre, par « *la période d'attente liée aux élections présidentielle et législatives* » et par « *l'évolution concernant le régime juridique des ressortissants bulgares et roumains* ».

Devenus ressortissants de l'Union européenne, Bulgares et Roumains, et en particulier les Roms, continuent néanmoins d'être reconduits dans leur pays. Ils font désormais l'objet de « *retours humanitaires* » en car. Cette pratique, qui se développe depuis cet été, est comptabilisée dans le chiffre de reconduites à la frontière. Le glissement constaté dans le langage gouvernemental n'est pas fortuit : on préfère désormais parler d'« *éloignements* » que de « *reconduites à la frontière* ».

Dans le suivi de l'objectif annuel sont ainsi comptabilisés non seulement les étrangers en situation irrégulière qui finissent par être expulsés après avoir été interpellés et placés en centre de rétention, mais aussi les personnes bénéficiant d'une aide au retour. Fin octobre, selon l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM), 2 614 étrangers étaient repartis dans leur pays dans le cadre d'un tel dispositif, 1 384 avec l'aide au retour volontaire, et 1 230 avec l'aide au retour humanitaire.

Même s'il inclut les retours volontaires et humanitaires, le résultat de 2007 ne sera pas meilleur que celui de 23 831 affiché fin 2006 par Nicolas Sarkozy. Celui-ci s'était déjà fixé, alors qu'il était ministre de l'intérieur, un objectif de 25 000 éloignements.

Le « bleu » budgétaire publié en octobre met encore la barre plus haut pour les

trois années à venir : 26 000 en 2008, 28 000 en 2010. A la mi-septembre, Brice Hortefeux réunissait une vingtaine de préfets en dessous de leurs objectifs d'expulsions pour leur demander de se ressaisir. Une mise au pas répercutée sur l'ensemble des services, et avec d'autant plus d'insistance qu'approchait la fin de l'année. Le 20 décembre, le cabinet de la préfecture de Loire-Atlantique, notamment, adressait aux responsables départementaux de la police, de la gendarmerie et de la police aux frontières (PAF) un courrier les sommant de « *ne pas relâcher l'effort* » et « *de poursuivre les interpellations, y compris pendant les dix derniers jours de l'année* ».

« *Pour dix départs effectifs, précisait le courrier, il faut trente interpellations à compter d'aujourd'hui* 20 décembre, soient quinze pour la direction départementale de la sécurité publique, dix pour la gendarmerie et cinq pour la direction départementale de la police aux frontières.

res. »

La pression dans l'administration va, dit Bruno Cailleteau (SGP-FO), jusqu'à l'envoi de lettres de mise en garde aux fonctionnaires et au harcèlement moral. « *A force d'être sous pression, s'alarme-t-il, les agents finissent par ne plus s'attacher aux conditions dans lesquelles ils interpellent.* » ■

LAETITIA VAN EECKHOUT



Des sans-papiers manifestent pour protester contre leurs conditions de détention au centre de rétention de Vincennes (Val-de-Marne), jeudi 3 janvier. FREDDY MULLER/FEDEPHOTO

L'étau se resserre sur les étrangers en situation irrégulière

AUGMENTATION des places en centre de rétention, création d'un fichier des étrangers irréguliers, vérification systématique des titres de séjour lors d'embauche ou d'inscription à l'ANPE : l'étau se resserre sur les sans-papiers.

Le gouvernement s'est ainsi engagé dans un important programme de « rénovation » des Centres de rétention administratives (CRA), destiné à accroître le nombre de places. Cette augmentation de capacités est devenue d'autant plus nécessaire que les délais de rétention ont été allongés par la première loi Sarkozy sur l'immigration en 2003. Cette réforme a porté de 5 à 32 jours le délai maximum pendant lequel un étranger sans papier interpellé peut être gardé en CRA.

De 739 en 2003, le nombre de places dans ces lieux d'enfermement est déjà passé à 1 800 fin 2007. De nouveaux centres ont été construits, d'autres ont vu leur capacité doubler. Sur le site de Vincennes (Val-de-Marne), il y a désormais deux centres accolés l'un à l'autre de 140 places chacun, soit au total 280. Et l'ouverture de 240 autres places sur l'enceinte de Roissy (Val-d'Oise) est en prévision pour 2009 ou 2010.

Pour la Cimade, association habilitée à être présente dans les CRA, ce programme de construction privilégiant la création de grosses structures, allié à la politique du chiffre, n'est pas étranger aux mouvements de protestation qui surgissent spontanément de plus en plus sou-

vent dans les centres. « *Alors que les conditions matérielles se sont améliorées, le climat s'est fortement dégradé*, observe Damien Nantes, un de ses responsables. *Cela peut paraître paradoxal, mais n'a rien de surprenant cependant quand on voit la taille des centres et surtout l'accroissement des situations inhumaines : hommes et femmes insérés socialement depuis des années en France, personnes malades, parents dont les enfants sont à l'extérieur...* »

Le gouvernement s'est par ailleurs doté d'un outil supplémentaire, dans son arsenal contre l'immigration clandestine, avec la création, par décret du 30 décembre, du fichier ELOI, destiné « *à faciliter* » l'éloignement des étrangers en situa-

tion irrégulière. Ce nouveau fichier permet d'enregistrer des données personnelles sur l'étranger frappé d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'expulsion, mais aussi sur l'hébergeant, en cas d'assignation à résidence. Ces données devront cependant être effacées « *au plus tard trois mois* » après l'assignation ; seules celles concernant l'identité et la filiation pourront être conservées trois ans.

Et depuis le 1^{er} juillet, les employeurs doivent adresser aux préfectures la copie du titre de séjour de tout salarié étranger qu'il embauche. L'ANPE et les Assedic doivent faire de même pour tout étranger sollicitant une inscription comme demandeur d'emploi. ■

L. V.E

ALLEMAGNE APRÈS L'AGRESSION D'UN RETRAITÉ

Le SPD dénonce la campagne « populiste » de la CDU au sujet des délinquants issus de l'immigration

BERLIN
CORRESPONDANCE

L'agression dans le métro munichoïse d'un retraité par deux jeunes étrangers à la veille de Noël a incité la droite allemande à relancer le débat sur un durcissement des peines à l'encontre des jeunes délinquants issus de l'immigration. A l'origine de cette polémique, Roland Koch, le ministre-président de Hesse (CDU), l'une des deux régions avec la Basse-Saxe où aura lieu, le 27 janvier, un scrutin test pour le gouvernement de grande coalition.

M. Koch – qui avait été élu en 1999 en organisant une pétition contre la double nationalité – a décidé de faire de la lutte contre la criminalité juvénile l'un des principaux thèmes de sa campagne électorale. « *Nous avons trop de jeunes étrangers criminels* », a-t-il déclaré dans un entretien à la *Bild* du 28 décembre 2007. Alors que son pouvoir pourrait bientôt vaciller, le ministre-président a décidé d'attaquer le SPD sur ce terrain. « *Elle ne comprend pas jusqu'à aujourd'hui que la dureté fait parfois partie de l'éducation* », a-t-il lancé à l'adresse de la ministre fédérale de la justice, la sociale-démocrate Brigitte Zypries.

M. Koch a présenté, mercredi, six propositions qui prévoient notamment l'augmentation de la peine maximale de prison de 10 à 15 ans pour les jeunes délinquants,

l'expulsion des étrangers condamnés à au moins un an de prison ferme. La chancelière Angela Merkel (CDU) a salué cette discussion tout en soulignant qu'on ne pouvait pas apporter de « *réponses rapides* » à un tel problème.

Par ailleurs, plusieurs représentants de la CDU et de la CSU se sont prononcés en faveur de l'aménagement de camps d'éducation sur le modèle des « *bootcamps* », des centres à la discipline militaire construits aux Etats-Unis dans les années 1970 et 1980.

Scepticisme

Face à cette surenchère, le SPD a dénoncé une campagne « *populiste* » et rejeté en bloc les propositions des chrétiens démocrates. Un avis que partagent également de nombreux juges, avocats et travailleurs sociaux. « *Des peines plus sévères ne régleront pas le problème de la criminalité juvénile* », a souligné Christian Pfeiffer, président de l'institut de recherche en criminologie de Basse-Saxe. Des enquêtes effectuées par son institut ont montré que les villes où les jeunes issus de l'immigration obtenaient de meilleurs résultats scolaires avaient un taux de criminalité juvénile en baisse.

Inversement, la violence est en hausse là où l'intégration scolaire des adolescents

d'origine étrangère s'est détériorée.

En Allemagne, un jeune d'origine étrangère sur cinq sort de l'école sans aucun diplôme. Plutôt que d'aménager des camps d'éducation ou de construire de nouvelles prisons, le criminologue appelle les élus à « *lutter contre la violence familiale qui touche de nombreuses familles de migrants et contre la consommation excessive de télévision ou de jeux vidéo* ».

Le président de la fédération des juges allemands, Christoph Frank, ne cache pas son scepticisme : « *Régulièrement, les gouvernements s'interrogent sur l'opportunité de nouvelles peines puis finissent toujours par décider qu'il n'est pas nécessaire de durcir l'arsenal juridique.* » Le magistrat propose plutôt de développer des mesures qui offrent une alternative à la prison.

La criminalité juvénile a eu tendance à reculer depuis plusieurs années outre-Rhin. En revanche, les violences corporelles n'ont cessé d'augmenter. En 2006, la part des jeunes âgés de moins de 21 ans parmi les coupables d'actes de violences atteignait 43,4 %. De plus, les étrangers restent surreprésentés parmi les délinquants mineurs (45,7 % des suspects âgés de 14 à 18 ans en 2006) même si leur taux a baissé de manière significative depuis plusieurs années. ■

CÉCILE CALLA

LIVRE BLANC CONSEIL DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ NATIONALE

M. Sarkozy va concentrer à l'Elysée les pouvoirs en matière de défense

LA CRÉATION d'un nouveau Conseil de défense et de sécurité nationale, annoncée jeudi 3 janvier, par l'Elysée, est la concrétisation d'une promesse de mars 2007 de Nicolas Sarkozy. Cette annonce a été faite à l'occasion du « point d'étape » de la commission du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. La commission, qui doit remettre son rapport au chef de l'Etat au début du printemps, avait elle-même proposé la création d'un Conseil de sécurité nationale. Cet organe va remplacer les « conseils de défense » actuels en les élargissant à la sécurité, confirmant ainsi la nouvelle approche stratégique qui tend à ne plus établir de distinction entre sécurité extérieure et sécurité intérieure.

L'Elysée a indiqué que M. Sarkozy a également « *validé une nouvelle organisation de la sécurité nationale* » qui vise à ajouter aux quatre grandes fonctions stratégiques (dissuasion, protection, prévention, intervention), celle de la « *connaissance et de l'anticipation, incluant le renseignement* ». Le chef de l'Etat a insisté sur l'« *objectif de maintien* » d'un effort de défense « *de l'ordre de 2 % du PIB* », lequel est supposé être atteint [la part de la défense ne dépasse pas actuellement 1,8 % du PIB] au terme d'un « *processus de réforme et de rationalisation exemplaire* », autrement dit, pas via une augmentation des crédits de défense.

La création du Conseil de défense et de sécurité nationale, qui a été préparée par Jean-David Levitte, conseiller diplomatique et sherpa du président, s'apparente au Conseil national pour la sécurité (NSC) américain. Cette instance, qui sera flanquée d'un « *Conseil consultatif* » dont les membres seront choisis par le chef de l'Etat, va de facto accroître la présidentialisation du régime français en concentrant

à l'Elysée le pouvoir de décision en matière de défense, de sécurité et de politique étrangère. Aujourd'hui, la prise de décision dans ces domaines est fragmentée entre l'Elysée, Matignon, qui a la tutelle du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), les ministères de la défense et de l'intérieur, ainsi que le Quai d'Orsay. Une rationalisation s'imposait donc.

Réorganisation

Les conséquences de la création de ce « NSC à la française » seront nombreuses, à commencer par une marginalisation du SGDN, une instance hybride, tiraillée entre Matignon et la Défense, censée chapeauter l'action des services de renseignement relevant des armées et de l'intérieur, et qui, dans les faits, ne coordonne pas grand-chose, sa tutelle étant le plus souvent administrative. Le ministère de la défense réclame depuis longtemps sa disparition. Le rattachement du SGDN auprès du premier ministre était elle aussi essentiellement bureaucratique puisque, en cas de crise, c'est l'Elysée qui est à la manœuvre. Cette réorganisation du secteur de la défense et de la sécurité risque également de réduire les pouvoirs du ministre de la défense, qui avaient déjà été rognés par le décret de 2005 renforçant les pouvoirs du chef d'état-major des armées (CEMA) au détriment de ceux des chefs d'état-major des trois armées (terre, air, marine), et de ceux du ministre.

In fine, la présidentialisation du régime va se trouver renforcée sur le plan institutionnel par une concentration des pouvoirs de défense et de sécurité entre les mains du chef de l'Etat – au détriment du gouvernement et du Parlement –, et, sur le plan politique, par l'interventionnisme naturel de M. Sarkozy. ■

LAURENT ZECCHINI

OUVERTURE

Le choix de Fadela Amara en 2012

Interrogée dans l'hebdomadaire *Le Point* daté du vendredi 4 janvier pour savoir si elle voterait pour M. Sarkozy lors de la prochaine élection présidentielle, la secrétaire d'Etat à la ville a répondu : « *Non, et il le sait !* ». A sa sortie du conseil des ministres, jeudi 3 janvier, elle a atténué ses propos, affirmant qu'elle

voterait en 2012 « *pour ceux qui sont capables de faire des réformes* », et que Nicolas Sarkozy était « *en train de les faire* ».

HÔPITAUX

Les anesthésistes réanimateurs ont rejoint la grève des urgentistes

Deux syndicats d'anesthésistes réanimateurs ont rejoint, jeudi 3 janvier, la grève symbolique des gardes des urgentistes

des hôpitaux pour obtenir une « *meilleure reconnaissance de la pénibilité* » de leur métier, et la rémunération des jours et heures impayés. La ministre de la santé, Roselyne Bachelot, doit ouvrir, lundi 7 janvier, une concertation sur les 23 millions d'heures supplémentaires et les 3,5 millions de jours de compte épargne-temps accumulés par les salariés, représentant de « *800 à 900 millions d'euros* ».

Le Monde

MUNICIPALES **2008**

VOTRE VILLE AU CENTRE DU MONDE

CHAQUE SEMAINE
ÉDITION SPÉCIALE
MERCREDI DATÉE JEUDI

DÈS LE 9 JANVIER ET JUSQU'AU 5 MARS 2008



BORDEAUX 9 janvier daté 10 janvier

RENNES 30 janvier daté 31 janvier

DIJON 20 février daté 21 février

LILLE 16 janvier daté 17 janvier

LYON 6 février daté 7 février

ROUEN 27 février daté 28 février

MARSEILLE 23 janvier daté 24 janvier

PARIS 13 février daté 14 février

TOULOUSE 5 mars daté 6 mars

ÉVÈNEMENT CHAQUE MERCREDI DANS VOTRE VILLE **ÉVÈNEMENT**
EMISSION SPÉCIALE "LE TÉLÉPHONE SONNE" EN DIRECT À 19H10

RENCONTRE AVEC LA RÉDACTION DU MONDE À 20H30



PLUS D'INFO : WWW.LEMONDE.FR OU WWW.FRANCEINTER.COM

GAUCHE SUCCESSION DE FRANÇOIS HOLLANDE

Critiques sur la candidature potentielle de Ségolène Royal à la tête du PS

SÉGOLÈNE ROYAL a fait un pas de plus dans sa stratégie de conquête du PS. La présidente de la région Poitou-Charentes a annoncé, jeudi 3 janvier sur France 2, qu'elle pourrait se porter candidate au poste de premier secrétaire si elle est « capable de rassembler les socialistes » sur une « offre politique ». « Cette année, je compte aller jusqu'au bout de ce que j'ai entamé au cours de cette campagne présidentielle pour rénover la gauche », a expliqué M^{me} Royal. Pour que le message soit bien compris, elle l'a redit, vendredi 4 janvier dans un entretien au *Parisien*. « Je m'intéresse à l'avenir du PS, je travaille et j'irai jusqu'au bout de ce travail en équipe », assure-t-elle.

Voilà près d'un mois que l'ex-candidate à l'élection présidentielle s'efforçait de se montrer toujours active, tentant de contrer l'image d'un PS inaudible. Privilégiant le terrain social, elle veut se poser en principale opposante à Nicolas Sarkozy, rendant visite aux salariés de Charles Jourdan dans la Drôme, interpellant le gouvernement sur la question du logement aux côtés du Secours catholique à Paris ou réclamant une loi contre « les abus des banques ».

« Primaire interminable »

M^{me} Royal, qui ne cache plus ses intentions de se lancer dans la course pour 2012, sait qu'il lui faut d'abord conquérir son parti. Le poste de premier secrétaire lui serait fort utile face à Bertrand Delanoë, autre prétendant pressenti. François Hollande doit laisser son siège lors du prochain congrès de son parti, en 2008.

Sa sortie a suscité un tir de barrage auprès des ténors socialistes. Son ancien allié, le député Arnaud Montebourg, a

demandé d'éviter « à tout prix une primaire interminable entre des présidentiables qui s'affronteraient dès maintenant jusqu'en 2012 ». Jean-Christophe Cambadélis, bras droit de « DSK », a réagi plus durement en jugeant la déclaration de M^{me} Royal « vraiment malvenue ». L'eurodéputé Benoît Hamon a estimé qu'après son échec à la présidentielle, l'ex-candidate n'était « pas la mieux placée pour incarner la rénovation et la refondation » du PS.

M^{me} Royal a répondu à ces critiques dès le lendemain. « Les millions de voix qui se sont portées sur mon nom au second tour me donnent surtout des devoirs et une incontestable expérience. Personne ne peut contester qu'il y a un potentiel à mettre au service du PS et de la préparation de l'alternative », assure M^{me} Royal au *Parisien*. Et aussitôt de prévenir ces « polémiques entre socialistes » qui « nuiraient à la dynamique de la campagne municipale » : « Je mets en garde ceux qui s'amuse, une fois de plus, à se tirer une balle dans le pied », insiste-t-elle. Pour gagner des mairies « supplémentaires », objectif qu'elle fixe au PS, il faut se mettre à travailler « en équipe ». Avant d'affirmer, sans ciller, que le débat sur qui représentera les socialistes en 2012 est prématuré : « La question du leadership et de ma responsabilité se posera à ce moment-là, et à ce moment-là seulement », martèle-t-elle.

Ayant affiché son ambition, M^{me} Royal s'est empressée de reprendre son rôle d'opposante. Ainsi a-t-elle rendu visite, jeudi, à José Bové, en grève de la faim pour obtenir un moratoire sur les OGM, saluant son « courage politique » et sa « posture morale ». ■

SYLVIA ZAPPI

LILLE ÉLECTIONS MUNICIPALES

Une nièce de Pierre Mauroy candidate avec l'UMP face à Martine Aubry (PS)

BRIGITTE MAUROY, nièce de l'ancien premier ministre socialiste et ancien maire de Lille, a confirmé, jeudi 3 janvier, qu'elle serait numéro deux sur la liste conduite par le député UMP Sébastien Huyghe lors des municipales dans cette ville. Ce dernier « incarne mieux l'héritage de Pierre Mauroy » que sa successeure Martine Aubry (PS), a-t-elle affirmé lors d'un point de presse.

Agée de 53 ans, urologue et professeure d'anatomie à la faculté de médecine de Lille, Brigitte Mauroy avait été suppléante du radical de gauche Jacques Mutez lors d'une législative partielle en 2005. Sans évoquer les relations notoirement difficiles qu'elle entretient avec M^{me} Aubry, Brigitte Mauroy a expliqué que M. Huygue « établit des consensus forts en métabolisant les différentes idées de façon que tout le monde s'y retrouve ». M^{me} Aubry le fait « un peu moins bien (...) et il y a un manque d'ouverture » avec elle, a encore souligné M^{me} Mauroy.

« Sébastien Huyghe a plus d'idées pour rétablir la convivialité et le mieux-être à

Lille », a-t-elle poursuivi en citant notamment les problèmes de circulation.

M. Huyghe, qui avait battu M^{me} Aubry aux législatives de 2002, a assuré pour sa part qu'il avait choisi M^{me} Mauroy comme numéro deux « pour sa compétence », tout en reconnaissant que son nom était « un plus ». Le député UMP a précisé qu'il ne pouvait « que constater que [Pierre Mauroy] a réalisé des choses positives et a transformé Lille ».

« Instrumentalisation »

Brigitte Mauroy, a précisé avoir annoncé sa décision à son oncle. « Il est apparu qu'on aurait l'occasion d'en reparler », a-t-elle simplement indiqué.

Interrogé sur France 3 Nord-Pas-de-Calais, M. Mutez a qualifié ce ralliement « d'instrumentalisation » du nom de Mauroy, qui « fera flop ». Le PS du Nord a dénoncé, de façon générale, « les débats-charges individuels qui discréditent la politique ». Pierre Mauroy a fait savoir, vendredi matin, qu'il ne souhaitait pas réagir à cette annonce. ■ (avec AFP.)

SANTÉ UN FINANCEMENT INCERTAIN

Le « retard » pris par le plan Alzheimer inquiète les associations

LES PRINCIPALES MESURES du plan Alzheimer 2008-2012 seront précisées dans « la deuxième quinzaine de janvier » par le chef de l'Etat et le gouvernement, a annoncé, jeudi 3 janvier, le porte-parole de l'Elysée, David Martinon. Alors que Nicolas Sarkozy avait promis, en septembre 2007, que le plan Alzheimer serait appliqué dès le 1^{er} janvier 2008, M. Martinon a estimé, dans un communiqué, qu'« il n'y a pas de retard particulier dans [sa] mise en œuvre ». L'Elysée a précisé qu'une personnalité serait « chargée prochainement d'animer et de coordonner » cette mise en œuvre.

Le porte-parole du chef de l'Etat répondait aux critiques des associations de proches des malades d'Alzheimer, qui ont fait part de leur « inquiétude et leur déception » face « au retard » dans la mise en route du plan. « Les familles qui attendaient un peu d'aide et de soutien, notamment financier, commencent à piaffer d'impatience », souligne Arlette Meyrieux, présidente de France-Alzheimer, qui était jusqu'ici sans nouvelles des pouvoirs

publics. Dans son communiqué, M. Martinon affirme qu'une « concertation avec les professionnels concernés » est menée par les ministères de la recherche, de la santé, et de la solidarité. Le gouvernement travaille sur les propositions du professeur Joël Ménard, remises au chef de l'Etat le 8 novembre 2007, et qui visent à améliorer la recherche, le diagnostic et la prise en charge de la maladie.

L'inconnue principale concerne le financement du plan. L'Elysée a réaffirmé qu'il proviendrait des franchises médicales, qui devraient générer 850 millions d'euros d'économies, mais qui sont aussi promises à la lutte contre le cancer et aux soins palliatifs. Les associations quand un déficit de financement : « Quand bien même la totalité des recettes des franchises serait attribuée à Alzheimer, ce serait encore insuffisant par rapport aux besoins », estime ainsi Pascal Champvert, président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA). ■

CÉCILE PRIEUR

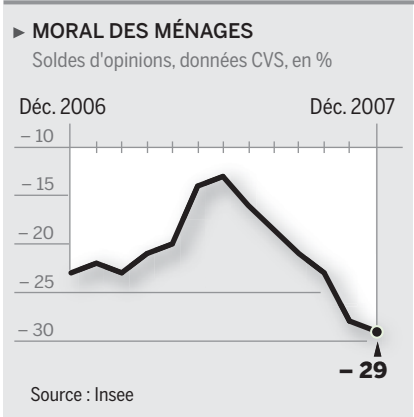
La chute du moral des ménages en France hypothèque la croissance

Le rebond qui a suivi la présidentielle a été effacé par quatre mois consécutifs de baisse. Le recul des intentions d'achats et le souci d'épargne devraient peser sur l'économie

Pour le quatrième mois consécutif, le moral des ménages a reculé en décembre. L'indicateur qui le mesure a perdu un point à -29 en données corrigées des variations saisonnières, après le très mauvais chiffre de novembre (en recul de 5 points, à -28), a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans son enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages rendue publique vendredi 4 janvier. Après une amélioration spectaculaire dans la foulée des élections présidentielle et législatives, le moral des ménages n'a cessé de se détériorer depuis le mois de juillet.

Parmi les soldes composant l'indicateur résumé, l'opinion des ménages se dégrade dans tous les domaines sauf un : les perspectives d'évolution du niveau de vie en France, qui se sont améliorées de quatre points en décembre. Ce peut être le signe que le train de mesures gouvernementales sur les heures supplémentaires, qu'il s'agisse de la loi TEPA du 21 août 2007 ou des dispositifs prévus dans le projet de loi pour le pouvoir d'achat (rachat des journées de réduction du temps de travail), commence à avoir de l'effet ou à être pris en compte.

En revanche, l'opinion des ménages sur l'évolution passée du niveau de vie en France se dégrade de deux points à -61 points.



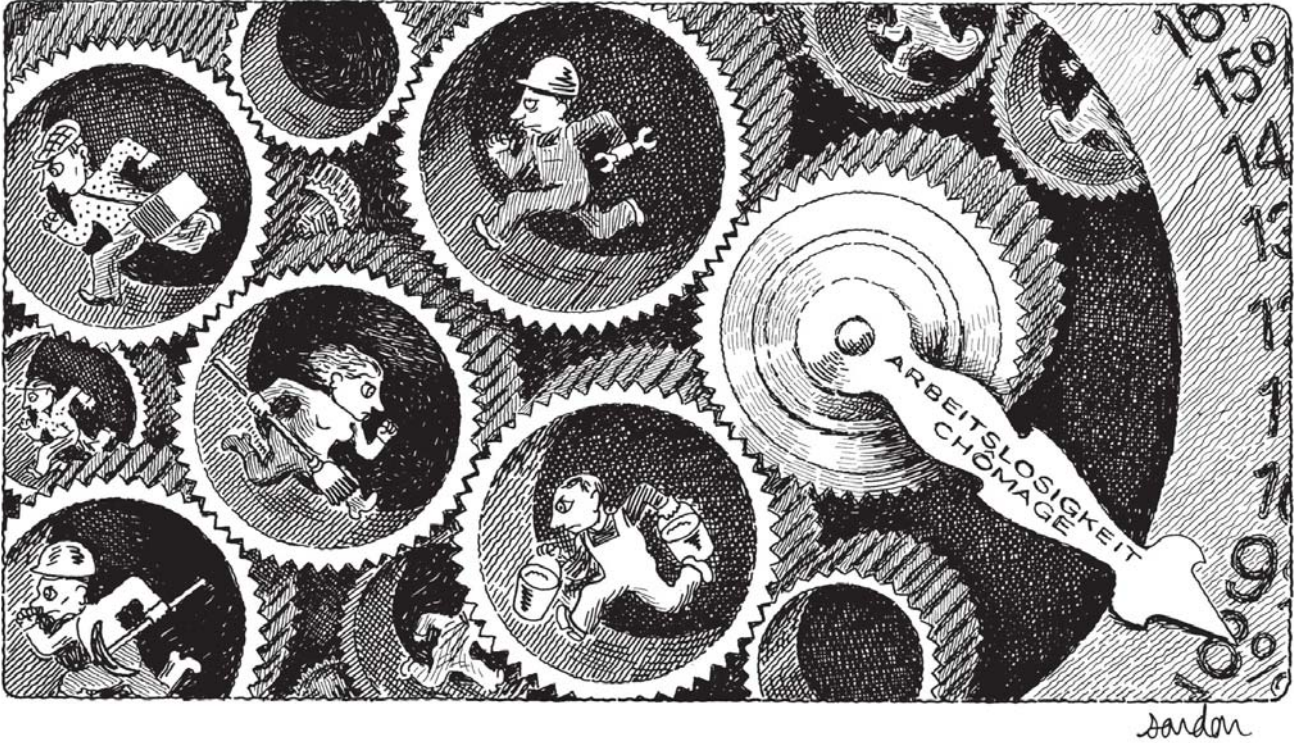
Ce chiffre, le plus mauvais enregistré depuis un an, confirme l'écart croissant entre la mesure officielle de l'évolution du pouvoir d'achat (+3,3 % en 2007, selon l'Insee) et le ressenti des Français sur le niveau de vie.

« Crise de confiance »

La consommation des ménages reste l'un des principaux moteurs de la croissance et leurs dépenses de consommation ont sensiblement accéléré au troisième trimestre de 2007 à +0,8 %, selon les résultats détaillés des comptes nationaux présentés le 28 décembre par l'Insee. Mais le solde sur l'opportunité de faire des achats importants continue de se replier tandis que celui sur l'opportunité d'épargner et sur la capacité future à épargner se redresse. Même s'ils sont plus optimistes sur l'évolution du chômage, les ménages semblent ainsi avoir intégré le fait que la conjoncture internationale s'est durcie,

SOCIAL 711 000 DEMANDEURS D'EMPLOI EN MOINS EN UNE ANNÉE

Baisse record du nombre de chômeurs en Allemagne



BERLIN

CORRESPONDANCE

Le chômage poursuit sa forte décline en Allemagne, dans le sillage d'une croissance soutenue. En décembre, il est tombé à 8,4 % de la population active, son niveau le plus bas depuis quinze ans, selon l'Agence fédérale pour l'emploi. En 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 711 000. « C'est le plus fort recul depuis l'existence de la République fédérale », a souligné Frank-Jürgen Weise, directeur de l'Agence. Avec une moyenne de 3,776 millions de sans-emploi en 2007, le taux de chômage s'est établi à 9 %, en baisse de 1,8 point par rapport à l'année précédente. L'Allemagne a créé 649 000 emplois en 2007 et emploie un record de 40,4 millions de travailleurs. En cinq ans, elle a créé 1,7 million d'emplois.

L'embellie devrait se poursuivre en 2008 malgré les ombres qui planent sur la conjoncture outre-Rhin. L'ANPE allemande table sur 3,5 millions de sans-emploi en 2008. Le ministre du travail social-démocrate (SPD), Olaf Scholz, s'est lui aussi montré optimiste. « La croissance va profiter très concrètement à toujours plus de monde », s'est-il réjoui.

Depuis le début des années 1990, le nombre de chômeurs n'est pas repassé sous la barre des 3 millions. Après un pic de 5 millions en mars 2005, le chômage a engagé sa décline au printemps 2006,

tirée par la relance économique. L'Allemagne a vu son produit intérieur brut (PIB) progresser de 2,5 % en 2007.

Pénurie de main-d'œuvre

« Ces bons chiffres sont aussi les dividendes de la politique de réformes du marché de l'emploi », ajoute Holger Schäfer, expert à l'Institut d'économie de Cologne (IW), proche du patronat. L'agenda 2010, vaste programme de réformes de l'ex-chance-

M. Sarkozy veut limiter les refus d'offres d'emploi

Nicolas Sarkozy a réitéré une de ses promesses de campagne : s'il refuse « deux offres d'emploi acceptables », un chômeur doit pouvoir être sanctionné, a-t-il déclaré, jeudi 3 janvier. Le chef de l'Etat a indiqué qu'une discussion devrait s'engager avec les partenaires sociaux. Syndicats et patronat ont de nouveau abordé cette question dans le cadre de la négociation sur la modernisation du marché du travail qui s'achève le 10 janvier. Le Medef propose d'introduire la notion d'« ancienneté dans le chômage » pour définir cette offre valable d'emploi. Plus sa durée d'inscription à l'ANPE sera longue, moins le chômeur pourra être exigeant sur l'emploi qu'il devra accepter (qualification, ancienne rémunération, éloignement du domicile...).

sur fond de turbulences financières persistantes et de hausse des prix de l'énergie, et qu'il peut être nécessaire, dans un environnement très incertain, de se reconstituer, lorsqu'ils en ont les moyens, une épargne de précaution. « La dernière fois que le jugement sur l'opportunité d'épargner était aussi durablement élevé remonte à la période 1993-1995, à une époque où l'économie française était très vulnérable et sortait à peine de la récession », analyse Alexandre Law, chef économiste chez Xerfi. « La crise de confiance actuelle est loin d'être anodine », ajoute le conjoncturiste qui prévoit pour cette année une croissance de 1,4 %.

Si le jugement sur l'opportunité d'épargner devait se confirmer dans les mois qui viennent, la consommation des ménages devrait, en effet, s'en ressentir. L'économiste Mathieu Kaiser (BNP Paribas) la qualifie d'ailleurs de « colosse aux pieds d'argile », estimant que les Français ont peu de marges de manœuvre pour maintenir le rythme de leurs dépenses. La révision à la baisse, drastique, des intentions d'achat depuis l'été finira par peser sur les dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés et sur le climat des affaires dans l'industrie, qui est resté plutôt bien orienté en décembre.

Le retour de l'inflation a été vu d'un mauvais œil. Le solde relatif à l'évolution passée des prix a bondi pour atteindre 39 points, ce qui, selon M. Law, constitue un record historique. Les ménages, en décembre, anticipaient des hausses moins rapides en 2008. Mais ce relatif optimisme pourrait ne pas résister à la flambée des prix de l'or noir. ■

CLAIRE GUÉLAUD

MARIE DE VERGÈS

Automobile Le pari du groupe d’immatriculer 3,3 millions de voitures en 2009 paraît de plus en plus ambitieux

Renault doit réaliser des prouesses pour tenir ses objectifs de vente

Renault tiendra-t-il les objectifs assignés en janvier 2006 par son président Carlos Ghosn : vendre 3,3 millions de véhicules en 2009, soit 800 000 unités supplémentaires par rapport à 2005. Le défi est de taille : vendredi 4 janvier, le constructeur français (marques Renault, Dacia et Samsung) a annoncé, une hausse de ses ventes de 2,2 % à 2,49 millions d’unités. La marque Renault, elle, ne progresse que de 1 %, à 2,13 millions de véhicules. « Ces résultats commerciaux sont en ligne avec nos prévisions. Après un premier semestre en baisse, le second marque le retour à la croissance », souligne Patrick Blain, directeur commercial du groupe. Sur le seul mois de décembre 2007, les ventes ont augmenté de 13,4 %.

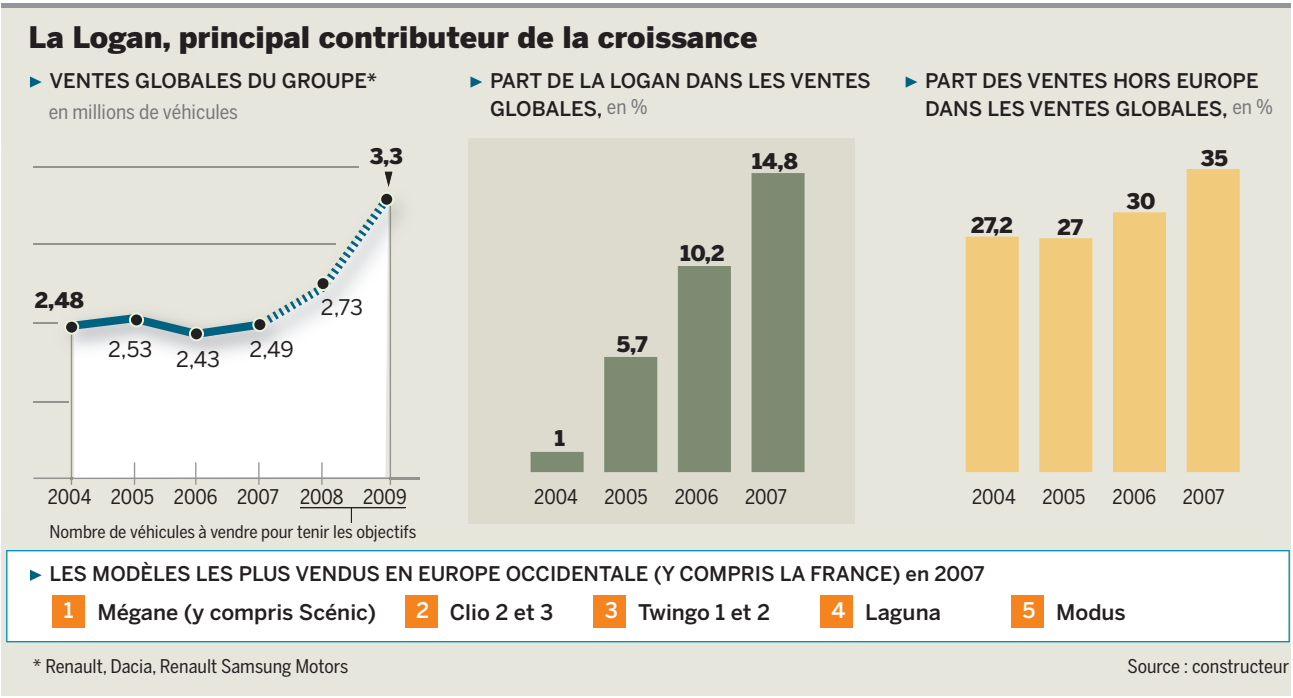
Malgré ce regain d’activité, et même si M. Blain martèle que Renault réalisera ses objectifs, difficile de ne pas s’interroger sur la réussite de ce programme ambitieux. D’abord parce qu’aujourd’hui, ce ne sont plus 800 000 véhicules supplémentaires que Renault devra vendre mais 850 000. Surtout, il ne reste plus que deux ans pour remplir les objectifs fixés dans le cadre du plan « Renault

contrat 2009 ». « Ce qui implique une croissance annuelle entre 15 % et 20 %. Ce qu’aucun constructeur au monde n’a réussi à faire », souligne Jérémie Papin, analyste chez Lehman Brothers. Toutefois, Renault est aujourd’hui dans une situation inédite : il a, avec sa Logan, un énorme potentiel de développement à l’international et en Europe de l’Ouest, une politique de lancement de nouveaux modèles. »

Mille-feuille

Pour mettre un terme à d’éventuelles interrogations, Renault a donné une indication de croissance pour 2008. « Nous prévoyons une hausse des ventes dans chaque région et une croissance globale des ventes de plus de 10 % », affirme confiant M. Blain, qui compare le constructeur à un mille-feuille où vont s’empiler progressivement les produits et les capacités industrielles dans les usines du groupe.

« Plus on s’approchera de 2009, plus on sera en pleine puissance sur tous les modèles et dans toutes les zones géographiques », confie M. Blain. Au fond, ça sera plus facile qu’avant de faire 15 % de croissance car l’essentiel des nouveaux projets sont sur des mar-



chés émergents, là où se situe la croissance aujourd’hui. » Le constructeur mise sur l’intensification de l’offensive commerciale grâce au lancement de neuf nouveaux modèles en 2008, puis neuf en 2009.

« Sur le papier c’est tout à fait réalisable compte tenu des augmentations de capacités industrielles et des nouveaux lance-ments mais cela suppose aussi que tout ce passe comme prévu. Il n’y a plus de marge manœuvre », souligne Thierry Huon, analyste chez Exane BNP Paribas.

M. Blain le reconnaît : « Nous avons un peu moins de marges de manœuvres par rapport à ce que l’on pensait au départ du fait du risque en Iran. » Du fait du retard pris dans la montée en cadence du projet iranien, Renault mise sur une production de 200 000 Logan au lieu des 300 000

prévues au départ. « S’il y a des risques, ils seront alors compensés par d’autres marchés. Nous avons identifié des opportunités que nous seront bien contents d’avoir », se rassure M. Blain.

Pour porter la croissance, le groupe mise surtout sur sa Logan et ses dérivés – le Sandero, déjà lancé au Brésil, et qui arrivera en Europe mi-2008. En 2009, la capacité de production en Russie sera de 160 000 véhicules contre 80 000 aujourd’hui. En Roumanie, elle atteindra 350 000 contre 250 000 actuellement. Sans compter les 50 000 Logan indiennes et les 110 000 du Brésil.

Reste que la montée en puissance de la voiture « low cost » dans les ventes de Renault est en train de changer le profil du constructeur. « Plus que le volume réalisé

en 2009, il faudra examiner la répartition des ventes en fonction des modèles », remarque M. Huon. L’analyste table déjà sur une baisse du chiffre d’affaires en 2009.

D’autant qu’en Europe de l’Ouest, la croissance sera, de l’aveu de M. Blain, plus « modeste ». Du fait d’une concurrence exacerbée, il est de plus en plus difficile pour un modèle de s’imposer comme l’a fait à son époque la Golf de Volkswagen, la Peugeot 206 ou la Renault Mégane. De fait, la stratégie de Carlos Ghosn consiste à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier : plus on lance de nouveaux modèles, plus on a de chance de rencontrer le succès. « Avant avec un rythme d’un lancement par an, c’était la roulette russe », note un analyste. ■

NATHALIE BRAFMAN

Land Rover et Jaguar sont sur le point de passer sous pavillon indien

LONDRES

CORRESPONDANT Jaguar et Land Rover ont de grandes chances de devenir indiens. Le propriétaire des deux marques anglaises, le groupe américain Ford a en effet annoncé, jeudi 3 janvier, que le groupe Tata Motors avait ses faveurs comme repreneur potentiel.

« Il y a encore un énorme travail à faire et nous allons continuer à discuter avec Tata dans les prochaines semaines pour parvenir à un accord respectant les intérêts des parties concernées », a toutefois indiqué dans un communiqué Lewis Booth, vice-président exécutif de Ford Europe et patron du pôle luxe du groupe.

D’autres candidats étaient en lice : le constructeur indien Mahindra & Mahindra, associé au fonds d’investissement américain Appollo Capital et la société

d’investissement américaine, One Equity Partners dont le patron n’est autre que Jacques Nasser, l’ex-directeur général de Ford.

L’annonce a été accueillie positivement en Grande-Bretagne. Land Rover et Jaguar produisent 260 000 véhicules par an et emploient 16 000 salariés (8 300 chez Land Rover et 7 300 chez Jaguar). Tata, qui s’est engagé à ne pas délocaliser la production, a ainsi reçu le soutien du principal syndicat de l’automobile, Unite.

Les trois usines concernées par la vente sont situées dans les Midlands et le Merseyside, traditionnels bastions travaillistes. Les élus du Labour ont fait bloc contre l’option One Equity, figure pourtant respectée au Royaume-Uni. Ils rendent le secteur du « private equity » responsable du naufrage, en 2005, de

MG Rover, le dernier constructeur britannique. « Un repreneur financier peut injecter des fonds et apporter une équipe de direction industrielle. Mais le capital-investissement ne peut pas créer les synergies nécessaires à long terme pour assurer la survie de ces marques. Seul un conglomérat du style de Tata, présent dans l’automobile, en est capable », indique Garel Rhys, professeur à la Cardiff Business School.

Protéger l’emploi

Même s’il roule en Jaguar, le premier ministre, Gordon Brown, voit lui aussi d’un bon œil cette opération. Pour lui, c’est la preuve de l’ouverture et de la souplesse d’une économie dynamique et confiante, en meilleure santé que celle des autres grands pays d’Europe. Les prises de contrôle par des intérêts étrangers ont permis de protéger l’emploi en sau-

vant des pans entiers de l’industrie traditionnelle. A commencer par l’automobile.

Par ailleurs, le locataire du 10 Downing Street, très soucieux de cimenter les liens entre le Royaume-Uni et les pays émergents, doit se rendre ce mois-ci en Inde pour s’assurer du soutien de New Delhi à un accord international sur le climat. Enfin, la dynastie Tata rejoint le club des industriels indiens très impliqués dans la vie des affaires du Royaume-Uni, à l’instar de Lakshmi Mittal, Sri et Gopi Hinduja ou Lord Paul.

De l’avis des spécialistes, malgré la déclaration du 3 janvier, trois dossiers épineux restent à régler : le prix, l’avenir du fonds de pension et surtout le maintien par Ford d’une participation. Mais à ce sujet, l’état-major de Ford apparaît encore divisé. ■

MARC ROCHE

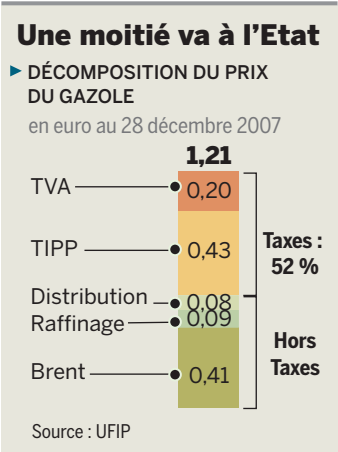
ÉNERGIE LA MINISTRE DE L’ÉCONOMIE EXCLUT UNE RÉDUCTION DES TAXES

Le gouvernement reste impuissant devant la hausse annoncée du prix des carburants

LE GOUVERNEMENT reste impuissant devant la flambée du baril d’or noir, qui a terminé à 99,18 dollars, jeudi 3 janvier à New York, et dépassé pour la première fois les 100 dollars en séance à Londres. L’exécutif ne peut ni peser sur des marchés dominés par les fonds spéculatifs, ni éteindre les foyers de tension qui se rallument dans le monde (Pakistan, Nigeria, Kenya). Et le déficit du budget de l’Etat le prive de la seule arme efficace dont il dispose : une baisse des taxes.

Le prix du litre d’essence, de gazole ou de fioul domestique devrait ainsi augmenter de 3 à 4 centimes à la mi-janvier (par rapport à sa moyenne de décembre 2007) si le baril se maintient autour de 100 dollars, a prévenu l’Union française des industries pétrolières (UFIP). Il atteindrait en moyenne 1,37 euro pour le super 95, 1,24 euro pour le gazole et 0,81 euro pour le fioul.

Entre octobre et décembre 2007, la marge des distributeurs (Carrefour, Leclerc, Total, BP, Shell...), qui est la différence entre la cotation des carburants à Rotterdam et le prix (hors taxes) facturé en France, a progressé de 2 centimes. Une augmentation « conjoncturelle », a



précisé l’UFIP. Il s’agit de compenser les coûts de transport liés à la grève à la SNCF.

Pour UFC-Que choisir, c’est la preuve que « les distributeurs ne tiennent pas leurs promesses » – faites en novembre 2007 lors de la table ronde avec la ministre de l’économie, Christine Lagarde – de tasser ces marges. Tout en reconnaissant qu’elles sont « modérées » par rapport à celles d’autres pays européens, l’association de défense des consommateurs juge « incroyable que les pétroliers n’appliquent pas la seule mesure qu’ils aient acceptée » et

dénonce « la vacuité des réunions entre le ministère et les pétroliers ».

Engagé dans une intense politique de communication sur le pouvoir d’achat, le gouvernement est sans réponse face à la perspective d’une ponction supplémentaire sur les revenus. D’autant que pour certains, l’utilisation de la voiture est indispensable et la dépense de carburant aussi contrainte que celles de l’alimentation ou du logement.

Après la hausse de 4 % des prix du gaz au 1^{er} janvier, la facture énergétique va donc de nouveau s’alourdir, même si elle est un peu amortie pour les foyers non imposables bénéficiant de la « prime à la cuve » récemment portée à 150 euros. Au nom de l’équilibre budgétaire, M^{me} Lagarde écarte toute baisse de la TVA. La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) est, elle, insensible aux cours du brut puisqu’elle est assise sur les volumes vendus et qu’elle rentre moins bien dans les caisses quand le prix des carburants dissuade les automobilistes de prendre leur voiture. Fin mars, le gouvernement devrait faire des propositions de réforme de l’ensemble des prélèvements obligatoires. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

Terre

MAISON FONDÉE IL Y A 4,6 MILLIARDS D'ANNÉES

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

SPECIAL NUMÉRO 100

NATIONAL GEOGRAPHIC

AN CÉRIBRE L'HIMALAYA

En vente actuellement

AÉRONAUTIQUE
Les deux plus grands avionsneurs chinois s’apprêtent à fusionner
Selon le quotidien chinois *China Daily* du jeudi 3 janvier, les deux plus grands avionsneurs publics du pays – China Aviation Industry Corp (Avic 1) et Avic 2 – devraient fusionner d’ici au mois de mars dans le but de construire un avion commercial capable de concurrencer Airbus et Boeing. Les deux rivaux occidentaux estiment que les besoins chinois sont de 2 700 à 2 900 appareils d’ici à vingt ans.

HABILLEMENT
Deux nouvelles offres de reprise pour le chausseur de luxe Charles Jourdan
Deux nouvelles offres de reprise ont été reçues par l’administrateur judiciaire en charge de la liquidation de Charles Jourdan survenue le 17 décembre 2007, a annoncé le secrétaire d’Etat aux entreprises, Hervé Novelli jeudi 3 janvier. Ce dernier souhaite que l’Etat se mobilise pour faciliter le retour de la marque dans l’entreprise Charles Jourdan SA. Celle-ci est détenue par Yann Bilquez, en détention à Genève, soupçonné de détournement de fond.

FINANCES
Montant record de fusions-acquisitions en 2007
Le volume de fusions-acquisitions a atteint, en 2007, un niveau record dans le monde à 4 500 milliards de dollars (3 061 milliards d’euros), en hausse de 24 % par rapport à 2006, selon les données de Thomson Financial fournies jeudi 3 janvier.

TABLEAU DE BORD

Asie
Le Japon et l’Inde devraient signer, vendredi 4 janvier, un accord d’échanges de devises.
Chaque pays s’engagerait à fournir à son partenaire jusqu’à 3 milliards de dollars (2 milliards d’euros), une somme que chaque gouvernement tirerait de ses réserves en devises étrangères, et ce afin de pouvoir intervenir sur les marchés en cas de crise financière grave. Les pays asiatiques, à l’initiative du Japon, de la Chine, de la Corée du Sud et de l’Association des nations d’Asie du Sud-Est (Asean), ont signé des accords similaires, afin de prévenir une crise financière comme celle de 1997.

Turquie
La Turquie a connu une inflation de 8,4 % en 2007, soit plus du double de l’objectif du gouvernement, a annoncé l’Institut ture des statistiques, jeudi 3 janvier. C’est la deuxième année consécutive que ce pays n’arrive pas à contenir son inflation dans les limites du programme d’austérité conclu avec le Fonds monétaire international. La banque centrale turque explique ces résultats par les prix élevés du pétrole et une longue sécheresse.

La chute de Colonial met sous tension l’immobilier espagnol

Les difficultés du promoteur pourraient constituer les prémices de la fin de l’âge d’or pour le secteur du logement

MADRID
CORRESPONDANCE
Les récentes déconvenues du promoteur espagnol Colonial semblent être une nouvelle preuve de l’essoufflement de l’immobilier espagnol, un secteur dans la tourmente après avoir connu un véritable âge d’or.
Effondrement de près de 40 % de son titre lors des deux dernières séances de 2007 à la Bourse de Madrid, démission de son patron, Luis Portillo, et cessions d’actifs : Colonial semble au bord du gouffre en ce début 2008. « *Le départ de Portillo est une solution à court terme pour calmer les investisseurs* », selon les analystes de la banque portugaise Espirito Santo.
De son côté, le gendarme de la Bourse espagnole, la CNMV, a tenté, mercredi 2 janvier, d’éviter toute contagion au reste du secteur en suspendant le titre. Mais à la reprise des cotations, jeudi, l’action plongeait à nouveau de 13,3 %.
Colonial, avec des actifs estimés à 13 milliards d’euros, est l’un des grands du secteur en Espagne et

aspirait à se faire un nom en Europe. Il est déjà présent en France, avec une participation de plus de 84 % dans la Société foncière lyonnaise (SFL). L’espagnol a annoncé, mercredi, qu’il baisserait sa participation dans SFL à moins de 60 % pour respecter la législation française sur les sociétés d’investissements immobiliers cotées (SIIC). En Espagne, Colonial a racheté cette année son rival Riofisa pour 2 milliards d’euros. Il détient aussi 15 % du groupe de construction et services FCC.

Réplique
A l’origine des difficultés du groupe, une dette de 9 milliards d’euros, soit plus de 65 % de ses actifs, qui risque d’asphyxier la compagnie dans un secteur en plein ralentissement et affecté par la crise financière internationale.
« *Les actionnaires de Colonial ont commencé l’année 2008 étouffés par le manque de liquidités du secteur* », commente le journal économique *Expansion*. *El Economista* se veut, lui, plus rassurant : « *La sirène des alarmes a été plus importante que l’incendie* », car la « *qualité des actifs est une sorte d’assurance-vie face à son importante dette* ».
Mais le « scénario Colonial » a été vécu comme une sorte de réplique du mini krach qu’a connu la Bourse de Madrid en avril 2007.

La brusque chute des valeurs immobilières avait été interprétée comme le premier signe de l’écèlement de la bulle immobilière espagnole, après des années fastes de construction à tout-va de l’après-franquisme.
La chute vertigineuse d’une petite société immobilière, Astroc, avait entraîné toutes les valeurs du secteur dans son élan. Tous s’étaient alors voulus rassurants sur la santé de deux secteurs importants en Espagne : le logement, qui contribue à 7,5 % de son produit intérieur brut (PIB), selon la banque BBVA, et la construction, qui emploie près de 13 % des salariés. Le gouvernement socialiste avait alors affirmé qu’il s’agissait d’un simple « *ajustement* ».
Mais d’autres signes, comme le surendettement des ménages espagnols, faisaient déjà craindre un essoufflement.
Les chiffres parlent aussi. En 2007, les transactions immobilières ont baissé de 12 % jusqu’à fin octobre. La hausse des prix de l’immobilier a aussi été freinée. Selon une étude de la Deutsche Bank, l’année 2007 s’est achevée sur une hausse moyenne d’environ 4 %, soit une progression moindre que celle de ces dernières années, en moyenne supérieure à 10 %. Pour 2008, Deutsche Bank prédit même une baisse des prix de 2 % à 8 %. ■ – (*Intérim.*)

LES BOURSES DANS LE MONDE 4/1, 10h06									
Pays		Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2007	Mini 2007	PER		
FRANCE	CAC 40	5560,07	4/1	0,25	5665,94	2/1	5515,61	3/1	12,40
	CAC Mid100	7557,87	4/1	0,31	7736,69	2/1	7502,67	3/1	
	CAC Small 90	8008,96	3/1	-0,94	8124,81	2/1	8008,96	3/1	
	SBF 250	3903,61	3/1	-0,26	3953,69	2/1	3903,61	3/1	12,80
ALLEMAGNE	DAX Index	7900,82	4/1	-0,10	8100,64	2/1	7858,39	3/1	12,50
	FTSE 100 index	6517,30	4/1	0,58	6523,90	4/1	6394,60	3/1	12,20
ROYAUME UNI	Swiss market	8336,64	4/1	0,21	9548,09	4/6	8080,91	21/11	12,70
SUISSE	Dow Jones ind.	13056,72	3/1	0,10	13279,54	2/1	12991,37	2/1	13,60
	Nasdaq composite	2602,68	3/1	-0,27	2661,50	2/1	2592,18	3/1	20,50
JAPON	Nikkei 225	14691,41	4/1	-4,03	18300,39	26/2	14542,58	4/1	14,20
	PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : Jacques Chahine Finances ; données : la Cote Bleue. n/d : valeur non disponible.								

COURS DE L'EURO		
	Achat	Vente
DOLLAR US	1,4712	1,4715
YEN	160,8500	160,9100
COURONNE TCHÈQUE	26,1440	26,1640
COURONNE DANOISE	7,4509	7,4519
LIVRE STERLING	0,7465	0,7466
FORINT HONGROIS	252,9500	253,9500
ZLOTY POLONAIS	3,5980	3,6080
COURONNE SUÉDOISE	9,3495	9,3595
COURONNE SLOVAQUE	33,3700	33,4700
FRANC SUISSE	1,6364	1,6373
COURONNE NORVÉG.	7,8791	7,8858
ROUBLE	35,9420	36,0420
LIVRE TURQUE	1,7094	1,7194
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6690	1,6700
DOLLAR CANADIEN	1,4493	1,4504
YUAN CHINOIS	10,7005	10,7105
WON SUD-CORÉEN	1381,7000	1382,7000
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,8997	1,9097
RAND SUD-AFRICAIN	10,0609	10,0709

OR		
	VENDREDI 4 JANVIER 10h07	Cours % var.
ONCE D'OR EN DOLLAR	865,352,93

PÉTROLE		
	VENDREDI 4 JANVIER 10h07	Cours % var.
LIGHT SWEET CRUDE	98,850,33

TAUX		
TAUX D'INTÉRÊT LE 4/1		
	Taux 1j(e)	Taux 3 mois 10 ans 30 ans
FRANCE	3,91	4,64 4,29 4,56
ROYAUME-UNI	5,57	5,83 4,53 4,39
ITALIE	3,91	4,64 4,48 4,90
ALLEMAGNE	3,91	4,64 4,12 4,51
JAPON	0,57	0,89 1,47 2,34
ÉTATS-UNIS	4,39	4,65 3,94 4,46
SUISSE	2,25	2,75 2,93 3,24

SICAV ET FCP		
SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur		
Dernier cours connu le 4/1 à 9h		
Valeur	Cours	date
	en euro	valeur
OPCVM en ligne 08 92 68 09 00 (0,34 €/min)		
Fonds communs de placements		
ECUR.1.2.3 FUTUR	58,97	2/1
ECUR.ACTS EUROPEC	21,33	2/1
ECUR.CAPITPREMIERC	2625,58	2/1
ECUR.CAPITALEC	53,73	2/1
ECUR.DYNAMIQUE +D	46,31	2/1
ECUR.ENERGIE D	50,09	2/1
ECUR.EURIBOR	1187,75	2/1
ECUR.EXPANSION C	17444,22	2/1
ECUR.INVEST D	63,23	2/1
ECUR.MONEPRE.INSTC	112365,54	2/1
ECUR.MONEPREMIERC	2294,14	2/1
ECUR.SECURIPREM.C	2469,38	2/1
ECUREUIL SENSIPREM	3186,72	2/1
ECUR.TRESORERIE C	63,76	2/1
ECUR.TRIMESTRIEL D	255,80	2/1
ATOUT QUANTEURO D	133,86	2/1
CAAM ACTS EUROPE C	388,19	2/1
CAPITOP MONDOBLIG	67,64	2/1
Fonds communs de placements		
ATOUT EUROLAND D	197,08	2/1
ATOUT EUROPE C	582,17	2/1

ATOUT EURO MONDED	42,64	2/1
ATOUT FRANCE C	253,75	2/1
ATOUT FRANCE D	200,70	2/1
ATOUT MODERATIONS C	122,31	2/1
ATOUT MONDE C	45,02	31/12
ATOUT VERT HORIZ C	16,43	2/1
ATOUT VIVATIONS C	131,06	2/1
CAPITOP EUROBLIG C	125,55	2/1
CAPITOP EUROBLIG D	82,41	2/1
CAPITOP MONETAIRE C	214,19	4/1
CAPITOP REVENUS D	158,12	2/1
ATOUT HORIZ DUO	11,59	31/12
Multi-promoteurs		
CM-EUROPE ACTIONS	31,09	3/1
Fonds communs de placements		
CM ACTIONS EURO C	28,60	3/1
CM SELECTION PEA	10,15	3/1
CM OBLIG CT C	192,42	3/1
CM MID ACTS EUROPE	23,62	2/1
CM-CIC TEMPERE	167,44	2/1
CM-CIC DYN.EUROPE	41,41	2/1
CM FRANCE ACTION C	43,76	3/1
CM MONDE ACTIONS	278,24	2/1
CM-CIC EQUILIBRE	75,80	2/1
CM MID-ACTS FRANCE	52,14	3/1
LABANQUE		
www.labanquepostale-am.fr		
LBPAAM ACTIONS PACIFIQUE D	18,43	2/1
LBPAAM MONETAIRE I C	122,46	2/1
LBPAAM MONETAIRE E	55792,04	2/1
LBPAAM MONETAIREID	111,31	2/1
LBPAAM OBLI COURT TERME C	23,32	2/1
LBPAAM OBLI COURT TERME D	17,93	2/1
LBPAAM OBLI LONG TERME I C	138,95	2/1
LBPAAM OBLI LONG TERME I D	127,31	2/1
LBPAAM OBLI MOYEN TERME C	228,53	2/1
LBPAAM OBLI MOYENTERME D	179,04	2/1
LBPAAM OBLI MONDE C	148,75	2/1
LBPAAM OBLI MONDE D	127,17	2/1
LBPAAM OBLI REVENUS	753,35	2/1
LBPAAM PROFIL 80 PEA D	91,17	2/1
LBPAAM PROFIL 100 C	85,13	2/1
LBPAAM PROFIL 100 D	78,07	2/1
LBPAAM PROFIL 15 C	221,03	2/1
LBPAAM PROFIL 15 D	202,49	2/1
LBPAAM PROFIL 50 C	237,77	2/1
LBPAAM PROFIL 50 D	218,41	2/1
LBPAAM PROFIL 80 C	257,14	2/1
LBPAAM PROFIL 80 D	236,92	2/1
LBPAAM PROFIL 80 PEA C	99,55	2/1
LBPAAM TRESORERIE 2 C	3038,30	3/1
LBPAAM TRESORERIE 2 D	2303,52	3/1
Fonds communs de placements		
LBPAAM ACTIONS TELECOM	57,81	2/1
LBPAAM IERE MOYEN TERME	11131,57	2/1
LBPAAM IERE MONETAIRE E	8246,70	3/1
LBPAAM ACTIONS EUROPE C	79,22	2/1
LBPAAM ACTIONS FINANCE	92,90	2/1
LBPAAM ACTIONS SANTE	103,15	2/1
LBPAAM ACTIONS TECHNOLOGIE	25,51	2/1
LBPAAM ACTIONS EUROPE D	77,31	2/1
LBPAAM ALTERNA 10 R	118,54	2/1
LBPAAM MONETAIRE I	590624,36	2/1
LBPAAM OBLI CREDIT	127,64	2/1
LBPAAM OBLI EUROPE C	115,21	2/1
LBPAAM OBLI EUROPE D	103,22	2/1
FCP Multi-gestion		

(Publicité)

breakingviews.com

La postérité vaut bien une petite perte

L'HISTOIRE retiendra que le premier à avoir payé 100 dollars pour un baril de pétrole fut un trader américain nommé Richard Arens et travaillant au parquet du New York Mercantile Exchange (NYME). Pour cette performance, il recevra d'ailleurs un certificat qu'il ne manquera pas d'encaisser et d'exposer très rapidement. Il pourra ensuite se vanter sans complexe d'avoir été l'homme qui...
L'histoire, en revanche, oubliera sans aucun doute quelle fut la première personne à vendre un baril à 100 dollars. Et pourtant, c'est bien elle qui fut la grande gagnante de l'opération. Ce vendeur méconnu s'est en effet débarrassé de quelque 1 000 barils à un prix supérieur de 60 cents à celui du marché, ce qui lui a valu un profit immédiat de 600 dollars (407 euros), pendant que sa contrepartie encaissait la perte.

Entrer dans l'histoire

C'est vrai, les opérateurs privés peuvent vendre ou acheter ce qu'ils veulent au prix qu'ils veulent, même si toutes les transactions ne leur valent pas un joli certificat. Nombre de produits financiers sont échangés hors séance, ce qui empêche le trader éventuellement appelé à entrer dans l'his-

toire d'avoir officiellement son titre de gloire. Cela dit, si l'acheteur est prêt à payer au-dessus du prix pour le plaisir de passer à la postérité, le vendeur serait bien ingrat de lui refuser ce petit plaisir et par là même de se priver de la plus-value qui l'accompagne.
Dans ce contexte, il serait bien dommage que M. Arens abandonne sa quête d'immortalité dans le monde des marchés. D'autant que l'année 2008 s'annonce bien : elle devrait être un grand cru en matière de prix symboliques franchis.
Pour une perte négligeable, M. Arens peut également devenir le premier à avoir payé 1 000 dollars l'once d'or ou 1,50 dollar l'euro. Il pourrait même concurrencer certains restaurants londoniens qui ont recouvert leurs murs avec ces fameux emprunts russes d'avant la première guerre mondiale ou encore ces actions des chemins de fer argentins qui ne valent plus rien aujourd'hui.
Et si notre trader du NYME s'offrait le plaisir d'être le dernier individu à avoir acheté des titres de la banque britannique Northern Rock pour 100 pences ? ■
SIMON NIXON

Pour plus de commentaires, connectez-vous sur breakingviews.com

VALEURS DU CAC40

Vendredi 4 janvier 9h45									
Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN	
ACCOR	53,38	54,03	-1,20	-2,41	55,75	53,36	2,95 T	FR0000120404	
AIR FRANCE-KLM	23,16	23,28	-0,52	-3,70	24,61	22,86	0,48 T	FR0000031122	
AIR LIQUIDE	104,19	103,29	0,87	2,36	104,39	101,15	4,00 T	FR0000120073	
ALCATEL-LUCENT	5,01	4,95	1,21	1,21	5,15	4,91	0,16 T	FR0000130007	
ALSTOM	143,23	142,89	0,24	-2,56	150,48	141,01	0,80 T	FR0010220475	
ARCELOMITTAL	51,45	51,75	-0,58	-3,27	54,15	51,32	0,19 A	LU0323134006	
AXA	27,00	26,96	0,15	-1,42	27,60	26,50	1,06 T	FR0000120628	
BNP PARIBAS	73,92	73,42	0,68	-0,40	74,98	72,62	3,10 T	FR0000131104	
BOUYGUES	53,74	53,50	0,45	-5,72	57,25	52,77	1,20 T	FR0000120503	
CAP GEMINI	41,00	41,33	-0,80	-4,65	43,58	40,90	0,70 T	FR0000125338	
CARREFOUR	52,05	51,94	0,21	-2,33	53,75	51,70	1,03 T	FR0000120172	
CREDIT AGRICOLE	22,94	22,77	0,75	-0,56	23,38	22,56	1,15 T	FR0000045072	
DANONE	60,95	61,04	-0,15	-0,73	62,36	60,48	2,00 T	FR0000120644	
DEXIA	17,36	17,18	1,05	0,87	17,64	16,96	0,61 T	BE0003796134	
EADS	21,31	21,27	0,19	-2,38	22,20	21,01	0,10 T	NL0000235190	
EDF	81,65	81,50	0,18	0,21	82,10	80,00	0,58 A	FR0010242511	
ESSILOR INTL	43,16	42,87	0,68	-1,12	44,39	42,58	1,10 T	FR0000121667	
FRANCE TELECOM	24,37	24,22	0,62	-1,02	24,88	24,11	1,20 T	FR0000133308	
GAZ DE FRANCE	41,26	41,49	-0,55	3,15	41,63	39,53	1,10 T	FR0010208488	
LA FARGE	118,89	118,89	n/d	-4,51	125,45	117,51	3,00 T	FR0000120537	
LAGARDERE	50,52	50,00	1,04	-1,50	52,09	49,66	1,20 T	FR0000130213	
L'OREAL	95,91	95,86	0,05	-2,11	99,26	95,01	1,18 T	FR0000120321	
LVMH MOET HEN.	81,85	81,54	0,38	-1,00	83,93	80,93	0,35 A	FR0000121014	
MICHELIN	74,21	75,90	-2,23	-5,46	79,90	74,19	1,45 T	FR0000121261	
PERNOD RICARD	158,59	158,08	0,32	0,31	159,93	156,85	1,26 S	FR0000120693	
PEUGEOT	48,84	49,90	-2,12	-5,81	53,19	48,55	1,35 T	FR0000121501	
PPR	104,25	104,83	-0,55	-5,23	112,76	102,60	3,00 T	FR0000121485	
RENAULT	91,55	93,54	-2,13	-5,63	99,16	91,45	3,10 T	FR0000131906	
SAINT-GOBAIN	62,51	62,09	0,68	-3,07	65,26	61,30	1,70 T	FR0000125007	
SANOFI-AVENTIS	61,50	61,54	-0,06	-2,35	63,73	61,23	1,75 T	FR0000120578	
SCHNEIDER ELECTRIC	90,61	89,95	0,73	-2,23	94,29	89,11	3,00 T	FR0000121972	
SOCIETE GENERALE	99,45	97,74	1,75	0,53	99,91	95,92	5,20 T	FR0000130809	
STMICROELECTRONICS	9,42	9,47	-0,53	-0,88	9,89	9,38	1,19 T	NL0000226223	
SUEZ	48,02	47,94	0,27	3,22	48,25	46,15	1,20 T	FR0000120529	
TOTAL	58,37	57,65	1,16	2,62	58,38	56,15	1,00 A	FR0000120271	
UNIBAIL-RODAMCO	150,78	149,54	0,83	0,5	153,97	145,71	1,70 A	FR0000124711	
VALLAUREC	170,16	176,61	0,31	-3,24	185,25	177,01	1,00 S	FR0000120354	
VEOLIA ENVIRON.	63,23	63,82	-0,06	-1,25	63,89	61,50	1,05 T	FR0000124141	
VINCI	46,96	46,50	0,99	-2,79	50,80	46,14	0,47 T	FR0000125486	
VIVENDI	31,04	31,07	-0,10	-1,08	31,60	30,71	1,20 T	FR0000127771	

Cours en euros.

■ : valeur pouvant bénéficier du service de régularité différé (SRD). ■ : valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation. Plus haut et plus bas : depuis le 1/1/2007, n/d : valeur non disponible. A : compte, S : solde, T : totalité.

Retrouvez l'ensemble des cotations sur notre site Internet : <http://finance.lemonde.fr>

Kenneth McKenzie Wark

Le gourou des hackers

PARCOURS	1961 Naissance à Newcastle (Australie).	2000 Mariage avec une actrice de théâtre américaine et installation à New York.	2003 Naissance de son fils Felix.	2004 Professeur au Eugene-Lang College The New School for Liberal Arts à New York.	2006 Publication en français de « Un manifeste Hacker » (éd. Criticalsecret).
-----------------	---	---	---	--	---

L’Australien est devenu la référence de tous les activistes qui veulent transformer les modes de création, de distribution et de diffusion des biens et services, en particulier dans le numérique

La première fois que son nom a circulé à Paris, c’était à la République des blogs. Le rendez-vous est devenu une quasi-institution, pour tout ce que le Net français compte de blogueurs politiques et de citoyens journalistes. Dans un café parisien, ou depuis peu en province et en Belgique, ceux qui ne débattent ordinairement que dans le virtuel, sans se voir ni vraiment se connaître, ont pris l’habitude de se retrouver aussi autour d’un verre une fois par mois dans la vraie vie.

« Ken McKenzie vient bientôt en France », avait soufflé l’un d’eux. McKen... qui ? Kenneth McKenzie Wark, l’auteur, en 2004, de *Hacker Manifesto* (Un manifeste hacker pour la traduction française). Le gourou des hackers, des acteurs du logiciel et de la culture libre. Certains voient en lui « le Karl Marx du XXI^e siècle ». Cette annonce ne pouvait pas laisser les blogueurs indifférents.

Direction Marseille, fin octobre 2007, où Kenneth McKenzie Wark est attendu. Il participe à une conférence : « Hackulturation, culture libre, culture hacker », organisée par Les Rencontres place publique, une association qui réunit des intellectuels français et étrangers autour de questions politiques, sociologiques, esthétiques sur l’art. Dans une des alcôves du Centre de la Vieille Charité – lieu destiné à l’origine à abriter vagabonds et orphelins –, Kenneth McKenzie Wark est en effet présent. Vêtu de noir, les cheveux longs, une grosse mouche d’argent à l’index et le regard lointain.

Il est né en Australie il y a quarante-six ans, à Newcastle, ville côtière et ouvrière de quelque 200 000 âmes, en Nouvelle-Galles du Sud, à 160 km au nord de Sydney. « Une ville que l’on quitte sans honte et sans regret », dit-il. Il a étudié les médias à l’université de Sydney et à la Murdoch University.

Militant du Parti communiste australien, il se souvient avoir manifesté contre la fin de l’éducation supérieure gratuite. L’événement n’est pas anodin, pour cet



homme qui est devenu un des penseurs de la culture libre. Son livre de chevet est une œuvre collective, l’encyclopédie Wikipédia, le symbole d’une information enfin libérée.

« J’ai quitté l’Australie à 30 ans, mais j’aurais dû le faire à 20 quand s’est évanoui mon rêve d’une Australie multiculturelle, progressiste, ayant définitivement tourné le dos à son histoire raciste. Quand il fut clair que la gauche avait perdu. » Il a suivi sa femme américaine à New York, où il s’est installé en 2000. Depuis 2004, il est professeur en culture et médias au Eugene-Lang College The New School for Liberal Arts à New York. C’est aux Etats-Unis, en lisant *La Société du spectacle* (Gallimard, 1992), de Guy Debord, que l’inspiration

du manifeste lui est venue. Il considère que le théoricien, un des fondateurs de l’Internationale situationniste, est un « hacker de Karl Marx ».

Il se souvient, jeune étudiant, avoir assisté à une conférence du philosophe français Jean Baudrillard. Il est resté marqué par la très grande liberté d’esprit de celui-ci, et la « très grande liberté de ses références ». Le manifeste de McKenzie a été l’un des derniers coups de cœur du philosophe, peu avant sa mort, en mars 2007. Son manuscrit a été refusé par de nombreux éditeurs, avant d’être publié par Harvard University Press. *Hacker Manifesto* a été traduit en huit langues, et est sorti en France en 2006 aux éditions Criticalsecret. Le manifeste tiré à 400 exemplai-

res contient 389 aphorismes. « C’est un poème épique et conceptuel », selon Aliette Guibert, son éditrice. « Un livre beau, dense, énergique, enthousiasmant », pour le philosophe Patrice Maniglier.

Retour à Marseille. La petite salle voûtée de la Vieille Charité est clairsemée. Il y a des enseignants en informatique, des acteurs de la contre-culture et du logiciel libre, « hacktivistes » en tout genre. Public hétéroclite et turbulent, caractéristique des milieux de l’underground informatique, au croisement des univers interlopes du réseau et d’une avant-garde artistique radicale.

Autrement dit, les mondes où se sont reconnus les premiers hackers, dans le sens que McKenzie Wark donne au ter-

me. Pas des pirates, mais des « dépeceurs, des limiers d’univers, des tâcherons de l’abstraction, à la fois les bousilleurs et les novateurs ». Ceux qui, explique-t-il, dans sa langue si particulière produisent, inventent de nouveaux concepts, de nouvelles perceptions, de nouvelles sensations « hackées » à partir de données brutes. Des sortes de Robin des bois des temps numériques.

« Quel que soit le code que nous hackons, poursuit l’auteur, qu’il soit langage de programmation, langage poétique, mathématique ou musique, courbes ou couleurs, nous sommes les extracteurs des nouveaux mondes. » Le hacker est celui qui « libère l’information des vecteurs où elle est enfermée et prise en otage », précise le critique d’art Stephen Wright, un proche de McKenzie. Si l’Australien cite souvent des philosophes, il évoque aussi la rébellion de Courtney Love contre les maisons de disques américaines, ou bien encore l’initiative du groupe Radiohead qui a proposé à chaque acheteur de fixer lui-même le prix de son dernier album.

« L’information peut partout être libre, mais elle est partout enchaînée », résume Kenneth McKenzie, en référence au credo de la cyberculture des années 1980. Dans



L’information peut partout être libre, mais elle est partout enchaînée



l’univers de McKenzie, se côtoient Debord et Robin des Bois, Rousseau et Courtney Love, les informaticiens du Massachusetts Institute of Technology et les paysans anglais du VIII^e siècle opposés à l’enclosure, Baudrillard et Kathy Aker, romancière expérimentale américaine.

La théorie de l’auteur, qui se définit « comme un crypto-marxiste », dessine les frontières d’une nouvelle lutte des classes, version société numérique. D’un côté, donc, les hackers, prolétaires de l’information. De l’autre, la classe dirigeante composée des propriétaires des vecteurs qui « mènent un intense combat pour déposséder les hackers de leur propriété intellectuelle ».

« Une théorie intéressante comme vision postmarxiste de l’exploitation de l’homme par l’homme », résume Paul Mathias, professeur au collège international de philosophie. Il a dirigé le numéro de la revue *Rue Descartes* (PUF) qui a consacré un dossier au *Manifeste Hacker*. Aux Etats-Unis, Kenneth McKenzie Wark a déjà publié un autre ouvrage : *Gamer Theory*. Un livre libre de droit, mis en ligne, développé de manière interactive avec les internautes. Un véritable fruit de hackers. ■

OLIVIER ZILBERTIN
PHOTO OLIVIER METZGER
POUR « LE MONDE »

Le livre
du jour

L’avenir de l’Europe,
par anticipation

Traditionnellement, le début de l’année est le temps des bilans et des prévisions. Les unes ne vont d’ailleurs pas sans les autres et il n’est pas interdit de porter son regard au-delà de l’année qui s’ouvre. C’est ce qu’ont fait les chercheurs de l’Institut d’études de sécurité de l’Union européenne (UE) en s’interrogeant sur le monde dans lequel l’Europe sera plongée en 2025. Leur travail a pour origine la commande d’une organisation liée à l’UE. Mais, sous la houlette de Nicole Gnesotto, qui a quitté récemment le poste de directrice de cet institut, et de Giovanni Grevi, ils ont su transformer un rapport administratif en un livre plaisant à lire.

Leur objectif n’était pas de faire de la prospective proprement dite, encore moins de lire dans le marc de café. Ils ont choisi d’analyser les grandes tendances qui traversent le monde contemporain par thème (démographie, économie, environnement, etc.) et par région ou grand pays, en s’assurant à chaque fois la collaboration de spécialistes.

L’image qui s’en dégage est pleine de contrastes. La mondialisation va se poursuivre, voire s’intensifier, et en même temps elle va renforcer les différences entre les Etats et les nouveaux acteurs globaux apparus au cours des dernières années. Le monde sera plus interdépendant et plus segmenté. L’action combinée de la démographie, de la détérioration de l’environnement et de la quête de ressources énergétiques risque de plonger une grande partie de l’humanité dans une situation plus dramatique encore que celle subie aujourd’hui par les pays pauvres.

Le Monde en 2025
sous la direction de Nicole Gnesotto et Giovanni Grevi
Préface de Pascal Lamy
Robert Laffont, 314 p., 18 €

Cette diversification aura une conséquence sur le leadership mondial, ou plutôt sur l’impossibilité pour une seule grande puissance, aussi forte soit-elle, d’imposer son ordre, alors que les facteurs de stabilité du système international, comme la confrontation Est-Ouest pendant la guerre froide, ont disparu.

Les auteurs relèvent trois tendances fondamentales de l’ordre ou du désordre international : le retour des politiques de puissance qui rendra difficile l’émergence d’une gouvernance mondiale digne de ce nom ; la consolidation d’ensembles régionaux régis par des principes de mutualisation des intérêts – dont le meilleur exemple reste l’Europe ; la présence continue d’Etats faibles, incapables d’assurer leurs fonctions traditionnelles.

Les auteurs reconnaissent que ces trois composantes de la vie internationale ne sont pas inédites. La nouveauté de la situation tient, selon eux, dans leur concomitance et dans leur influence mutuelle dans un monde globalisé, où personne n’est à l’abri de ce qui se passe ailleurs.

La question est de savoir comment une construction originale comme l’UE peut survivre et se développer dans un voisinage aussi tourmenté. Du côté des atouts, l’expérience de la résolution négociée des conflits d’intérêts. Du côté des manques, la difficulté à définir des intérêts communs propres à l’UE et à mettre en place des instruments pour les promouvoir. L’Union s’y est employée ces dernières années avec des fortunes diverses, depuis l’adoption d’une doctrine stratégique en 2003 à la signature du traité réformant les institutions. Mais la première apparaît déjà dépassée et sa mise à jour se heurte à des divergences de vues entre les principaux pays membres. Quant au traité dit simplifié, il ne répond que partiellement aux défis auxquels le projet de Constitution était supposé apporter une solution.

Dans le monde de 2025, « plus interdépendant, plus complexe et plus instable », l’Occident verra son influence relative diminuer au profit de nouvelles puissances et de nouveaux acteurs internationaux. Mais l’Europe pourrait se trouver bien placée pour concilier la multipolarité inévitable et le multilatéralisme souhaitable. Encore faudrait-il qu’elle le veuille. C’est un espoir raisonné que les auteurs nous invitent à partager. ■

DANIEL VERNET

Benazir Bhutto ou l’injustice universelle

L’assassinat d’un symbole de la démocratie en terre d’islam ne doit pas freiner la marche vers l’égalité

En arrachant la vie d’une femme devenue le symbole démocratique et progressiste d’un pays musulman, l’assassinat de Benazir Bhutto contredit l’idée, la réalité et le sens de la Justice.

La barbarie de cet acte terroriste défie la morale et le droit, autant que les repères du Juste et du Bien.

Elle est l’incarnation suprême de l’Injustice. Celle qui ne connaît ni les frontières du temps ni celles de l’espace. Celle qui crée un écho universel reniant simultanément la voie de la Justice et le sens de l’Histoire. Parce qu’enlever la vie de Benazir Bhutto, c’est vouloir annihiler les jalons sociaux, politiques et humains qui doivent pourtant lui survivre.

Comme Indira Gandhi ou Olympe de Gouges, Benazir Bhutto est allée au bout de ses convictions. Son courage politique a surpassé son instinct de survie. La complexité de son engagement reflète les difficultés de son pays. Elle

Rachida Dati

Garde des sceaux, ministre de la justice

traduit, parallèlement, les stigmates du monde actuel : l’indispensable dialogue entre l’Orient et l’Occident ; la ténuité des frontières entre la spiritualité et la laïcité, entre la démocratie et l’autorité, entre l’Etat civil et l’Etat militaire ; le respect de la place accordée aux femmes, envers et contre tout.

De plus en plus, les femmes font l’actualité de la planète. Du progrès, surgissent des femmes engagées, revendiquant la modernité, la rupture avec la culture de la guerre, de la puissance et de la domination. Autant de symboles archaïques contrevenant à la capacité de développement d’un pays. Car les conditions du plein essor supposent de reconnaître les droits civils et de respecter la dignité de toute une population.

Pas uniquement ceux d’une moitié de celle-ci.

La force de l’Histoire a transformé la condition des femmes en laboratoire du changement social. Les droits qui leur sont reconnus en témoignent : l’éducation, le vote, la capacité à exercer une activité politique ou économique. La force de leurs engagements les impose, en même temps, comme un vecteur de paix.

Il existe une relation symbolique entre l’idée de la femme, de la mère, et celle de la Nation. Il existe également un ressort vital les conduisant à refuser la mort de leurs enfants. De Golda Meir à Shirin Ebadi, Taslima Nasreen, Aung San Suu Kyi, Sœur Emmanuelle ou Ingrid Betancourt, chaque combat de femme est un pas supplémentaire vers l’humanité.

Précisément parce qu’elle touche une femme, l’injustice qui a frappé Benazir Bhutto est encore plus criante et universelle. Il n’est pas question que sa dispari-

tion demeure vaine. Il n’est pas envisageable que l’Histoire fasse machine arrière.

Plus que jamais, la Justice doit imposer le respect de la liberté et de la démocratie, en sanctionnant ses atteintes. Plus que jamais, elle doit être l’outil du maintien de la paix dans le monde, dont les femmes sont les héroïnes, autant, voire davantage, que les hommes. Plus que jamais, elle doit permettre de réduire l’écart entre la réalité de la société et celle de l’Etat.

A défaut de rendre la vie à Benazir Bhutto, l’honneur de sa mémoire impose, pour le moins, de faire de l’égalité des chances un principe aussi incontournable que celui de l’égalité des droits.

Il y a deux siècles, Olympe de Gouges écrivait déjà : « Si la femme a le droit de monter sur l’échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la Tribune. »

Il est du devoir de la Justice de rattraper le temps et les droits perdus, pour que toutes ces vies ne le soient plus. ■

La nageuse dans le tourbillon du star-system

Le comportement des médias vis-à-vis de la jeune championne Laure Manaudou est indigne

Le 16 décembre 2007, à l’issue des championnats d’Europe, Laure Manaudou est reçue par Laurent Delahousse au journal du soir de France 2. Après quelques questions sur les médailles glanées par la nageuse, le présentateur aborde suavement le sujet qui a agité toute la presse (altercation avec Luca Marin à propos d’une bague de « fiançailles » rendue) : « Vos démêlés avec votre ex-petit copain ont-ils eu une influence sur vos résultats ? » Désarçonnée par cette intrusion, la jeune fille bredouille une réponse. Le journaliste, lui, ne manifeste aucune gêne : en ouvrant le voile sur la vie sentimentale assez normalement mouvementée d’une jolie naïade de 20 ans, il pense faire consciencieusement son métier. Tel qu’il est devenu.

Plongée dans l’histoire de Laure. Au départ, la natation n’a rien de charismatique. Peu d’argent y circule, des clubs locaux fonctionnent au service d’une activité de loisirs pour gamins. Le spectacle de ce sport sans risque est minimaliste : la caméra filme des bras qui moulinent au milieu des vagues, les visages disparaissent dans l’écume et, à l’arrivée, le journaliste assène des chronomètres au centième de seconde dépourvus de signification pour les néophytes. En deux événements successifs de 2004, les championnats d’Europe (trois médailles d’or) et les Jeux olympiques (trois médailles, dont l’or sur 400 mètres), les médias se sont pris de

Monique Dagnaud

Sociologue (CNRS-EHESS), membre du conseil de surveillance du groupe Le Monde

folie pour Laure Manaudou. Plus encore que le palmarès époustouflant, c’est la stature, les « qualités » du personnage qui ont contribué à fabriquer l’icône.

Laure Manaudou est d’abord un physique. Toutes les nageuses arborent de larges épaules et un thorax étroit de danseuse, mais la championne française, plus que les autres, dégage un air d’élégance déliée. Les pommettes que creuse l’effort du corps mené à bout rendent le visage sculptural : sur le podium de ses victoires, la jeune fille porte ce masque de vestale dépouillé de toute afféterie – cheveux et peau comme marbrés par l’eau. La collectionneuse de records du monde, surtout, est auréolée d’une légende.

Départ à 13 ans de chez sa famille pour suivre un coach surprenant – cheveux au vent, il bouge comme un magicien de film gothique. Humeurs virevoltantes au gré de l’ordre d’arrivée en finale : première place, sourire extatique ; deuxième place, elle se maudit. Entraînement qui paraît surhumain à tout humain normalement constitué. Vie amoureuse d’adolescente changeante et passionnée. Les ingrédients pour la sublimation étaient là, les médias en ont fait leur miel, dessinant à coups de

projecteurs un destin hors norme. Désormais, Laure Manaudou cumule les attributs d’une star : étoile cathodique, égérie pour des marques de luxe, idole des blogs.

Tout pourtant sépare une star d’une sportive d’exception. La première nourrit l’imaginaire et génère une économie de casino. La seconde applique un programme rigoureux et exigeant. La première cultive son éclat glamour, elle doit resplendir dans le regard de l’autre ; la seconde est fixée sur un objectif de performance, elle est concentrée sur elle-même. L’univers de l’information, dans son ensemble, s’est employé à construire l’image d’une icône, et s’est peu attardé sur la nageuse.

La vraie vie de Manaudou n’intéresse guère les fabricants d’illusion. On rêve pourtant aux aspects qu’un journaliste pourrait explorer. Quelle trajectoire a conduit les trois rejets d’un employé de banque d’Ambérieu-en-Bugey à être fascinés par le Grand Bleu au point d’en faire quasiment un métier (le frère aîné est entraîneur, le cadet suit les traces de sa sœur) ? Quelles ressources psychologiques faut-il mobiliser pour se lever tous les jours à l’aube et plonger dans l’eau chlorée, où se jouera pendant de longues heures un corps-à-corps avec soi-même ? Quel est le régime d’entraînement d’un champion dans la compétition mondialisée du sport, rythmée par le roulement incessant des championnats, qui sont autant de spectacles organisés pour les télévisions ? Quelle est l’économie de la natation, sport en voie

de professionnalisation en France, mais qui ne fait vivre que quelques happy few au sommet de leur talent ? Quelles conditions déterminent les contrats de sponsoring ? Le sport de haut niveau est une activité dont le back-office est passionnant par son intensité humaine, et sophistiqué par sa construction économique. Or, l’itinéraire de Laure Manaudou vu par les médias se simplifie à l’extrême : le recensement de ses performances, et le recensé de ses aléas relationnels, avec ses entraîneurs et-ou ses amoureux.



Et le public ? Le 16 décembre, Rue89 a diffusé un article qui relate avec force détails les péripéties amoureuses de la championne : dans les heures suivantes, 17 300 lecteurs ont cliqué sur le texte du « site de la révolution de l’info », soit dix fois plus que pour un article lambda. Et pas un média, y compris parmi les plus sérieux, n’a omis de traiter l’actualité de la nageuse sous cet angle. L’information people rassase les mêmes anecdotes, use de focales identiques, au point que son succès peut être analysé selon ce principe de répétition : un roman qui rassure, qui retient un temps immobile où personne ne vieillit. Les spectateurs dégustent cette saga, et s’offrent en outre la jouissance de vitupérer contre le viol de la vie privée. Consommation plaisante, l’info people n’induit aucun débat ou réflexion sur les sujets qu’elle traite qui se suffisent en eux-mêmes par leur banalité. Mais elle nourrit une controverse sur elle-même. Le thème dont se repaît l’indignation populaire, dans un art éprouvé de la contradiction, c’est elle.

La télévision offre un autre déplacement. Elle déboulonne la star de son piédestal, la convie à dévoiler ses petites turpitudes, jouant d’une familiarité qui se veut complice. Mais l’est-elle réellement ? Quel journaliste aurait questionné Greta Garbo sur ses amants ? Qui aurait traité Esther Williams avec une telle désinvolture ? Le regard de Laure Manaudou face à Laurent Delahousse reflétait un incrédulité : la sirène honorée tant de fois par *La Marseillaise* se voyait reléguée au rang de midinette. Le journaliste ne remarqua même pas la stupéfaction, la prunelle en rage de la reine offensée. Pressé de boucler son journal, il passa au sujet suivant. ■

Cabine fumeur par Napo





A l'Ecole des Amériques

A Fort Benning, dans l'Etat de Géorgie, une base accueille des soldats d'Amérique latine. « Une école vouée à la paix et au progrès humain », selon l'armée américaine. « Une école des assassins », corrigent les défenseurs des droits de l'homme

NICOLAS BOURCIER
ENVOYÉ SPÉCIAL

Bruits de bottes, rafales de mitraillette, barbelés et fumigènes de toutes les couleurs. Difficile d'imaginer mise en scène plus réaliste. Ici, les bois nouveaux et escarpés de Fort Benning, base militaire américaine à cheval sur la Géorgie et l'Alabama, signent le décor d'une guerre en Technicolor. Les hommes courent, rampent, suent à grosses gouttes. Des hélicoptères de combat se posent et décollent

dans un ballet assourdissant. Plus loin, la radio d'une voiture de l'armée laisse même s'échapper un vague filet musical. Sauf que ce n'est pas du cinéma.

Ils sont une vingtaine, tous officiers, âgés entre 30 et 45 ans. Ils portent le treillis de camouflage américain, un « US » inscrit en noir dans le dos, mais ne s'expriment qu'en espagnol. Pas un mot d'anglais pendant l'exercice. Ils sont latinos. La crème des armées d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, sélectionnée par leurs états-majors pour suivre une des meilleures formations du genre.

L'Ecole des Amériques, rebaptisée en 2001 Western Hemisphere Institute for Security Cooperation (Whinsec), est un gigantesque centre d'entraînement et de formation du département de la défense consacré aux militaires et personnels de sécurité du sous-continent. Une véritable institution entre les mains de la puissance nord-américaine. Ses origines remontent aux premières années de la guerre froide et elle a déjà vu passer plus de 65 000 élèves.

Chaque année, ils sont environ 1 000 soldats et policiers à venir s'installer

pour quelques semaines ou quelques mois dans ce sud profond des Etats-Unis pour renforcer la coopération militaire. Assis sagement dans une salle perdue au fond d'un des interminables couloirs du prestigieux bâtiment central de l'école, une trentaine de militaires prennent des notes. Le professeur, chemise civile et cravate, gesticule entre tableau et rétroprojecteur. Il fait partie des trois enseignants des droits de l'homme exerçant dans l'école. Trois sur les deux cents employés et instructeurs que compte la base. « *Il faut respecter le droit et les libertés fondamentales* », martèle-t-il en espagnol. Il évoque le « *peuple* ». Insiste sur la « *dignité humaine* », « *facteur essentiel de la règle du jeu* ». Un colonel colombien, à peine plus âgé que ses camarades, lève soudain la main : « *Comment voulez-vous lutter contre les guérilleros des FARC avec la dignité humaine ?...* »

Les élèves sont là au nom de la guerre contre le terrorisme et le narcotrafic, en défense des « *principes démocratiques* », d'après la charte de l'établissement. « *Une école vouée à la paix et au progrès humain* », selon le commandement sud de l'armée des Etats-Unis (Southern Command, Southcom), le principal dispositif militaire en Amérique latine. « *Une école des assassins* », corrigent les défenseurs des droits de l'homme, qui lui reprochent d'avoir cautionné les régimes autoritaires du passé et de perpétuer une politique hégémonique sur l'« *arrière-cour* » de Washington.

La liste des griefs est longue. Implantée à ses débuts, en 1946, sur les bords du canal de Panama, l'école a fait parler d'elle en 1993, dix ans à peine après avoir déménagé sur cette base de Fort Benning. La publication des noms des soldats diplômés a révélé l'implication de plusieurs centaines d'anciens élèves dans des assassinats, disparitions et actes de tortures.



Depuis 1946, plus de 65 000 militaires sud-américains, triés sur le volet, ont suivi des cours au centre de formation et d'entraînement rebaptisé Whinsec en 2001. PHOTOS JÉRÔME DE PERLINGHI POUR « LE MONDE »

Parmi les plus célèbres, deux anciens dirigeants de la junte argentine, les généraux Roberto Viola et Leopoldo Galtieri. L'ancien homme fort du Panama Manuel Noriega. Le colonel salvadorien Domingo Monterrosa, chef du sinistre bataillon Atlacatl, impliqué dans le massacre d'El Mozote en 1981. Le général hondurien Luis Alonzo Discua, ancien responsable d'une unité d'escadrons de la mort connue sous le nom de « bataillon 3-16 ». Roberto d'Aubuisson, père des escadrons de la mort au Salvador et instigateur de l'assassinat de l'archevêque Oscar Romero. Le président dictateur bolivien Hugo Banzer, ou encore le général hondurien Humberto Ragalado, lié aux cartels de la drogue colombiens.

Trois ans après la publication de cette liste, nouveau scandale, celui des « Manuels de torture ». Selon une enquête interne du Pentagone, un document de plusieurs volumes, consacré à la lutte contre les guérillas, a circulé au sein de l'établissement entre 1982 et 1991, recommandant des techniques d'interrogatoire pour le moins musclées et définitives. La presse s'en fit l'écho, allant jusqu'à réclamer la fermeture du centre, comme le fit le *New York Times* en septembre 1996 dans un éditorial célèbre, intitulé « L'Ecole des dictateurs ».

Le colonel Gilberto Perez hausse les épaules. « *Du passé* », glisse-t-il sans sourciller. Dans son bureau encombré jusqu'au plafond de photos de souvenirs glorieux, l'actuel commandant de l'école se montre à son aise pour défendre l'institution. Il fait partie de la génération « d'après », de ces gradés nommés dans les années qui ont suivi la controverse. Des hommes décidés à entrouvrir les portes et à reprendre la main en matière de relations publiques, convaincus des bienfaits de l'établissement.

« *Le manuel avait été introduit par un officier venu de l'extérieur* », explique-t-il docement. Comme tous les militaires rencontrés sur la base, il affirme que de telles pratiques n'ont jamais été cautionnées par l'école. Lui parle d'« *éthique* », d'entraînement « *pour professionnels* », de prévention des excès. Il ne nie pas que certains diplômés aient commis des exactions. « *Des cas isolés*, estime le commandant. *A-t-on fermé Harvard après les morts d'Unabomber* (chercheur scientifique diplômé de l'université et auteur de colis piégés) ? »

L'Ecole des Amériques n'a donc pas fermé ses portes, mais a changé de nom. Une

manière de tourner la page, officiellement du moins. Des cours ont été supprimés, d'autres renommés, comme l'a observé la chercheuse Lesley Gill, dans son livre réquisitoire *The School of the Americas* (éd. Duke University Press, 2004). Les « opérations psychologiques », ces fameuses techniques de manipulation des masses appelées « *spyops* », ont été remplacées par des cours intitulés « Opérations d'information ». Coiffé Civil-Military Operations est venu coiffer une batterie de formations d'aide et de secours aux populations locales. Subsiste tout de même un entraînement à l'« action civique militaire », consis-

tant à convaincre les civils du bien-fondé des interventions. Le « *sniper course* », l'entraînement au tir de précision, a été retiré du programme. Mais il suffit de faire un tour du côté des installations en contrebas de la base pour se trouver face à un champ de tir de plusieurs centaines de mètres de long, accessible en toute discrétion.

D'autres formations encore plus présentables sont venues s'ajouter au catalogue. Des classes intitulées « Opérations de paix », « Déminage humanitaire » ou « Entraînement aux droits de l'homme ». Soit, par élève, entre huit et quarante heures d'instruction supplémentaire, centrée sur les droits civiques et les règles internationales. « *Pour être en phase avec l'air du temps* », explique Antonio Raimondo, le responsable de ce nouvel enseignement. Ce juriste affable et souriant, ancien militaire aujourd'hui quinquagénaire, représente à lui seul la bonne conscience de l'établissement. C'est lui que les autorités militaires citent en exemple, lui qui assiste à pratiquement toutes les rencontres officielles, les séances publiques avec des adversaires de l'école, les réunions annuelles à Washington face au panel d'observateurs civils et militaires chargés de faire le point sur le contenu pédagogique.

« *La torture n'a jamais été enseignée ici* », lâche-t-il avant même qu'on lui pose la question. Il dit être là pour élever le niveau, « *parce que, pour changer les individus, il faut bien commencer quelque part* ». Tout le monde ici reconnaît à mots couverts que les responsables militaires sud-américains n'envoient pas leurs soldats à Fort Benning pour des séances de droits de l'homme. Mais Antonio Raimondo reste persuadé de l'utilité de cette formation à l'heure où l'Amérique latine s'installe « *dans la transition démocratique* ». Les récentes arrestations d'anciens élèves impliqués dans des réseaux mafieux liés aux cartels de la drogue ? M. Raimondo explique fermement qu'« *il y aura toujours des individus qui dévieront, qu'on ne peut pas juger l'école sur des exceptions... Quelle alternative devrions-nous adopter ? Arrêter ces formations ?* » Et de citer un rapport d'Amnesty International USA de 2002 favorable au développement de ces formations dans tous les centres militaire américains.

À l'étage, c'est la pause. Le cours du Command and General Staff Officer, la formation la plus prestigieuse de l'école, s'autorise cinq minutes de relâche. Aux murs, des cartes, des croquis, des flèches dans tous les sens. N'étaient ces uniformes, on se croirait dans un cours magistral d'une université renommée. Plus de 1 200 officiers sud-américains triés sur le volet ont suivi depuis 1955 cet enseignement d'une durée d'un an. C'est ici qu'un Augusto Lutz, général chilien, a suivi ses cours en 1966 avant de participer activement au coup d'Etat contre Salvador Allende en 1973 et de reprendre en main le renseignement. Ici, qu'un Efrain Vasquez, commandant de l'armée vénézuélienne, a décroché en 1988 son diplôme avant de soutenir le coup d'Etat qui avait déposé temporairement le président Hugo Chavez.

A voir sur l'uniforme des étudiants le petit drapeau de leur pays d'origine cousu sur l'épaule, c'est toute la géopolitique du continent qui se dessine dans la salle. Aucun Cubain ni Vénézuélien, mais des Panaméens, Boliviens, Salvadoriens, Domi-

nicains, Péruviens ou encore des Colombiens discutant avec leurs homologues américains. Des groupes d'hommes réunis au gré des affinités, tel un baromètre qui suivrait les variations des relations entre le sous-continent et le grand voisin du Nord.

« *L'école est un stimulus pour les officiers méritants*, déclarait le général colombien retraité Alberto Gonzales Herrera dans un entretien accordé à l'universitaire Lesley Gill. *Je ne crois pas que ce qu'apprennent les gars soit particulièrement important. Certes, ils étudient beaucoup, mais la relation qu'ils tissent avec les autres élèves est la chose la plus essentielle... Sans compter que l'école permet aussi aux Etats-Unis d'avoir les leaders militaires de demain entre ses mains.* »

Une stratégie bien comprise par l'administration Bush. L'enveloppe des programmes de coopération militaire a été augmentée. L'aide consacrée à la seule formation et entraînement militaire international (IMET) est passée de 9,8 millions de dollars en 2000 à 13,6 millions en 2006. Ces dix dernières années, les Etats-Unis ont consacré 7,3 milliards de dollars d'aide militaire et policière à l'Amérique latine.

John Kiser tient une Bible à la main. Chapelain du centre, il doit rejoindre son cours d'« éthique ». « *Plus les soldats servent et plus ils ont besoin de nous*, est-il convaincu. *Certains ont vingt ans de combats derrière eux, comme les Colombiens... Je leur explique la différence entre "tuer" et "assassiner", une distinction relevée par la Bible dans sa version originelle en hébreu.* »

Sur ces dix dernières années, les Etats-Unis auront consacré 7,3 milliards de dollars d'aide militaire et policière à l'Amérique latine

Plus loin, Walter Santamaria, autre figure des lieux. Né au Panama, il est au service de l'école depuis 1955. Calé dans son fauteuil, ce septuagénaire responsable de l'unité de traduction dit ne pas supporter les critiques contre l'institution, « *une insulte contre moi et ma famille* ». Jamais, jure-t-il, ses services n'ont vu passer un seul livre de torture. « *On ne lave pas le cerveau de quelqu'un en si peu de temps. Prenez ce salaud de Noriega, il n'était là que pendant quelques semaines ! Qu'ils soient venus ou non, ils auraient fait la même chose...* »

Dehors, le soldat Mario vient d'en finir avec son entraînement et n'a pas l'heur de vouloir se prêter facilement à la conversation. Membre de l'infanterie marine chilienne, il dit simplement être « *toujours vivant, prêt à combattre encore et toujours le terrorisme sous toutes ses formes* ». À l'image de la troupe venue des quatre coins d'Amérique latine, Mario parle peu. N'évoque pas les années de dictature militaire, ni le degré d'implication des Etats-Unis dans l'actuelle armée de son pays. Il préfère évoquer la « *globalisation* », ce « *formidable mouvement qui a permis d'installer la démocratie dans pratiquement tous les pays latins* ».

Même son de cloche du côté d'Oscar, instructeur américain d'origine cubaine. Casquette vissée sur la tête, il glisse avoir été « *un ancien du Nicaragua* », dans le « *contre-terrorisme* ». Rien de plus. A peine ajoute-t-il avant de monter à bord de son pick-up, « *faire partie d'une même et grande famille* », dans un rire qui en dit long. Comme si les pensionnaires de l'école n'étaient pas encore prêts à en dévoiler tous les secrets. ■

Devant la porte du « diable » avec le Père Roy

IL L'APPELLE « the beast », « la bête », sous-entendu le diable. Roy Bourgeois ouvre grands ses yeux et montre l'entrée de la base militaire de Fort Benning. C'est là-bas, à quelques mètres de son modeste appartement à 300 dollars par mois, derrière des grillages et des barbelés, que siège l'Ecole des Amériques dont ce prêtre réclame la fermeture depuis vingt-cinq ans. Depuis qu'il a appris l'assassinat, au Salvador, par des soldats diplômés de l'établissement, de deux religieuses américaines dont il était proche.

Instinct, liberté de parole, capacité d'indignation, tout semble intact en lui. A 69 ans, celui que tout le monde appelle « Father Roy », Père Roy, laisse paraître une tension irrépressible, une forme de révolte froide capable de toutes les démesures. On l'a vu aux côtés du représentant du Congrès Joseph Kennedy, du candidat démocrate à la Maison Blanche Dennis Kucinich, et de l'actrice Susan Sarandon.

L'acteur Martin Sheen, son ami, dit de lui qu'il est « *un modèle de foi dans l'action* ». Devant les 10 000 à 20 000 personnes qu'il réussit à faire venir chaque année sur cette route qui mène à Fort Benning, il parle sans notes, sans discours planifié, comme si son obsession allait de soi.

Né dans une famille nombreuse, blanche, des bayous de Louisiane, il a très vite appris à vivre avec peu. Father Roy ne tire aucune larme sur cette enfance austère. Au contraire, il revendique cette « *jeunesse faite de choses simples et rudes à la fois* » qui lui a permis de s'installer dans des endroits improbables, « *comme ici* ». Pas encore adulte, il s'engage dans la marine avant d'être envoyé au Vietnam. C'est la révélation. À son retour au pays, il s'enrôle chez les missionnaires des Maryknoll.

Father Roy érige la justice sociale en vertu majuscule. S'installe cinq ans en Bolivie près de La Paz pendant les années de répression du général Hugo Banzer. Et

se voit expulsé après avoir accusé le régime de pratiquer la torture. Commencent alors ses coups d'éclat. Le 9 août 1983, il s'introduit dans la base militaire en compagnie du père oblat Larry Rosebaugh et de Linda Ventimiglia, officier de réserve de l'armée américaine. Ensemble, ils s'accrochent à un arbre et diffusent à plein volume une cassette du dernier prêche de l'archevêque salvadorien Oscar Romero abattu par les escadrons de la mort. Puis, le 18 novembre 1990, un an après le massacre de six jésuites à San Salvador par 27 officiers salvadoriens, dont 19 étaient diplômés de l'Ecole des Amériques, il déverse des litres de sang dans les couloirs du bâtiment principal de l'institution. Il sera condamné à quatorze mois de prison.

Le mouvement de protestation prend corps. Avec sa faconde et son bâton de pèlerin pour bagage, il parcourt le pays pour dénoncer les méfaits de l'Ecole des Amériques. Mouvements antigerre,

anciens combattants pour la paix, paroisses catholiques, écoles de jésuites, églises sanctuaires pour immigrés : il tisse ses réseaux. Porte le fer à Washington, au plus haut. S'exerce au lobbying. En 1999, les représentants de la Chambre votent une coupe de 2 millions de dollars dans le budget de l'école. Une sanction qui aurait entraîné sa fermeture si le Sénat ne s'était pas opposé au texte. Depuis, une proposition de loi circule chaque année pour suspendre les activités de l'établissement. En 2006, il manquait trente voix. En juin 2007, onze.

« *L'école a du sang sur les mains et rien ne pourra la réformer.* » Vingt-cinq années de lutte dans ce corps à corps viscéral n'ont altéré en rien une conviction indélébile. Ce qu'il dit aimer le plus ? « *Sortir ma petite chaise pliante pour venir m'asseoir devant cette porte d'entrée et regarder passer les voitures des militaires. Ils me voient. Ils me connaissent. Cela me va.* » ■

Le Monde

cette semaine

Le Monde

Archives

La saga sanglante des Bhutto

Iran

Une civilisation sort de l'oubli

Écologie

Le documentaire-choc de Leonardo Di Caprio

Design

Mille objets de la modernité

Les collections

Grands cinéastes

Le livre « Sergio Leone » + le DVD « Le Bon, la Brute et le Truand »



avec « Le Monde TV&Radio » daté 6-7 janvier



Vous avez manqué un numéro des collections

« Le Monde de Blake & Mortimer », « Le Monde de l'Opéra » OU « Grands Cinéastes » ? Commandez-les en ligne ! www.lemonde.fr/boutique

Nos services

Lecteurs

- Abonnements

Tél. : 0-825-000-778 (0,15 € TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal

• L'actualité dans votre magasin
www.lemonde.fr/kiosque

• Boutique du *Monde*
80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique

• Le Carnet du *Monde*
Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

• Service des ventes
Tél. : 0-805-05-0146

Le Monde

Le Carnet

Faites part de vos événements

par téléphone : 01 57 28 28 28
par e-mail : carnet@mondepub.fr
par fax : 01 57 28 21 36

au journal ou par courrier :
Le Monde - Le Carnet
80 boulevard Auguste Blanqui
75707 Paris cedex 13

Tarifs 2008 (prix à la ligne)

Naissances, Anniversaires de naissance, Mariages, Fiançailles... : **18 €** TTC

Décès, remerciements, Avis de messe, Anniversaires de décès, Souvenirs : **24 €** TTC

Thèses : **15 €** TTC

Réduction abonnés

Un justificatif d'identité sera demandé.

Téléphone abonnements :
0 825 000 778

AU CARNET DU «MONDE»

Naissances

Léila VIGNAL et Alexis TADIÉ

sont heureux d'annoncer la naissance de

Gabriel,

le 23 novembre 2007, à Oxford.

18 Bardwell Court,
Bardwell Road,
Oxford, OX2 6SX,
Grande-Bretagne.

Mariages

Véronique GAUTHERIN
et
Eric KOEHLER

sont heureux de faire part de leur mariage qui s'est déroulé dans l'intimité familiale, le jeudi 3 janvier 2008.

1 *bis*, rue du Maréchal Harispe,
75007 Paris.

Décès

Paulette Belfort,
son épouse,
Catherine Belfort,
sa fille,
Pascale et Simon Le Bail Belfort,
sa belle-fille et son fils,
Séverine, Gaspard, Justine, Chloé,
ses petits-enfants,
Léo et Lola,
ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Roger BELFORT,
ingénieur général du Génie maritime,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
chevalier du Mérite maritime,

survenu le 1er janvier 2008, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Un recueillement aura lieu le mardi 8 janvier, à 14 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

6, rue de l'Abbé Groult,
75015 Paris.

France Schott-Billmann,
Caroline Schott
et ses enfants, Mathieu et Billy,
Michèle Billmann-Gastambide
et son époux, Gilbert Gastambide,
Isabelle Gastambide
et ses enfants, Coline, Maxime et Victor Pain,
Joëlle Gastambide
et sa fille, Florence Couchouron,
Manuel Gastambide et Séverine Romanowski
et leurs enfants, Loan et Bazil,
Christian Billmann
et son épouse, Marie-Pierre Carretier,
et leurs filles, Julie, Camille et Agathe,
Catherine Billmann et Jean-Pierre Cazalis
et leur fils, Frédéric,

ont la tristesse de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Madeleine Sophie BILLMANN,
née RIEHL,

qui s'est éteinte paisiblement à son domicile le 31 décembre 2007, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La crémation aura lieu dans l'intimité le lundi 7 janvier 2008, à 16 h 30, au crématorium du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20^e.

Selon sa volonté, ses cendres seront inhumées en Alsace ultérieurement.

Joëlle Bossu,
son épouse,
Anne et Catherine,
ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean Roger BOSSU,
ESCP promotion 54,
ancien directeur de l'Institut
supérieur des techniques et économie
commerciales (ISTEC),

survenu le 28 décembre 2007, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 janvier 2008, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Nazareth, Paris 15^e.

Marc Amfreville,
Marie-Claude Auger,
Antoine Cazé, Marc Chennetier,
Anne Damour, André Gabastou,
François Gaudry, Jean Guiloineau,
Bernard Hoepffner, Denise Laroutis,
Nelly Lhermillier,
Olivier Mannoni, Brice Matthieussent,
Christilla Vasserot, Anne Wicke,
traducteurs littéraires,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christian BOURGOIS,
éditeur.

Ils s'associent à la douleur de sa famille.
(Le Monde du 22 décembre)

Les amis de
Lydia CASSIN,
médaillé de la Résistance avec rosette,
capitaine AFAT à la retraite,

ont la tristesse de faire part de son décès survenu le 25 décembre 2007.

E. Feld : 06 80 15 53 52.
I. Kowski : 06 77 73 23 71.

M. Roger Chirol,
son père,
Mlle Alison Chirol,
sa fille,
Mlle Sylvie Chirol,
sa sœur
Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Patrice CHIROL,

survenu le 31 décembre 2007, dans sa cinquante et unième année.

La cérémonie sera célébrée le lundi 7 janvier 2008.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Henri Denantes,
M. et Mme Joseph Denantes,
M. et Mme Jacques Denantes,
M. (†) et Mme (†) François Pot,
M. et Mme (†) Philippe Pot,
M. (†) et Mme François Paul,
Leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont le chagrin d'annoncer le décès du

père François DENANTES, S. J.,

survenu à Lille, le 1^{er} Janvier 2008.

La cérémonie religieuse aura lieu à 10 heures, le samedi 5 janvier, à Lille, Maison Saint-Jean, 73, rue des Stations.

Alain Dufour,
son époux,
Judichæël,
son fils,
Estelle Zelmanovitch,
sa mère,
Marcel et Alain Zelmanovitch,
ses frères,
Yann Dufour,
son beau-fils,
Sa famille,
Ses proches, amis et collègues,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Lilianne
DUFOUR-ZELMANOVITCH,

survenu le 28 décembre 2007, à Lorient.

Ses obsèques ont eu lieu au cimetière La Pie, à Saint-Maur-des-Fossés.

L'Association lacanienne
internationale,
Charles Melman,
son fondateur,
Martine Lerude,
sa présidente,
Le bureau
Et tous les membres,

ont la tristesse d'apprendre le décès de

Lilianne
DUFOUR ZELMANOVITCH,
psychiatre, psychanalyste,

surevnu brutalement le 28 décembre 2007, au cours d'une brève maladie.

Trop discrète et pourtant d'une compétence reconnue, elle recueillait l'estime de ceux qui travaillaient avec elle.

Nous assurons son mari,
Alain Dufour,
notre collègue,
de notre amitié et de notre soutien.

Association lacanienne internationale,
25, rue de Lille,
75007 Paris.

Paris. Lyon.

On nous prie d'annoncer le décès de

Tamara HUBERT,
née GRAY,

survenu le 18 décembre 2007, à son domicile, 7 *bis*, rue Alexandre Parodi, Paris 10^e, après une douloureuse maladie.

De la part de
Jean-Claude Hubert,
son époux,
Ariane,
sa fille et de son époux,
Vijay Phadke,
Nicolas,
son fils et de son épouse,
Carole
et de leurs enfants,
Axel et Diane,

Née à New York, le 25 avril 1937, Tamara Hubert a suivi une double carrière de peintre et d'enseignante. Après ses études aux USA (Music & Art, Art Students League, Queens College, N. Y. City) elle fut lauréate du Concours Fulbright et s'installe à Paris dès 1961. Elle figure dans de nombreuses expositions particulières et de groupe, obtint au Musée de la Monnaie de Paris le Prix Victor Choquet et se vit décerner la médaille de la Ville de Paris pour les Arts. Ses œuvres figurent dans de nombreuses collections en France et à l'étranger.

Sa maîtrise du dessin, du portrait et de la photographie l'amènèrent à une carrière d'enseignante dans diverses écoles d'art et de design, et spécialement à l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

Sa carrière illustre la vitalité et l'excellence des relations artistiques franco-américaines.

Roland, Danielle, Mireille, Eliane Nano, Mariane,
ses enfants et beaux-enfants,

Marion, Thomas, Julien, Binh, Benjamin, Pauline, Joseph, Alba, Alon, Marin, Jeanne, Colas, Madeleine,
ses petits-enfants
et leurs conjoints ou compagnes,

Samuel,
son arrière-petit-fils,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marcel PEYLET,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année, le 30 décembre 2007.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Marc et Nicolas Guilbert,
ses fils,
Scarlett, Georges, Éloi, Gaspard et Benjamin,
ses petits-enfants,
Stéphanie Aune et Cécile Guilbert,
ses belles-filles,
Suzy Gillett et Monique Adnot-Rollin,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Pierre GUILBERT,
militant, scénariste,
metteur en scène, producteur,
responsable du journal *Tabou Santé*,

survenu le 29 décembre 2007, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Il a été inhumé ce vendredi 4 janvier 2008, à 11 h 30, au cimetière de Lamorlaye (Oise).

Marc Guilbert,
112, rue Ordener,
75018 Paris.
Tél. : 06 82 87 31 54.
Nicolas Guilbert,
277, rue du Faubourg Saint-Antoine,
75011 Paris.
n5@wanadoo.fr
Monique Adnot-Rollin,
12, rue d'Enghien,
75011 Paris.
moniquerollin@free.fr

Le président,
Les associés
Et les collaborateurs
de Mazars

ont appris avec une profonde tristesse, le décès de

Frédéric PICHOFF,
associé Mazars,

le mercredi 2 janvier 2008, des suites d'une longue maladie, à l'âge de trente-sept ans.

L'ensemble des associés
Et des collaborateurs
du Groupe Mazars
s'associe à la douleur de sa famille, et de ses amis.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 5 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas de La Flèche (Sarthe).

Anniversaires de décès

Constance,
5 janvier 1988 - 5 janvier 2008,
vingt ans que tu nous manques.

Conférences

Cycle 2007-2008
des Conférences Roland-Barthes
de l'université Paris Diderot - Paris 7

mardi 15 janvier 2008,
de 18 h 30 à 20 h 30,
ENS, 29, rue Ulm, Paris 5^e,
salle Jules Ferry,
« Quel inconscient aujourd'hui ? »
avec Bernard Brusset, psychanalyste
et Lionel Naccache, neurologue.
Débat animé par Julia Kristeva,
psychanalyste et écrivain.
Entrée libre / Contact : 01 57 27 64 43.

Le Mouvement universel
de la responsabilité scientifique
vous invite à une conférence
« Identité religieuse
et démarche scientifique »
avec Odon Vallet, historien des religions,
le mardi 8 janvier 2008, à 18 heures,
au Palais de la découverte,
avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris 8^e.
Inscription : 01 47 03 38 21.

Institut d'études de l'Islam et des
sociétés du monde musulman-EHESS
et le Collège de France :
conférence par Henry Laurens,
professeur au Collège de France,
« Histoire contemporaine des conflits
au Proche et au Moyen-Orient »
le 8 janvier 2008, à 18 heures,
EHESS-amphithéâtre,
105, boulevard Raspail, Paris 6^e.
Contact : 01 53 63 56 00.

Le Monde

Le Carnet

Deux mois d'abonnement au Monde offerts*

pour toute annonce de naissance, anniversaire de naissance ou mariage.

Tél : 01 57 28 28 28

*offre non cumulable

Centenaire de la Naissance de

Simone de Beauvoir

1908-2008

Colloque international de Paris

Sous la direction de Julia Kristeva

Université Paris Diderot Paris 7

9 - 10 - 11 janvier 2008

Collège des Universités de Paris

Réfectoire des Cordeliers

15 rue de l'Ecole de Médecine 75006 Paris - Métro Odéon

Avec la participation notamment de : Sylvie Le Bon de Beauvoir Yolanda Astarita Patterson Huguette Bouchardeau Geneviève Brisac Annie Emaux Claire Etcherelli Aurélie Filippetti Madeleine Gobeil-Noël Claude Lanzmann Björn Larsson Francis Marmande Eric Marty Michèle Perrot Danièle Sallenave Joysane Savigneau Philippe Sollers Anne Zelensky et de Marie-France Pisier et Valérie Lang

Université Paris Diderot Paris 7, UFR LAC Centre Roland Barthes En partenariat avec :

LAC culture CASQON Île-de-France 6 rue de la Harpe LE BORD DE L'EAU éditions

Ministère de la Culture Université Paris Diderot MAIRIE DE PARIS

Inscriptions obligatoires : inscriptioncolloque@yahoo.fr
Informations : <http://2008beauvoir.blogspot.com>
Droits d'entrée 20€ / 3 jours - 10€ / jour - Etudiants 10€ / 3 jours

Cinéma Conflit sur les tarifs des spots promotionnels

Les bandes-annonces de films plus chères et plus convoitées

Les bandes-annonces de films sont au cœur d'un conflit. Car si les salles indépendantes diffusent gratuitement ces spots promotionnels, les gros circuits – les plus nombreux – les font souvent payer plus en plus cher. L'enjeu est de taille car, selon Olivier Bardolle, PDG de la régie publicitaire Talent Group, un spectateur sur quatre choisirait un film en voyant la bande-annonce. « *Contrairement à l'affichage ou la radio, la bande-annonce est un médium captif, qui vise la totalité des amateurs de cinéma* », dit-il.

Talent Group, qui sous-traite la commercialisation des bandes-annonces pour les régies Mediavision et Screenvision (ex-Circuit A), fixe les tarifs en fonction de la longueur du spot et du nombre de salles d'UGC, Pathé, Gaumont, CGR dans lesquelles il est diffusé. Ces tarifs portent les noms évocateurs de Ecran Premium, Select, Screen Elite, Ecran Gold ou Silver.

Commercialisées uniquement pour Europalace (Pathé et Gaumont), les bandes-annonces les plus chères sont projetées dans le noir, collées au film qui démarre. Les prix s'échelonnent, pour deux semaines, entre 9 000 euros et 165 000 euros. Plus généralement, le coût de diffusion d'une bande-annonce d'une minute et demi peut s'élever à 100 000 euros pour une campagne de deux semaines dans plus de 500 salles. Ces tarifs



Bande-annonce de « Requiem for a Dream », de Darren Aronofsky, sorti en 2000. STEPHAN ZAUBITZER

sont moins élevés, de l'ordre de 30 %, que les spots publicitaires qui vantent Hollywood Chewig Gum, L'Oréal ou Heineken.

« *Seuls les gros distributeurs, les filiales de groupes, les studios américains ont les moyens de payer de grosses campagnes* », déplore Eric Lagesse, directeur général de Pyramide, qui distribue des films d'auteurs français et étrangers. Ces derniers, plus fragiles, qui auraient justement besoin de cam-

pagnes publicitaires pour trouver leur public, n'ont pas ces moyens. « *Nous sommes une fois de plus confrontés à un système de domination et de discrimination par l'argent* », estime Eric Lagesse.

« Problème d'engorgement »

Par ailleurs, la multiplication du nombre de films, et le fait que les exploitants se battent pour obtenir les plus porteurs, aboutit à une moindre diffusion des bandes-annonces gratuites. « *Auparavant, elles étaient diffusées quatre ou cinq semaines avant la sortie du film. Mais avec l'encombrement des salles, ce délai a été raccourci à une ou deux semaines*, explique Anne Pouliquen, déléguée générale de Distributeurs indépendants réunis européens. *Le distributeur n'est jamais obligé d'acheter les espaces payants, sauf s'il veut être sûr que sa bande-annonce passe.* »

Olivier Bardolle reconnaît que la bande-annonce est fragilisée par un « *problème d'engorgement* ». Mais pas par son coût. Il ajoute que l'avant-séance ne peut pas durer, sous peine de lasser,

plus d'une demi-heure et que, généralement, les publicités et les bandes-annonces payantes ne dépassent pas les douze minutes.

M. Bardolle affirme qu'il entend « *depuis vingt ans une plainte permanente pour demander davantage de bandes-annonces gratuites* ». Mais, selon lui, leur nombre n'a pas baissé : quand il y en avait trois dans les années 1980, il y en aurait trois aujourd'hui. Pour autant, elles ne concernent pas forcément le cinéma le plus fragile.

Chez UGC, Alain Sussfeld, son directeur, précise que « *le choix des bandes-annonces gratuites fait partie de l'image que nous voulons donner au réseau. Nous privilégions Les Promesses de l'ombre, de David Cronenberg, au dernier Harry Potter* ». Chez MK2, qui assure sa propre régie, on assure que tous les films diffusés dans les salles de ce réseau bénéficient de bandes-annonces gratuites. Europalace (Pathé et Gaumont), pour sa part, se refuse à tout commentaire sur ce sujet de discord avec les distributeurs indépendants. ■

NICOLE VULSER

Ici & ailleurs

Jacques Brel va bien, il vit à Hampstead

Londres
Correspondant

Interpréter Jacques Brel en français quand on est anglais, doté de surcroît d'un léger accent rugueux de Newcastle, face à un public londonien rétif à la variété continentale : cette gageure, le comédien britannique Anthony Cable l'a réussie dans son spectacle « Jacques Brel, une rage de vivre ». Dans cet hommage au chanteur francophone belge, mort le 9 octobre 1978, l'artiste est parvenu à surmonter deux difficultés. Côté voix, il parvient à mettre l'intonation sur la bonne syllabe, ce qui n'est pas évident pour un anglophone. Par ailleurs, ce « one-man-show » dirigé par Judith Paris captive un auditoire visiblement plus intéressé par la musique que par les textes.

« *Dans son interprétation personnelle et poignante, Anthony Cable apporte une puissante intensité qui ouvre de nouvelles perspectives* », souligne *The Stage*, le journal de l'industrie des variétés, à propos du spectacle du New End Theatre, un petit théâtre situé à Hampstead, sur ces hauteurs de la capitale où il y a du vent, des arbres et du gazon. Trente ans après sa disparition, à l'exception du microcosme musical et cinématographique franco-

phile, la star native de Bruxelles demeure largement inconnue outre-Manche. D'ailleurs, dans sa critique élogieuse de la représentation, la gazette locale, le *Watford Observer*, évoque « *une incroyable vie de Français* » à propos du spectacle reprenant quinze tubes de Brel, dont *Ne me quitte pas*, *Madeleine* et *Les Marquises*. Jacques Brel est victime du rejet et de la marginalisation de la chanson française par les médias britanniques. Le répertoire s'est arrêté aux vieilles gloires – Piaf, Bécad ou Aznavour – qui ont chanté en anglais pour le marché anglo-saxon. Au royaume des Beatles et des Rolling Stones, Johnny Hallyday au mieux fait sourire. Les seuls succès en version originale participent de la provocation – le *Je t'aime moi non plus*, de Gainsbourg-Birkin, numéro un en 1969 –, ou de l'exotisme à la Lolita, comme *Joe le Taxi*, de Vanessa Paradis, en 1988.

Pour revenir à Brel, seules des traductions en anglais enregistrées par David Bowie, Marc Almond ou Terry Jacks ont connu le succès. Pour le reste, rien, si ce n'est un récent portrait peu glorieux dressé par la BBC, dénonçant les relents de chauvinisme et d'homophobie dans son œuvre. ■

MARC ROCHE

Cinéma Un film censuré en Chine pour pornographie

La censure chinoise a ordonné, jeudi 3 janvier, le retrait des salles et d'Internet du film *Lost in Beijing* de la réalisatrice Li Yu, présenté en 2007 au Festival du film de Berlin, l'accusant notamment de pornographie. Sorti en Chine en novembre, ce film qui montre Pékin en plein boom économique contient des scènes d'amour très crues. – (AFP.)

Mathieu Amalric dans « James Bond »

L'acteur Mathieu Amalric va jouer l'ennemi de l'agent 007 dans le prochain James Bond,

dont le tournage a débuté le 3 janvier à Londres. – (AFP.)

Patrimoine Vers une proposition de loi sur la restitution des restes humains maoris

La ville de Rouen a décidé, jeudi 3 janvier, de soutenir une proposition de loi autorisant la restitution des restes humains maoris. Cette décision fait suite à l'annulation, fin décembre, par le tribunal administratif, d'une délibération de son conseil municipal rendant à la Nouvelle-Zélande une tête de guerrier de ce peuple. Le texte est préparé par la sénatrice Catherine Morin-Desailly (Modem), adjointe chargée de la culture à Rouen. – (AFP.)

A Vitry-sur-Seine, l'art contemporain se savoure en cinq bouchées

Le musée MAC/VAL inaugure d'originales « visites gustatives » de ses collections

Faire pétiller un tableau, engloûtir l'art, de la bouche jusqu'à l'estomac... Bref manger en regardant un tableau. C'est cette expérience originale que propose le MAC/VAL de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) lors de « visites gustatives ». Organisées tous les premiers dimanches du mois, celles-ci font partie d'un riche éventail d'expériences offertes par le Musée d'art contemporain et sont initiées par son restaurant, Le Transversal.

Cinq étapes esthétiques, cinq bouchées à déguster : élaborés en relation intime avec les œuvres choisies, ces microplats dessinent un parcours au sein des collections. Continuellement réinventés, ils envoient les palais des visiteurs dans des voyages inattendus.

Premier arrêt devant un ballet de robots électro-frénétique inspiré par la violence du Ku Klux Klan au plasticien français Malachi

Farrell, dans une salle questionnant l'engagement politique. Première découverte des secrets imaginés par le maître queux Olivier Devaux : dans la bouche, c'est une explosion. Cela fond et pétarde au même rythme. Le secret ? Une tranche d'os à moelle constellée de ce sucre pétillant de notre enfance. L'idée ? « *Répondre à la violence de la salle en allant chercher le visiteur comme par un coup de poing.* »

Bouchée de basilic rouge

La deuxième expérience est moins corrosive. Intitulée *Bar séduire*, elle consiste en une série de films que Jean-Luc Vilmouth a consacré à des êtres pris en flagrant délit de tentative de séduction. Les unes minaudent, les autres font tremousser les muscles. Pour les accompagner, un liquide rose pétulant ; d'abord sirupeux, puis assailli par la verve du gingembre, pour finir dans la

sensation électrique que procure la fleur de Séchouan (dont on extrait le poivre).

Le visiteur se perd ensuite dans la ballade numérique que propose Bertrand Lamarche au cœur d'un terrain hanté d'ombrelles géantes. Au milieu de ces envahissantes fleurs-parasols, il engloûtit une bouchée de basilic rouge frit, séché et matiné de clous de girofle. Sensation que l'œuvre pénètre en lui.

Le palais est ensuite investi par une bruisante émulsion : elle fait un écho poétique désagréable à la voix de gamin mise en scène par le plasticien sonore Dominique Petitgand. Souvenir d'enfance ? C'est l'essence de réglisse qui le réveille et qui travaille ici à « *restituer la dimension éphémère de l'œuvre, son côté impalpable, difficile à saisir* », selon la guide Lucile Hamon.

Fin du voyage culinaire dans l'exposition temporaire consacrée à la conquête spatiale, « Stardust ou la

nouvelle frontière » : là, le chef s'est fait un petit plaisir enfantin en réinterprétant la recette du Milky Way. Sa version de la voie lactée.

Toutes sortes d'interprétations de l'œuvre sont en jeu dans le but de « *favoriser une sensation partagée qui éveille la discussion* » chez un public souvent peu initié à l'art. Grand expert des rapprochements entre art et nourriture, Gilles Stas-sart, directeur artistique du Transversal est à l'initiative de ce projet et imagine aussi des soirées cinéma autour de cette rencontre. ■

EMMANUELLE LEQUEUX

Visites gustatives, tous les premiers dimanches du mois à partir du 3 février, en groupe sur réservation, MAC/VAL, Musée d'art contemporain du Val-de-Marne, place de la Libération, Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Tél. : 01-43-91-64-20. Entrée libre. « **Stardust ou la nouvelle frontière** », tous les jours sauf le lundi de 12 heures à 19 heures. 4 € et 2 €. Jusqu'au 3 février.

APRÈS LA BREIZH PARADE SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES INTERCULTUELLE 3C PRÉSENTE

NUIT DE LA SAINT PATRICK

ALAN STIVELL • DAVID PASQUET GROUP • RED HOT CHILLI PIPERS
ANNIE EBREL • BAGAD BRIEC • BAGAD DE LANN BIHOUE
150 MUSICIENS ET DANSEURS DES PAYS CELTES

Concert et Fest Noz

15 MARS 08

BERCY

0 892 390 490 • 0 892 68 36 22 (0,34 €/min) www.bercy.fr • www.fnac.com
FNAC • VIRGIN MEGASTORE • CARREFOUR • E. LECLERC • GEANT • AUCHAN
www.nuitdelasaintpatrick.com

M M M metro M M M

CNV MAIRIE DE PARIS

Bruce Springsteen, Etienne Daho, John Zorn ou Kassav en concert en 2008

L'agenda des tournées et programmations de salles, jusqu'à l'été, en rock, chanson, jazz, et musiques du monde

Aucun mégaconcert n'est annoncé avant l'été au Stade de France si ce n'est les adieux à la scène de Johnny en mai... 2009. Du coup, le Parc des Princes, privé de spectacle avec le PSG, prend la relève. **Bruce Springsteen & The E. Street Band**, en grande forme avant Noël à Bercy, reviennent le 27 juin.

C'est surtout au Palais omnisports de Paris-Bercy que se dirigeront, en 2008, les pointures internationales : **Smashing Pumpkins** (6 février), **The Cure** (12 mars, après Marseille, le 4) et, le charme en plus, **Alicia Keys** (27 mars, après Lyon, le 3, et Marseille, le 22), et **Kylie Minogue** (6 mai, puis le 30 à Genève et le 1^{er} juin à Lyon). Leur succéderont **Radiohead** (les 9 et 10 juin, puis les 14 et 15 aux Arènes de Nîmes et le 6 juillet à Arras, seule date où il reste des places) et **Santana** (24 juin, puis le 6 juillet à Baden-Baden).

La pop britannique se déplace avec les **Babysmables** de l'imprévisible Pete Doherty, à l'Olympia, le 14 janvier (complet, entre Lille, le 13, et Lyon, le 15), puis au Zénith (le 4 février, avec **Morrissey** ce même soir à l'Olympia). Ceux qui préfèrent l'accent américain apprécieront **Cat Power** (le 21 janvier, au Bataclan), **Steve Earle** (les 4 et 5 février à la Java), **Neil Young** (les 14 et 15 février au Grand Rex) ou **Eels** (le 18 février au Bataclan puis le 25 mars à La Cigale). Quoique sujet britannique, **Mark Knopfler**

(le 7 avril à Toulouse, le 8 à Nantes, le 9 à Bercy et le 10 à Strasbourg) peut être rattaché à cette mouvance folk-country-rock, tout comme **Robert Plant** quand il est en tandem avec **Alison Krauss** (le 13 mai au Grand Rex).

Pour les francophones, on croisera, en 2008, dans les salles de l'Hexagone **Bernard Lavilliers** (du 13 au 15 mars au Zénith de Paris), **Véronique Sanson** (du 11 au 13 avril à La Cigale), **Cali** (du 14 au 16 au Zénith), **Georges Moustaki** (les 5 et 6 mai à l'Olympia), **Etienne Daho** (du 3 au 8 juin à l'Olympia). Ou encore **Les Têtes Raides**, qui occuperont le Bataclan du 25 mars au 5 avril.

Plus rares seront **Claire Diterzi** (du 22 au 24 février au Théâtre de Chaillot), **Daniel Darc** (le 17 mai à l'Olympia) et **Camille** (du 23 au 27 mai à La Cigale). Et le plus grand mystère plane sur la teneur des concerts d'**Alain Bashung** (les 10 et 11 juin à l'Olympia après Saint-Etienne, Lyon, Brest, La Roche-sur-Yon ou Nanterre).

Le jazz débute l'année en club dès les 9 et 10 janvier au Sunset, à Paris, avec le saxophoniste **Evan Parker** et **Marteau rouge**, puis le futur chef de l'Orchestre national de jazz, le contrebassiste **Daniel Yvinec** du 25 au 27. Le New Morning annonce le saxophoniste **Pharoah Sanders**, figure du free jazz, les 25 et 26 janvier. A l'Olympia, l'amateur de swing tranquille pourra entendre le **Glenn Miller Memorial Orchestra** le 27 jan-

Après Polnareff, le retour de Céline Dion

L'événement scénique pour la chanson en 2007 était le retour, après trente-quatre ans d'absence, de Michel Polnareff. La Québécoise Céline Dion, elle, n'a plus chanté sur le sol français depuis à peine une décennie (deux Stade de France en juin 1999). Mais ces deux retours se ressemblent car ils sont consécutifs à un exil américain : Los Angeles pour le premier, Las Vegas pour la seconde qui, elle, n'est pas restée inactive puisqu'elle a signé un engage-

ment de cinq ans au Caesar's Palace en s'y produisant plus de sept cents fois. Les retrouvailles avec le public auront le même cadre : le Palais omnisports de Paris-Bercy. Le Taking Chances World Tour s'y arrête six soirs (les 19, 20, 21, 24, 25 et 27 mai). La chanteuse reviendra, en France, au début de l'été (au Parc des sports Charles-Ehrmann de Nice, le 5 juillet), avant de filer en Suisse, le 9 (Stade de Genève).



Bruce Springsteen et son guitariste Steve Van Zandt, le 17 décembre 2007, à Bercy. KHAYAT NICOLAS/ABACA

vier. Pour les adeptes du gospel, le **Golden Gate Quartet** sera au Casino de Paris du 5 au 10 février.

Dans les salles institutionnelles, le pianiste **Brad Mehldau** jouera en trio le 7 mars à Pleyel avant le saxophoniste **John Zorn** le 26 juin. Cité de la musique, un programme « Jazz mystique » accueille la **Saint John Coltrane African Orthodox Church** de San Francisco le 8 février, **Magma**, le 11, et le **Sun Ra Arkestra** le 13. **Zorn** sera aussi à la Cité, qui lui accorde une « carte blanche » du 23 au 25 juin et le 27.

Au-delà de la capitale, du 1^{er} au 23 février, c'est Sons d'hiver dans le Val-de-Marne. Avec en particulier le saxophoniste **Archie Shepp** qui rencontrera le rappeur **Chuck D.** (Public Enemy) le 6 février tandis, que son confère **Steve Coleman** remettra en jeu son débit avec le flow d'**Opus Akoben** le 9. Du 14 mars au 18 avril, déplacement en Seine-Saint-Denis avec Banieues bleues. Enfin, ce sera l'Euro-pa Jazz Festival du Mans, organisé du 1^{er} avril au 11 mai avec parmi

une centaine d'artistes le contrebassiste **Ron Carter**, les guitaristes **Biréli Lagrene** et **Sylvain Luc**, le Jazz ensemble du contrebassiste **Patrice Caratini**... Enfin, en tournée du 22 janvier au 9 février, la chanteuse dont il est beaucoup question ces derniers temps, **Robin McKelle**.

Le **Taraf de Haïdouks**, le groupe tzigane le plus célèbre des Balkans, sera en tournée (les 29 et 30 janvier à la MC2 de Grenoble, le 9 février à l'Elysée-Montmartre de Paris). Le festival Planètes musiques, dédié aux « nouvelles musiques traditionnelles » créées en France, proposera 33 concerts labellisés dans le pays entre février et juin.

A Paris, le Théâtre de la ville ouvre sa saison 2008 au son du duduk arménien (**Gevorg Dabaghyan**, aux Abbesses, le 14 janvier). Le Festival de l'imaginaire, à la Maison des cultures du monde, donne la parole à des expressions rares (Nô de Kurosawa, première en Europe) entre le 12 mars et le 18 avril.

Alors que la chanteuse portugaise **Cristina Branco** sera le 17 mars au Théâtre des Champs-Élysées, avril sera flamenco au Théâtre national de Chaillot à Paris (du 9 au 20, avec **Eva Yerbabuena**, **Estrella Morente**, **Tomatito**...) qui recevra le tango du 5 au 15 juin. Après son succès à l'Opéra Bastille, **Emir Kusturica** reprend *Le Temps des Gitans* au Palais des congrès du 22 au 30 mars.

Le soufisme s'exprimera à l'Institut du monde arabe avec le Syrien **Abed Azrié** les 28 et 29 mars et à la Cité de la musique qui terminera sa saison le 28 juin par une nuit de chants de louanges ou de lamentation du Tadjikistan, de Syrie, d'Égypte, du Pakistan et par l'**Ensemble des femmes de Chefchaouen** (Maroc). Entre ces deux dates, un autre adepte du soufisme, **Youssou N'Dour**, chantera à Bercy le 5 avril. Enfin, on dansera au Zénith de Paris, du 4 au 7 juillet, avec **Kassav**, le groupe inventeur du zouk. ■

PATRICK LABESSE, BRUNO LESPRIET SYLVAIN SICLIER

Les choix du « Monde »

Arts

Gustave Courbet

PARIS. Une rétrospective historique consacrée à l'un des peintres majeurs du XIX^e siècle, inventeur du réalisme, mais surtout poète des sous-bois et des grottes, adorateur du corps féminin, volup-tueux imitateur des fourrures des bêtes et des chevelures de ses modèles. Ses paysages et ses nus sont souvent mis en rapport avec les photographies du temps, mêmes motifs mais tout autre construction de l'image.

Grand Palais, 3, rue du Général-Eisenhower, Paris-8^e. Tél. : 01-44-13-17-17. M^o Champs-Élysées-Clemenceau. Du mercredi au lundi de 10 à 22 heures, le jeudi jusqu'à 20 heures. 10 €. Jusqu'au 28 janvier.

L'atelier d'Alberto Giacometti

PARIS. L'exposition présente les collections de la Fondation Alberto et Annette Giacometti, l'atelier tel qu'il se trouvait à la mort de l'artiste. Ce n'est donc pas une rétrospective mais une suite d'ensembles de dessins, de plâtres peints et de tirages en bronze, à laquelle est ajoutée une abondante documentation d'archives et de photographies.

Centre Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 01-44-78-12-33. M^o Rambuteau. Du mercredi au lundi de 11 à 21 heures, le jeudi jusqu'à 23 heures. 10€. Jusqu'au 11 février.

Cinéma

Regards critiques

PARIS. La Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou inaugure un cycle de projections-conférences destiné, à raison d'une séance par mois, à offrir une histoire critique du cinéma documentaire. C'est le cinéaste et critique Jean-Louis Comolli qui ouvre cette « histoire du cinéma sous influence documentaire » avec les Films Lumière (lundi 7 janvier à 19 h 30, cinéma 2, entrée libre). Les séances suivantes seront consacrées à Dziga Vertov, Robert Flaherty et Jean Rouch.

Centre Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 01-44-78-12-33. M^o Rambuteau. Entrée libre.

Le commencement est à la fin

Une pièce étirée de Sean O'Casey

Théâtre

Le dramaturge irlandais Sean O'Casey (1880-1964) est connu pour ses pièces de théâtre situées dans les bas-fonds de Dublin où il traite de la guerre, de la révolution ouvrière contre les Anglais et de la violence avec un réalisme teinté d'humour et d'ironie. Mais *La Charrie* et *les Etoiles*, critique face aux méfaits de l'armée des citoyens irlandaise, au moment de l'insurrection contre les Anglais, en 1916, déclencha une vive polémique. A la suite de quoi il décida de s'exiler en Angleterre pour ne plus jamais remettre les pieds sur sa terre natale.

La Fin du commencement, mise en scène par Cécile Pauthe au Studio-Théâtre de la Comédie-Française, n'a rien à voir avec les grandes pièces en trois actes d'O'Casey. C'est une saynète clownesque qui met aux prises la femme d'un paysan irlandais, Lizzie Berril (Catherine Salvati), avec son pendar de mari, Darry (Michel Duchaussoy). Lâssée de l'entendre toujours se plaindre de son dur labeur tandis qu'elle se prélasserait à ne rien faire à la maison, elle accepte le pari d'échanger leurs rôles. Darry est alors rejoint par son copain Barry

Derril (Michel Robin) et les deux compères s'amusent, chantent, dansent, picolent et se rendent compte, un peu tard, que le temps presse. Le pauvre Barry ne voit quasiment rien (comme d'ailleurs O'Casey lui-même), mais Darry le houspille sans pitié et leurs efforts conjugués déclenchent une suite hilarante de catastrophes.

Malheureusement, on a l'impression que la metteuse en scène étire la pièce pour qu'elle dure plus longtemps, sans doute pour profiter de la présence de trois acteurs épatants. Mais là où on attendrait une sorte de cavalcade échevelée, on voit se traîner deux vieux bonshommes poussifs, là où il faudrait une danse grotesque certes mais vive et folle, on assiste à une balourdise oursonnière. Il n'y a qu'à la fin que se rattrape le rythme perdu. Un peu tard. ■

MARTINE SILBER

La Fin du commencement, de Sean O'Casey, mise en scène de Cécile Pauthe. Studio-Théâtre de la Comédie-Française, galerie du Carrousel du Louvre, place de la Pyramide inversée, 99, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. M^o Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-98-58. www.comedie-francaise.fr De 8 à 17 €. Du mercredi au dimanche à 18 h 30. Jusqu'au 20 janvier.

Galleries

Jonathan Monk, explorateur duchampien

Le plasticien britannique expose à la galerie Yvon Lambert, à Paris

Jonathan Monk pourrait être l'enfant terrible de Marcel Duchamp. Un produit dérivé diablement efficace droit descendu du grand-père de l'art moderne. Voilà plus de dix ans que cet élève de la fameuse école de Glasgow, aujourd'hui berlinois, explore avec une profonde facétie ce lourd héritage, s'amusant à le disséquer ; et avec lui toute l'histoire de l'art du XX^e siècle. Résultat ? Une œuvre prolifique et multiréférencée, bourrée de pieds de nez et de détournements : irrésistible.

Son exposition à la galerie Yvon Lambert s'offre une nouvelle fois à lire comme un jeu de piste, qui multiplie les digressions. Avec Duchamp, tout commença par une roue de bicyclette, que cet

inventeur du *ready-made* s'extasiait à contempler lors de ses révolutions au sommet d'un tabouret.

Monk offre à la génération Vélip'sa propre version de cette pièce fondatrice : dans la galerie, il a disséminé des vélos par dizaines. Aucun n'est attaché, et tous laissés en libre-service à quiconque voudrait s'échapper dans la ville. Objet fonctionnel ou œuvre d'art ? Tout est dans le regard, nous enseignait Marcel. Tout est dans le coup de pédale, rétorque Jonathan.

Son objectif, maintes fois répété ? « *Ramener l'art à la vie* ». Plutôt que de le désacraliser, en faire un objet à s'approprier, comme un gamin grimpe sur un chef-d'œuvre de la sculpture : sans complexe. On retrouve Duchamp, tou-

jours, dans la série de peintures qui représentent ici autant de nus descendant l'escalier.

Mais allusion est surtout faite au peintre allemand Gerhard Richter, qui s'est inspiré de la duchampienne toile cubiste pour une de ses œuvres. Cette dernière se trouve ici reproduite à l'envi : Monk en a envoyé une copie numérique par Internet à des artisans chinois, qui se sont appliqués à la reproduire... en plus net. L'artiste commanditaire s'est, quant à lui, contenté d'y remettre un peu de ce flou si symptomatique de Richter, et d'agré-menter d'ampoules ses endroits stratégiques (seins et sexe).

Encore une fois, le regard en vedette : comme dans ce trou sculpté ici au mur, « *assez large*

pour que je vous voie mais pas assez pour que vous me voyiez ». Où l'on dénicher encore une fois Duchamp, et son œuvre *Etant donné* qui fait du regardeur un voyeur, en le forçant à coller son œil contre un trou dévoileur de nudité. Bref, l'exposition se dessine comme un délicieux cercle vicieux, où se mêlent vertiges du concept et badi-neries de malin garnement. ■

EMMANUELLE LEQUEUX

« **Apples and Pears and Other Fruits of the Forest** », Jonathan Monk, galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. M^o Saint-Sébastien-Froissard. Tél. : 01-42-71-09-33. www.yvon-lambert.com. Du mardi au samedi, de 10 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier.

ces sculptures de 20 tonnes minimum qui font tant d'effet auprès des amateurs d'art ». ■

E. LE.

Ernest T., galerie Gabrielle Maubrie, 24, rue Sainte-Croix-de-La-Bretonnerie, Paris-4^e. M^o Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-03-97. www.gabrielle-maubrie.com. Du mardi au samedi de 14 à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier.

de 1963 à nos jours : qu'il détourne les vieux dessins de presse ou qu'il invente des associations farfelues (comme celle, délicieuse, des « peintres peignant à la main »), qu'il réinterprète une publicité Lee Cooper ou qu'il dénicher des perles dans les photos-romans, son regard est plein de justesse et

d'humour. On apprécie le label qu'il imagine sur un dessin de 1977 : celui d'« *artiste d'origine française contrôlée* », comme les meilleurs vins ou les meilleurs camemberts. Et on ne se lasse pas de sa proposition de « *grande peinture nulle* » inspirée de Mondrian, qu'il recommande de placer « *en contrepoint d'une de*

Liverpool se dope à l'énergie rock

Sacrée capitale culturelle de l'Europe en 2008, la ville des Beatles et du foot renaît. Visite guidée

Liverpool
Envoyé spécial

Toute la ville en parle. Entre excitation et nostalgie, les Scousers (habitants de Liverpool) attendent le grand retour de deux enfants du coin. Ringo Starr ouvrira le bal le 11 janvier pour fêter l'inauguration officielle de l'Arena, gigantesque salle de spectacles plantée près des docks.

Le 1^{er} juin à l'autre bout de la ville, sur la pelouse du stade d'Anfield, fief des Reds du Liverpool Football Club depuis 1892, ce sera au tour de Paul McCartney de donner un concert en hommage à la ville de son cœur, désignée il y a quatre ans capitale culturelle européenne pour l'année 2008.

Le dernier concert des Beatles à Liverpool date de 1965, dans la salle *old fashion* de l'Empire, sur Lime Street. Depuis, les Scarabées ont conquis le monde mais n'ont jamais oublié la ville de leur enfance et adolescence. En 1971, John Lennon déclarait : « *Mon amour de New York a quelque chose en commun avec mon amour pour Liverpool. On retrouve dans ces deux villes la même énergie positive...* » Une énergie qui s'est manifestée sur les bords de la Mersey à travers la scène musicale. Des Beatles aux Dead 60's en passant par Gerry and the Pacemakers, Echo and the Bunnymen ou The Icicle Works, les groupes de Liverpool ont souvent fait parler d'eux.

Le Cavern Club dans Matthew Street, où les Beatles firent leurs débuts en février 1961, reste évidemment un endroit de pèlerinage, même si ce club en sous-sol a été reconstruit (à l'identique) en 1984. Mais d'autres endroits liés à la musique valent le déplacement comme les Parr Studios. Ses cinq studios d'enregistrement sont réputés pour leur acoustique exceptionnelle.

Murs en bois dans l'un, en pierre dans l'autre, en moquette dans un troisième... De Deep Purple à Coldplay en passant par Echo and the Bunnymen ou New Order, nombreux sont les groupes célèbres à y avoir travaillé. Aujourd'hui, d'autres stars de la pop ou de musique classique continuent d'y venir.

« *La scène musicale locale a toujours été ouverte et vivante. L'héritage des Beatles n'est pas pesant, il est stimulant* », explique Matt, chanteur du groupe Dead 60's et pur Scouser.

Si John Lennon, qui a donné son nom à l'aéroport international situé dans le quartier de Speke, à deux pas de sa maison natale, pouvait revenir à Liverpool, il retrouverait instantanément cette énergie positive. Et serait stupéfait par les changements intervenus au bord des eaux souvent agitées de la Mersey.

Chantiers gigantesques, immeubles flambant neufs, lofts à bobos, docks qui après avoir été laissés à l'abandon sont devenus lieux de promenades agréables : la grande cité du nord-ouest de l'Angleterre, autrefois prospère puis longtemps montrée du doigt pour sa violence et sa misère sociale, change d'image. Elue capitale européenne de la culture 2008, classée au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2004, la ville redevient à la mode.

Liverpool la grise laisse désormais place à « Livercool », ville qui vient de fêter son 800^e anniversaire et où il fait de nouveau bon vivre. Où l'on trouve du travail sans trop de mal. Où l'argent qui avait disparu, parfois au profit de la voisine et éternelle rivale Manchester, est de retour. Et où les amateurs de culture n'ont pas à attendre les festivités liées à la



Le Cavern Club, où ont débuté les Beatles, fête cette année son demi-siècle et continue à attirer les foules. COLIN MCPHERSON POUR « LE MONDE »

nomination de la ville comme capitale culturelle européenne pour faire le plein d'émotions.

Toiles de Bonnard, Degas ou Picasso à la Tate Gallery, annexe de la vénérable institution londonienne et installée sur Albert Dock depuis bientôt vingt ans, passionnant Musée de l'esclavage ouvert en août 2007, expos photo disséminées dans plusieurs bâtiments du centre-ville, sans oublier les multiples salles de concerts, des caves rock à la Philharmonie, réputée pour son acoustique et chère au

Lofts à bobos, promenades sur les docks, la cité du nord-ouest redevient à la mode

chef Simon Rattle, autre célèbre Scouser, il y en a pour tous les goûts. Liverpool n'est plus seulement la ville du foot et des Beatles. Elle est redevenue une ville dynamique sur le plan économique et une place forte de la culture, populaire ou plus pointue.

Liverpool revient de loin. De 800 000 habitants dans les années 1950, elle n'en comptait plus que 477 000 en 2000. Désindustrialisation, chômage massif (25 % dans certains quartiers), violences urbaines, le grand port du Merseyside a pris des coups. Mais à partir du milieu des années 1980, la politique volontariste des responsables politiques alliée à l'afflux de subventions européennes aident à renverser la tendance.

De grands travaux de rénovations sont entrepris. Des centres de recherche scientifique viennent s'installer au bord de la Mersey. Entre les effets positifs de ce vaste *regeneration program* et l'argent investi dans les équipements culturels depuis 2003, Liverpool retrouve une image dynamique.

Détail significatif : pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, la population du centre-ville augmente et frôle désormais 490 000 habitants. Le taux de chômage est tombé à 5,6 %, les pubs, restaurants et salles de spectacles ne désemploient pas, et les étudiants reviennent en masse, attirés par la qualité des établissements locaux d'enseignement

supérieur et par une ville où faire la fête n'est pas une notion floue. Pour s'en convaincre, il suffit de se promener le soir dans les artères piétonnes du centre-ville, entre Bold et Henry Street.

De tous les pubs alignés côte à côte, de toutes les nombreuses boîtes (du Barfly au Korova en passant par le Bumper ou le Magnet), la musique déferle dans la rue. En dépit de températures extérieures peu clémentes, beaucoup de filles sont en minijupe, les garçons en tee-shirt et l'ambiance très chaude.

« *A Manchester, les prix des hôtels chutent le week-end. A Liverpool, c'est le contraire !* » résume Gary Millar, responsable des Parr Studios, qui, outre leurs cinq salles d'enregistrement abritent un petit hôtel avec douze chambres de charme et un resto-pub à l'ambiance chaleureuse.

« *Le prochain big business à Liverpool concernera l'industrie hôtelière. Il faut augmenter la capacité de 4 000 à 6 000 chambres* », estime cet entrepreneur ambitieux, conscient que la ville est en train de devenir une destination touristique de plus en plus populaire. Méritée ? *Of course.* ■

ALAIN CONSTANT

Carnet de route

Accès. Vols directs avec Easyjet de Paris et de Nice, à partir de 71 euros l'aller-retour. Et avec Ryanair, de Carcassonne, Grenoble, Limoges, Nîmes (www.easyjet.com, www.ryanair.com).

Étapes. Malmaison, sur Princes Dock : adresse de charme, chambres design et bar réputé, à partir de 145 livres (195 euros), www.mal-maison-liverpool.com. Parr Street Hotel : dans le bâtiment des célèbres studios d'enregistrement, 12 chambres, à partir de 90 livres, www.parrstreet.co.uk/Hotel.html.

Hard Day's Night Hotel : ouverture le 1^{er} février 2008 sur North John Street, bâtisse de 1884 aménagée sur le thème des Beatles, 100 chambres consacrées à l'histoire du groupe, autour de 145 livres. www.harddaysnighthotel.com

Tables. Alma de Cuba, dans Seel Street, dans une ancienne église polonaise vieille de deux siècles, cuisine réussie et stars locales, musiciens et footballeurs. The London Carriage Works, 40 Hope Street, ouvert par Paul Askew, chef en vue à Liverpool, entre brasserie et gastronomie.

Parcours rock. Matthew Street : ce quartier central abrite les bars et le mythique Cavern Club qui fête ses 50 ans et où ont débuté les Beatles.

The Beatles Story : sur l'Albert Dock, musée consacré à l'histoire du groupe et aux années 1960 (www.beatlesstory.com).

Magical Mystery Tour : en bus à impériale, deux heures avec un spécialiste sur les traces des Beatles pour 30 lieux emblématiques de Penny Lane à Strawberry Fields (www.cavern-liverpool.co.uk).

The Picket : une des salles de concert les plus connues de Liverpool (www.savethepicket.com).

Korova : concerts live 7 jours sur 7 sept, et bar-restaurant très rock (www.korova-liverpool.com).

Barfly : programmation musicale éclectique dont la célèbre Chibuku Shake Shake Club Night (www.barflyclub.com).

The Magnet : bar-lounge et groupes en vogue tous les mardis soir (www.magnetliverpool.uk).

Bumper : tout nouveau club et bonne musique tendance The Killers (www.bumperliverpool.co.uk).



BabyCream : restaurant-bar situé sur Albert Dock, bonne table, cocktails de qualité et musique à la mode (www.baby-cream.co.uk).

Information. Office du tourisme de Grande-Bretagne, www.visitbritain.com/fr. L'agenda 2008 est sur Internet : www.liverpool08.com et www.enjoyengland.fr/liverpool08

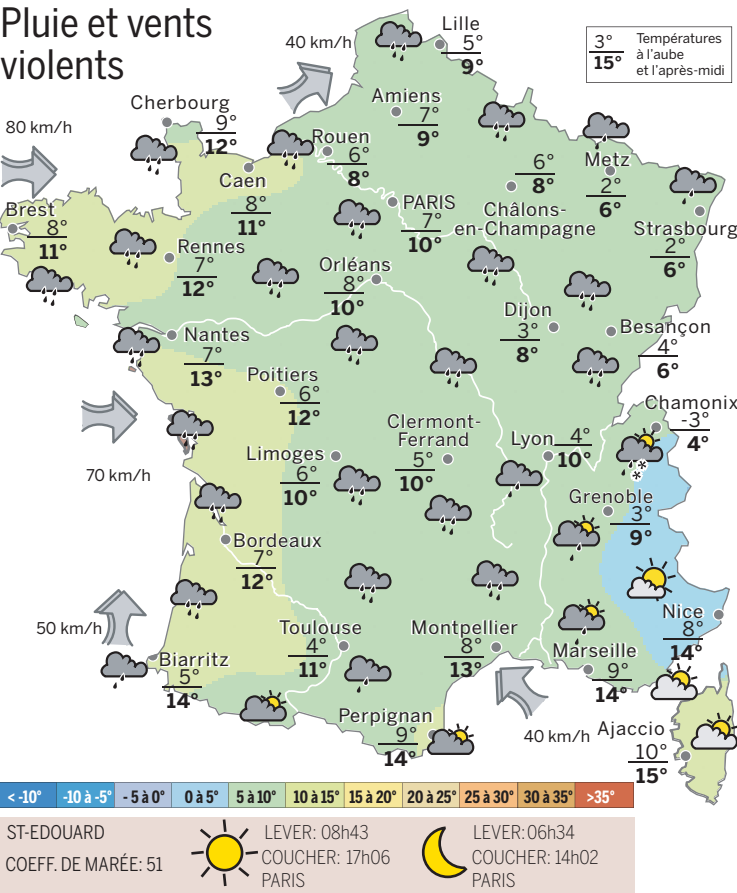
Evolution
Publicités

5 jours à Reykjavik
à partir de
474€ TTC
VOLS + 4 NUITS
ISLAND TOURS
ICELANDAIR
Tél : 01 56 58 30 20 - www.islandtours.fr

TA TERRES D'AVENTURE
« LE VOYAGE A PIED »
Chine - Yunan
à partir de 1895€ / 17 jours (TTC)
www.terdav.com
N° Indigo 0 825 700 825
0,15 € TTC/MIN

Samedi 5 janvier 2008

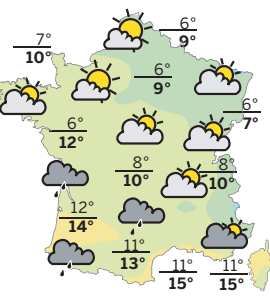
Pluie et vents violents



En France

Le temps sera très agité. Une première zone de pluies traversera rapidement la France d'ouest en est dans la matinée tandis qu'une seconde abordera les côtes atlantiques ; elle gagnera pratiquement tout le pays dans l'après-midi et la soirée en apportant des pluies souvent abondantes, un peu moins vers l'extrême nord et près de la Méditerranée. Le vent de sud-ouest va souffler fort au passage de cette perturbation, notamment de l'Aquitaine et des Charentes au Centre jusqu'à la Franche-Comté en soirée. L'arrivée d'air océanique permettra aux thermomètres de remonter plus franchement.

Dimanche



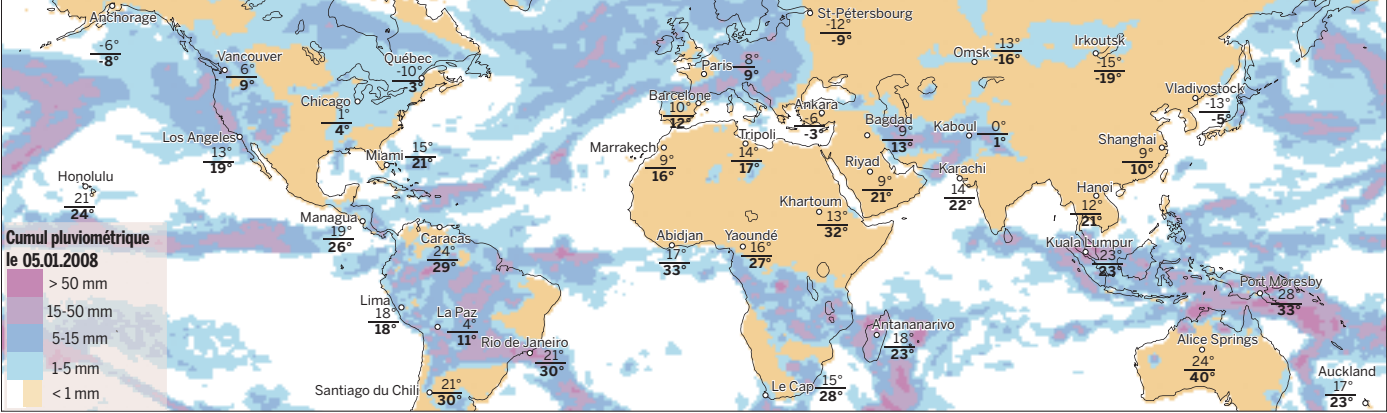
Jours suivants

Région	Lundi	Mardi	Mercredi
Nord-Ouest	-6° / 13°	-6° / 11°	-9° / 11°
Ile-de-France	-5° / 12°	-6° / 10°	-7° / 10°
Nord-Est	0° / 8°	2° / 8°	3° / 8°
Sud-Ouest	9° / 15°	8° / 13°	5° / 13°
Sud-Est	7° / 13°	7° / 14°	4° / 14°

Le 05.01.2008

EN EUROPE			DANS LE MONDE		
Amsterdam	pluvieux	5 8	Alger	éclaircies	9 13
Athènes	éclaircies	5 6	Amman	éclaircies	7 9
Belgrade	très nuageux	-12 -4	Bangkok	ensoleillé	20 30
Berlin	faible neige	-6 0	Beyrouth	beau temps	7 12
Berne	averses éparées	-3 6	Brasilia	beau temps	7 18
Bratislava	très nuageux	-12 -8	Buenos Aires	ensoleillé	15 30
Bruxelles	pluvieux	6 9	Dakar	beau temps	17 22
Budapest	éclaircies	-13 -8	Djakarta	éclaircies	23 32
Bucarest	beau temps	-19 -13	Dubai	éclaircies	15 22
Copenhague	neigeux	-3 0	Hongkong	ensoleillé	13 17
Dublin	très nuageux	6 8	Jérusalem	éclaircies	6 10
Edimbourg	couvert	4 6	Kinshasa	averses éparées	19 32
Helsinki	beau temps	-14 -9	Le Caire	éclaircies	5 16
Istanbul	éclaircies	-4 -1	Mexico	beau temps	2 17
Kiev	beau temps	-19 -12	Montréal	ensoleillé	-9 -5
La Valette	couvert	16 16	Nairobi	ensoleillé	13 28
Lisbonne	averses éparées	10 16	New Delhi	éclaircies	17 18
Ljubljana	forte neige	-2 1	New York	éclaircies	-7 2
Londres	pluie éparse	8 10	Pékin	éclaircies	-8 4
Luxembourg	forte pluie	3 4	Pretoria	orageux	16 25
Madrid	couvert	5 10	Rabat	beau temps	6 13
Moscou	beau temps	-16 -13	Séoul	ensoleillé	0 6
Nicosie	beau temps	3 8	Singapour	pluvieux	25 26
Oslo	forte neige	-4 -3	Sydney	averses éparées	20 25
Prague	éclaircies	-10 -3	Téhéran	très nuageux	-1 2
Reykjavik	faible neige	1 0	Tokyo	beau temps	6 11
Riga	beau temps	-16 -10	Tunis	très nuageux	8 11
Rome	pluvieux	12 13	Washington	éclaircies	-2 6
Sofia	averses de neige	-12 -2			
Stockholm	très nuageux	-5 -2			
Tallin	beau temps	-16 -11	Cayenne	ensoleillé	23 28
Tirana	couvert	5 8	Fort-de-Fr.	averses éparées	23 28
Varsovie	éclaircies	-14 -7	Nouméa	éclaircies	22 31
Vienne	éclaircies	-12 -6	Papeete	éclaircies	24 28
Vilnius	beau temps	-18 -11	Pte-à-Pitre	averses éparées	24 27
Zagreb	faible neige	-7 -4	St-Denis	éclaircies	24 29

Dans le monde Une tempête accompagnée de fortes pluies frappera l'ouest des Etats-Unis



Météorologue en direct au 0899 700 703

(1,34 € l'appel + 0,34 € la minute)
7 jours/7 de 6h30-18h
Service proposé par MeteoNews en partenariat avec Le Monde



<http://www.meteonews.fr>

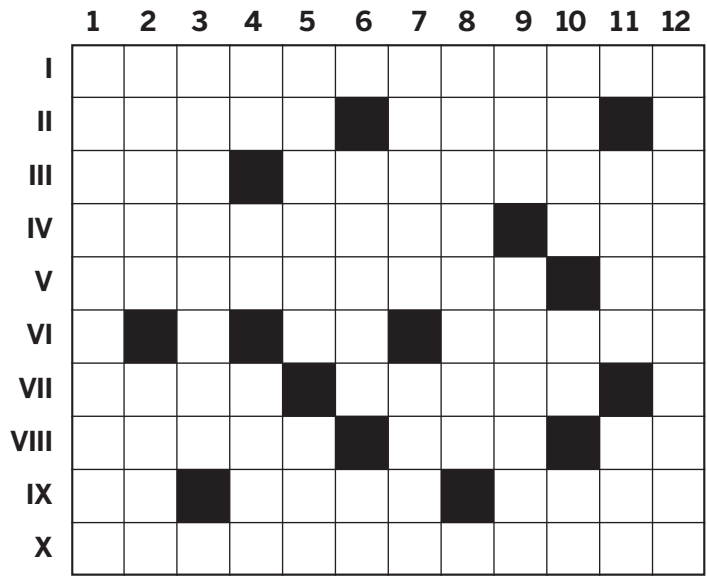


Paris-Dubaï
13 vols par semaine

www.airfrance.fr

MOTS CROISÉS N° 08 - 005

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Ne fait pas dans le détail. **II.** Grands rois de France. S'enrichir intellectuellement. **III.** Fleur bleue en campagne. Jeune roi. **IV.** Il n'y a que le dessus du panier qui l'intéresse. Confirme la vérité. **V.** Un père pour *Le Monde*. Interjection. **VI.** Ouvre la gazette. Fait tourner les têtes. **VII.** Piqueur et suceur. Pierre de mémoire. **VIII.** Naturels. Trois points sur quatre. Joli cœur. **IX.** Reste dans l'ombre. Jeté par provocation. Elève son âme. **X.** Doivent lâcher pour trouver une bonne fin.

Solution du n° 08 - 004

Horizontalement

I. Ralement. - **II.** Erudit. Outra. - **III.** Pite. Cadre. - **IV.** Laine. Mai. **PS.** - **V.** Nippe. Nara. - **VI.** Traqueuse. **Os.** - **VII.** Rê. Urubu. **Epi.** - **VIII.** Ansée. Léchée. - **IX.** Gai. Etira. **Ne.** - **X.** Encastrables.

VERTICALEMENT

1. N'est pas forcément mensongère. **2.** Espèce en voie de disparition. Reines de France. **3.** Frappe plus ou moins durement. **4.** Gai participe. Règle. Menée par le **X** horizontal. **5.** Région du Luxembourg. Vidé pour se libérer. **6.** Maisons de sapin. Conjonction. **7.** Esclave des Spartiates. Prit un repas. **8.** Assurent un bon maintien. **9.** Joliment coloré. Outil du relieur. **10.** Plantés avant de frapper. Article. Cours court. **11.** Forme d'avoir. A consommer pur. **12.** Font leur travail à la fin.

PHILIPPE DUPUIS

Verticalement

1. Replâtrage. - **2.** Aria. Renan. - **3.** Lutina. Sic. - **4.** Edenique. - **5.** Ni. Epurées. - **6.** TTC. Peu. **Tt.** - **7.** Ameubler. - **8.** Soda. Suera. - **9.** Surine. Cab. - **10.** Été. Eh. - **11.** Ur. Propène. - **12.** Rassasiées.

L'ART EN QUESTION N° 567

En collaboration avec la *MD*

DICTIONNAIRE EN IMAGES

Quel est le fil conducteur susceptible de relier des termes comme « Bains de mer », « Chemins de fer », « Colonisation », « Exotisme », « Fer et verre » ? Tous, et d'autres, déclinés comme un dictionnaire illustré dans l'exposition présentée au Musée Goupil, à Bordeaux, évoquant des activités, des découvertes, des faits historiques ayant trait à la seconde moitié du XIX^e siècle.

A travers des images, estampes et photographies, est dressé un vaste tableau de la « Vie moderne » entre 1830 et 1914, tableau qui renseigne à la fois sur le parfum singulier d'une époque et sur les aspects qu'ont choisis d'en montrer ou d'en laisser dans l'ombre les artistes ou les éditeurs. Ainsi les activités de la bourgeoisie sont surreprésentées par rapport à celles des ouvriers : développement des loisirs, flâneries sur les grands

boulevards ou visites des expositions inspirent manifestement les illustrateurs. Ceux-ci ne peuvent néanmoins échapper à la représentation des conflits armés ou à celle de sujets à première vue rébarbatifs comme l'industrie naissante.

La trentaine de rubriques qui constituent cette exposition iconographique suit la règle de l'alphabet, tout en s'autorisant quelques entorses. Pour la lettre « V », les commissaires se sont refusés à choisir entre « Vapeur », illustré par une photogravure représentant un bateau qui crache sa fumée en arrière-plan de la jetée du port de Trouville, et « Vélo », moyen de transport dont l'origine remonte à l'invention par M. de Sivrac, vers 1790, d'un engin appelé :

- célerifère ?
- touriciclette ?
- vélocifère ?

Réponse dans *Le Monde* du 12 janvier.



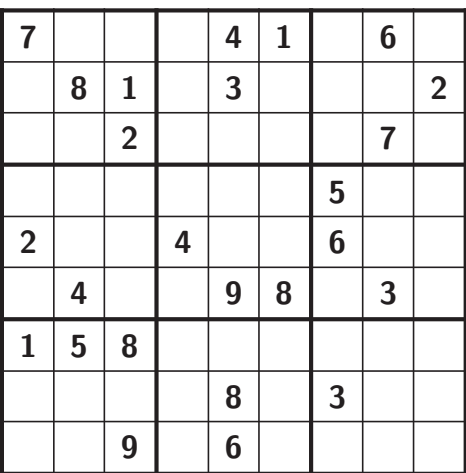
D'après Jules Girardet. « Petite fille à bicyclette », 1895. Photogravure de Jean Boussoad, Manzi, Joyant & Cie, 1898, 23 x 28,5 cm. Jusqu'au 3 février au Musée Goupil, à Bordeaux, pour l'exposition « La vie moderne. Images d'une époque, 1830-1914 » © Mairie de Bordeaux, photo B. Fontanel.

Réponse du jeu n° 566 paru dans Le Monde du 29 décembre.

C'est l'écrivain grec Plutarque (vers 50 - vers 125) qui rédigea les *Vies des hommes illustres*.

SUDOKU N° 673

Solution du n° 672



Réalisé par Koalog (<http://sudoku.koalog.com>)

7	4	2	6	5	3	9	1	8
5	9	8	7	4	1	3	6	2
1	3	6	2	8	9	7	4	5
4	8	7	3	2	6	1	5	9
6	2	5	1	9	4	8	7	3
3	1	9	5	7	8	4	2	6
8	7	1	9	6	5	2	3	4
9	5	3	4	1	2	6	8	7
2	6	4	8	3	7	5	9	1

Très difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Un jeu pour chaque jour

Lundi daté mardi Affaire de logique

Mardi daté mercredi Scrabble

Mercredi daté jeudi Bridge

Vendredi daté samedi L'art en question

Samedi daté dimanche-lundi Echecs

Le Loto

Les résultats sont publiés dans cette page dans nos éditions datées dimanche-lundi, mardi et vendredi

Les religions et l'école de la République



La tentation du repli. L'école républicaine peine à intégrer toutes les communautés. Face à cet échec : l'émergence d'écoles musulmanes et le repli communautaire d'une partie des établissements juifs et catholiques.

Numéro de janvier 2008
en vente chez votre marchand de journaux



Billet

Robert Solé

Dans la Toile

UNE BONNE NOUVELLE, qui va faire plaisir à tous nos lecteurs : j'ai gagné 250 000 euros ! « *Votre nom et celui de quatre autres personnes ont été tirés au sort parmi 30 millions d'adresses électroniques* », me précisent des messages insistants, qui se réclament de « *M. Bill Gates, président du plus grand logiciel du monde (Microsoft)* ». Si je ne réponds pas dans les quinze jours, « *les fonds seront reversés à certains organismes internationaux de santé et de médecine* ».

J'hésite. Car je reçois parallèlement la notification d'une autre loterie : le numéro 69475600545-721, qui m'avait été attribué à mon insu, vient de me faire gagner, lui aussi, 250 000 euros ! Pour les encaisser, il me suffit d'acquitter au préalable « *les frais de virement et d'honoraires* ».

J'hésite. Car une veuve éplorée m'écrit de Côte d'Ivoire. Son mari lui a légué une fortune considérable, qu'elle partagerait volontiers avec moi si je consentais simplement à prendre en charge le transfert en France. Et, là, ce sont des millions...

J'hésite. Mais, après tout, qui m'empêche de cumuler ces trois gains ? Vive Internet ! ■

Ecofrictions
Le méchant marché mondial

Les Français ne sont pas les seuls à redouter les méfaits du « *grand méchant marché* », expression chère à Augustin Landier et David Thesmar, auteurs d'un livre ayant cette expression pour titre. Selon un sondage mondial réalisé par Ipsos auprès de 22 000 « *citoyens engagés* » de 22 pays et publié le 2 janvier, les trois quarts d'entre eux estiment que les grandes entreprises influencent trop leurs gouvernements respectifs. Ils sont presque aussi nombreux à souhaiter que l'exécutif régule davantage l'activité de ces groupes nationaux ou mondiaux. Ils sont même plus de la moitié (52 %) à espérer que les gouvernements en prennent le contrôle.

Certes, les Français sont bien classés dans ce palmarès de l'antilibéralisme. Ex aequo avec les Argentins, ils sont même les plus nombreux à estimer que les grands groupes sont trop influents. Mais les Etats-Unis talonnent ces deux pays, se plaçant en quatrième position derrière le Brésil. En revanche, les Polonais et les Japonais sont relativement moins hostiles.

La nature des personnes interrogées explique en partie ces résultats. Il s'agit,

« Les Français gardent la nostalgie des "trente glorieuses", période durant laquelle l'économie centralisée et planifiée fit des merveilles »

selon Ipsos, de personnes « *impliquées et influentes* ». Un tiers des sondés ont signé une pétition durant les douze mois écoulés et autant ont conseillé à leur entourage de boycotter une entreprise dont le comportement éthique, social ou environnemental était critiquable à leurs yeux.

Cet échantillon ne représente donc pas les populations des pays concernés, mais seulement une fraction de leurs leaders d'opinion. Le sondage permet néanmoins d'anticiper les risques sociétaux auxquels les entreprises et les Etats seront confron-

tés à l'avenir. Il montre que l'influence des antilibéraux pourrait aller croissant. En France, les raisons en sont en partie historiques, comme l'expliquent MM. Landier et Thesmar. Les Français, selon eux, gardent la nostalgie des « *trente glorieuses* », période de reconstruction qui suivit la seconde guerre mondiale, et durant laquelle l'économie centralisée et planifiée fit des merveilles.

Mais la plupart des autres pays n'ont pas ce passé. Or, selon le sondage, ils redoutent aussi les effets d'un marché qui pourrait devenir incontrôlé. Même les pays les plus attachés au libéralisme sont dans ce cas. La crise financière actuelle pourrait les conforter. Les établissements bancaires du monde entier ne se sont pas prémunis contre des risques dont ils n'avaient pas conscience, tant ils étaient diffus. Le marché n'a pu jouer son rôle pour les alerter. Les banques centrales sont certes, pour l'instant, venues à la rescousse. Il est trop tôt pour dire si leur action sera suffisante pour éviter le pire. Alors que l'on peut toujours rêver qu'un gouvernement plus puissant eût été plus clairvoyant. ■

ANNIE KAHN

À NOS LECTEURS

Des changements en dernière page à partir du lundi 7 janvier

LA DERNIÈRE PAGE du *Monde* proposera chaque jour, à partir du lundi 7 janvier, un article de réflexion d'un journaliste de la rédaction ou d'un chroniqueur extérieur. Vous pourrez ainsi lire, la première semaine, la « *Lettre d'Asie* » de Sylvie Kauffmann (lundi), une analyse de Nicolas Baverez, économiste et historien (mardi), une « *Lettre des Etats-Unis* » de Corinne Lesnes (mercredi), une chronique de Régis Debray, écrivain et directeur de la revue *MédiuM* (jeudi), un décryptage politique de Christian Salmon, membre du Centre de recherches sur les arts et le langage du CNRS (vendredi), et l'analyse économique d'Eric Le Boucher (samedi).

D'autres auteurs extérieurs, comme les économistes Jean Pisani-Ferry et Philippe Askenazi ou l'essayiste Caroline Fourest, interviendront au fil des semaines. Vous retrouverez aussi le billet de Robert Solé, la rubrique « *Il y a 50 ans dans Le Monde* » et un sommaire du quotidien.

La publication de l'article « *Ecofrictions* » reprendra dans les pages Economie à partir du lundi 14 janvier. ■

L'actualité

Editorial & Analyses

2 Editorial. Primaires américaines.
Analyse. L'entreprise entre profit et bien commun, par Frédéric Lemaître.
Chronique « Politique ». Narcisse serviteur de l'Etat, par Patrick Jarreau.

Page trois

3 Kenya. Les démons libérés du pays des safaris.

International

4 Etats-Unis. Les électeurs démocrates de l'Iowa placent Obama en tête.
6 Mauritanie. L'édition 2008 du rallye Lisbonne-Dakar menacée.

Environnement & Sciences

7 Pollution. Les ordures s'accumulent dans la ville de Naples, faute de sites d'enfouissement.

France

8 Immigration. Les chiffres des reconduites à la frontière.
10 Gauche. Ségolène Royal évoque sa candidature à la tête du PS.

Economie & Entreprises

11 Automobile. Renault à la peine pour atteindre ses objectifs de croissance.

Sports

13 Football. Les clubs européens recrutent pour remplacer les joueurs africains participant à la CAN.

Décryptages

Portrait

14 Kenneth McKenzie Wark. Le gourou des hackers.

Débats

15 Monique Dagnaud. Manaudou dans le tourbillon du star-system.

Enquête

16-17 Armée. Des soldats à l'école des Amériques.

Culture & vous

Cinéma

19 Ecran. Les bandes-annonces des films, plus chères et plus convoitées.

Musique

20 Agenda. Jusqu'à l'été, la liste des concerts de rock, de chanson et de jazz.

Voyages

21 Angleterre. Liverpool, la ville des Beatles et du foot, renaît.

Le Monde.fr

« *Politique de civilisation* » : qu'a donc voulu dire Nicolas Sarkozy ? Compte rendu du débat en direct avec Edgar Morin. Le sociologue explique son concept, repris par le président lors de ses vœux. Onglet Perspectives.
Les images du jour. Des photos d'actualité en rubrique « Voir ».

IL Y A 50 ANS DANS « LE MONDE »

Un ballet de Françoise Sagan

HIER, la Côte d'Azur se reposait d'un réveillon de Nouvel An qui fut, dit-on, le plus éclatant qu'on eût connu depuis vingt-cinq ans. Cependant Monte-Carlo, où le matin même on avait balayé les dernières roses des soupers, brillait de tous ses feux. Le yacht *Christina* de M. Onassis était illuminé sur l'eau noire du port, telle une fête foraine, et devant le casino une centaine de badauds admiraient le beau monde de l'Hôtel de Paris et de L'Ermitage qui se rendait au gala. Car M^{lle} Françoise Sagan recevait. Le prétexte : un ballet, *Le Rendez-vous manqué*, dont elle avait écrit l'argument et M. Michel Magne la musique ; M. Bernard Buffet signait les décors. Moins d'un siècle d'âge à eux trois.

La romancière de *Bonjour tristesse* était arrivée la veille par le Train bleu, accompagnée de sa sœur, avec la mine d'une collégienne qui sèche les cours de la faculté. Des réceptions avaient été aussitôt organisées, dont l'une à bord du *Christina*, que M^{lle} Sagan visita avec curiosité et sans étonnement. On avait bu du champagne, interviewé le metteur en scène Roger Vadim, les chorégraphes John Taras et Don Lurio, le directeur de la compagnie, M. Albert Sarfati, le producteur Eugène Grumberg, tous importants personnages annonçant qu'il manque dix jours aux répétitions, ce qui après tout était bien possible. Une atmosphère de festival. Et c'est devant une salle comble d'invités parlant l'allemand, l'italien, le grec, l'anglais, que le rideau se leva. ■

PIERRE ROCHER
(5-6 janvier 1958.)

CAHIERS CINEMA

GRANDS CINEASTES

LE CINEMA DU Monde

Série 11

Cette semaine Sergio Leone le livre des Cahiers du Cinéma + le DVD Le Bon, la Brute et le Truand



Cette semaine Sergio Leone le livre + le DVD Le Bon, la Brute et le Truand

N°2 - 8,60 en plus du Monde*



Le 12 janvier Roberto Rossellini + *Païsa*



Le 19 janvier Luis Buñuel + *Le Journal d'une femme de chambre*



Le 26 janvier Andreï Tarkovski + *Le Sacrifice*



Le 2 février Akira Kurosawa + *Ran*

Chez vous, chaque semaine, découvrez un grand cinéaste.

Chaque week-end, avec Le Monde et "Le Monde TV&Radio".

Pour plus d'informations : www.lemonde.fr/cineastes - Découvrez vos privilèges abonnés en téléphonant au 0825 120 219 (0,15€/mn) ou sur notre site internet.

* Le Monde, son supplément "Le Monde TV&Radio", un livre et un DVD : 9,90 €, sauf le N°1 Chaplin : 5,20 € [offre de lancement valable du 09/09/07 au 05/12/07]. Chaque élément de l'offre peut être acheté séparément à la Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Bianqui, 75013 Paris, ou par correspondance. Voir conditions en magasin ou sur le site www.lemonde.fr/cineastes. Offre limitée à la France métropolitaine, dans la limite des stocks disponibles.

■ Tirage du Monde daté vendredi 5 janvier 2008 : 420 817 exemplaires.

123